

ÉVALUATION DES MESURES DE MISE EN VALEUR ET DE PROTECTION DES FORÊTS  
PRIVÉES DANS LES LAURENTIDES

Par  
Karine Labelle

Essai présenté au Centre universitaire de formation  
en environnement et développement durable en vue  
de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction de Kim Marineau

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Mai 2020

## SOMMAIRE

Mots-clés : forêt privée, Laurentides, conservation volontaire, mise en valeur des forêts privées, gestion active des forêts, propriétaires forestiers, biodiversité, intendance privée

Situées au sud du Québec, les forêts regorgent d'une riche diversité biologique qui se définit, entre autres, par l'abondance d'espèces en situation précaire et de milieux naturels exceptionnels. Les milieux forestiers de la région administrative des Laurentides n'y font pas exception. Avec un secteur économique diversifié, cette région possède des forêts qui se retrouvent convoitées autant pour la villégiature, les attraits récréotouristiques que les pratiques sylvicoles. Cependant, en abritant une forte densité démographique, les Basses-Laurentides et le Cœur des Laurentides se voient subir des pressions d'origine anthropique par l'étalement urbain et l'agriculture intensive. Dans une perspective de protection du capital naturel, le défi réside dans la tenure principalement privée des milieux forestiers.

L'objectif de cet essai consiste à évaluer les mesures de gestion reliées à la protection des forêts privées dans la région des Laurentides. À cet effet, les mesures de gestion sont regroupées en catégorie de pratiques en fonction de l'usage souhaité par le propriétaire forestier, soit la mise en valeur des forêts privées, l'aménagement faunique, les ententes de conservation ou l'acquisition de terrains. En vue de les évaluer, quelques entretiens avec des acteurs du milieu ont permis de relever les problématiques actuelles de la gestion en forêt privée. Ces enjeux, combinés à l'étude des dispositions légales et réglementaires, ont permis d'orienter l'analyse de ces catégories de pratiques et d'émettre des recommandations.

Par un manque d'incitatif financier, la baisse des taxes foncières serait une option en vue de soutenir la pérennité des organismes de conservation et la rentabilité des pratiques forestières durables. Ensuite, une modification du cadre administratif et une amélioration des programmes de soutien faciliteraient l'adhésion des propriétaires tout en répondant aux besoins des utilisateurs concernés. Enfin, dans le but d'outiller les acteurs dans la mise en place de la conservation des milieux forestiers, il serait pertinent d'allouer davantage de pouvoir aux instances régionales et locales. Pour finir, une vision commune est à privilégier parmi les intervenants impliqués. Pour y arriver, il demeure important de favoriser le partage des connaissances et des enjeux. Pour conclure, une mobilisation chez les citoyens et les acteurs du milieu se développe en lien avec la protection des forêts privées. Toutefois, afin d'optimiser la gestion des pratiques, il est nécessaire d'y intégrer adéquatement les composantes de la structure administrative.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ma directrice d’essai, madame Kim Marineau. Grâce à sa rigueur, à son encadrement et aux nombreuses suggestions qui m’amenaient constamment à pousser mes réflexions, elle a su me guider afin de garantir une rédaction de qualité. Partageant une passion pour la protection des écosystèmes, ce fut un réel privilège de rédiger sous sa direction !

Cet essai ne serait pas complet sans l’apport inestimable des acteurs suivants : Éco-corridors laurentiens, l’Institut des territoires, la Société de protection foncière de Sainte-Adèle, Louise Gratton, le Réseau de milieux naturels protégés, l’Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais, la Coopérative de propriétaires de boisés Terra-Bois et la Fédération des producteurs forestiers du Québec. Par le fait même, je souhaite remercier les représentants de ces groupes pour leur temps et leur support dans mes recherches qui a permis d’enrichir mon travail.

J’espère sincèrement que les recommandations faites au sein de cet écrit auront un effet sur l’approche des divers intervenants dans la sauvegarde des forêts privées dans la région des Laurentides.

Merci à toutes et à tous,

Bonne lecture !

*« Pour ce qui est de l’avenir, il ne s’agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »*

– Antoine de Saint Exupéry

*« Dans un environnement qui change, il n’y a pas de plus grand risque que de rester immobile. »*

– Jacques Chirac

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. DESCRIPTION DES FORÊTS PRIVÉES DANS LES LAURENTIDES .....	3
1.1 Contexte régional des Laurentides .....	3
1.2 La biodiversité des Laurentides.....	5
1.3 Forêts privées .....	6
1.3.1 Acteurs gouvernementaux.....	7
1.3.2 Intervenants du milieu forestier .....	8
1.3.3 Intervenants du milieu de la conservation.....	9
1.3.4 Profils des propriétaires forestiers.....	10
1.3.5 Importance des forêts privées.....	11
2. MODES DE GESTION.....	13
2.1 Cadre légal et réglementaire.....	13
2.1.1 Provincial .....	13
2.1.2 Régional .....	16
2.2 Aménagement durable des forêts privées.....	22
2.3 Conservation en terres privées .....	25
3. ENJEUX DES ACTEURS DE LA FORÊT PRIVÉE .....	28
3.1 Intervenants du milieu forestier.....	28
3.1.1 Perception négative des activités forestières .....	28
3.1.2 Complexité des mesures de gestion .....	29
3.1.3 Intérêts variés des propriétaires forestiers .....	29
3.1.4 Aménagement du territoire et la villégiature.....	29
3.1.5 Rentabilité et mécanisation .....	30
3.2 Intervenants du milieu de la conservation .....	31
3.2.1 Taxation foncière et pérennité des organismes .....	31
3.2.2 Opinions partagées entre les acteurs de la forêt privée .....	32
3.2.3 Conservation en boisés agricoles .....	33
4. ANALYSE DE LA GESTION DES CATÉGORIES DE PRATIQUES EN FORÊT PRIVÉE .....	34
4.1 Catégories de pratiques et d'enjeux.....	34
4.2 Mise en valeur des forêts privées .....	35

4.2.1 Volet économique .....	35
4.2.2 Intérêts des propriétaires .....	38
4.2.3 Éducation des acteurs.....	40
4.3 Aménagement faunique.....	42
4.3.1 Rentabilité monétaire et environnementale.....	42
4.3.2 Programmes d'aide financière.....	43
4.3.3 Intérêt des propriétaires.....	44
4.3.4 Éducation des acteurs.....	44
4.4 Conservation volontaire .....	45
4.4.1 Avantages financiers et fiscaux.....	46
4.4.2 Programmes d'aide financière.....	48
4.4.3 Autres pratiques récentes de conservation .....	49
4.4.4 Volonté politique.....	50
4.4.5 Intérêt des propriétaires.....	53
4.4.6 Activités de sensibilisation dans la région des Laurentides .....	54
4.4.7 Éducation des acteurs au concept de la vocation forestière .....	55
4.5 Synthèse suite à l'analyse des catégories de pratiques en forêt privée.....	55
5. RECOMMANDATIONS.....	57
5.1 Palier provincial .....	57
5.2 Palier supralocal et local.....	58
5.3 Intervenants du milieu forestier.....	59
5.4 Intervenants du milieu de la conservation .....	60
CONCLUSION .....	61
RÉFÉRENCES.....	62
ANNEXE 1 - ZONES AGRICOLES ILLUSTRÉES SUR LA CARTE DE LA RÉGION ADMINISTRATIVE DES LAURENTIDES .....	76
ANNEXE 2 – BOIS ET CORRIDORS FORESTIERS MÉTROPOLITAINS DANS LES BASSES-LAURENTIDES .....	77
ANNEXE 3 – TABLEAU DES PERSONNES-RESSOURCES.....	78
ANNEXE 4 – DONNÉES DE LA RÉGION DES LAURENTIDES FOURNIES PAR LE RÉSEAU DE MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS .....	79

## LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure 1.1	Carte de localisation de la région administrative des Laurentides et ses municipalités régionales de comté .....	4
Figure 1.2	Occupation des terres privées dans la région administrative des Laurentides .....	7
Figure 4.1	Facteurs déclencheurs de la récolte de bois chez les propriétaires forestiers .....	39
Tableau 1.1	Aires protégées réparties selon le territoire des Laurentides .....	6
Tableau 2.1	Cadre réglementaire du niveau provincial s'appliquant en forêt privée .....	16
Tableau 2.2	Programmes fiscaux et financiers en lien avec l'aménagement des forêts privées .....	24
Tableau 2.3	Options de conservation en terre privée .....	26
Tableau 2.4	Programmes d'aide financière en lien avec la conservation en terres privées .....	27
Tableau 4.1	Catégories d'enjeux et de sous-enjeux .....	34
Tableau 4.2	Options de mesures pour l'allègement du fardeau fiscal pour mise en valeur des forêts privées dans la région des Laurentides .....	37
Tableau 4.3	Outils éducatifs offerts dans la région des Laurentides .....	45
Tableau 4.4	Évaluation des ententes de conservation et des moyens d'acquisition de terrains .....	47
Tableau 4.5	Évaluation des programmes d'aide financière en lien avec la conservation volontaire .....	48
Tableau 4.6	Évaluation des mesures comprises dans les SAD des MRC dans la région des Laurentides pour protéger les forêts privées .....	51
Tableau 4.7	Activités de sensibilisation à la conservation des milieux naturels dans la région des Laurentides .....	54
Tableau 4.8	Tableau synthèse suite à l'analyse de la gestion des catégories de pratiques en forêt privée.....	56

## LISTE DES ACRONYMES, DES SYMBOLES ET DES SIGLES

%	Pour cent
ACA	Appalachian Corridor Appalachien
AFSQ	Association forestière du sud du Québec
APFLO	Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais
CMM	Communauté métropolitaine de Montréal
CNC	Conservation de la nature Canada
CRNTL	Commission des Ressources naturelles et du Territoire des Laurentides
FPFQ	Fédération des producteurs forestiers du Québec
FSC	<i>Forest Stewardship Council</i>
ha	Hectare
LADTF	<i>Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier</i>
LAU	<i>Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i>
LCMVF	<i>Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune</i>
LCPN	<i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i>
LEMV	<i>Loi sur les espèces menacées ou vulnérables</i>
LPTAA	<i>Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles</i>
LQE	<i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
PAF	Plan d'aménagement forestier
PAFF	Plan d'aménagement forêt-faune
PMAD	Plan métropolitain d'aménagement et de développement
PPMV	Plan de protection et de mise en valeur des forêts privées
PPRLPI	<i>Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables</i>
SAD	Schéma d'aménagement et de développement
UPA	Union des producteurs agricoles

## LEXIQUE

Affectation	L'affectation attribue une vocation ou une utilisation à une partie du territoire concernée (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2010c).
Aménagement forestier durable	L'aménagement forestier durable se concentre sur la pérennité des écosystèmes forestiers en assurant aux futures générations les bénéfices sociaux, environnementaux, économiques et culturels (Gouvernement du Canada, 2020b).
Couvert forestier	Un couvert composé de la cime des arbres qui restreint l'apport de lumière atteignant le sol, et donc qui affecte le type de végétation arbustive et non ligneuse (Fédération des producteurs forestiers du Québec, 2019b).
Forêt productive	La forêt productive est définie comme un habitat qui peut produire un minimum de 30 mètres cubes / ha en moins de 120 ans et qui possède une pente entre 0 à 40 % (Fédération des producteurs forestiers du Québec, 2020b).
Intendance privée	Synonyme de la conservation volontaire, l'intendance privée consiste en la totalité des actions de conservation qui sont entreprises par des personnes morales, des particuliers ou des organismes privés (Girard et Thibault-Bédard, 2016).
Possibilité forestière	Pour une période donnée, la possibilité forestière se résume à un volume de bois qu'il est permis de récolter sans altérer les capacités de production du milieu forestier (Fédération des producteurs forestiers du Québec, 2019b).
Producteur forestier	Sous certaines conditions, le statut de producteur forestier est reconnu par le gouvernement du Québec, ce qui permet, ensuite, d'accéder aux programmes fiscaux et financiers des travaux forestiers (Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais, s. d.a).
Services écosystémiques	Les services écosystémiques, approvisionnés par le capital naturel, procurent une qualité de vie humaine par, entre autres, la régulation du climat, l'agriculture, la pollinisation, la filtration des polluants et le stockage du carbone (TEEB, 2010).
Terres écosensibles	Cette notion se définit par des milieux naturels qui contribue à la protection du patrimoine environnemental au Canada (Gouvernement du Canada, 2017).



## INTRODUCTION

En combinaison avec la publication des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, plusieurs études ont reconnu les impacts des changements climatiques. Parmi les nombreuses répercussions, la diversité biologique et la régulation des services écosystémiques se voient menacées, et ce, à l'échelle mondiale. (Auzel et al., 2012; Millennium Ecosystem Assessment, 2005) C'est d'ailleurs par les conditions climatiques, hydrologiques et géologiques que la répartition des espèces s'explique. Par conséquent, quelques points chauds de biodiversité sont présents dans le sud du Québec en raison des conditions favorables. (Tardif, Lavoie et Lachance, 2005; TEEB, 2010) On y compte, entre autres, les Basses-terres du Saint-Laurent. Toutefois, c'est sur les terres du Québec méridional que réside la plus grande densité de population de la province. Dès lors, la capacité de support des écosystèmes fait face à de fortes pressions humaines, notamment par l'urbanisation, l'agriculture intensive et la villégiature. Il en résulte une transformation du paysage. Cette mosaïque écosystémique recense un nombre considérable d'espèces en situation précaire. En effet, plus du deux tiers sont en déclin et la plupart se retrouvent au sud du Québec. (Tardif et al., 2005)

Une portion des Basses-terres du Saint-Laurent est occupée par la partie sud de la région administrative des Laurentides. À l'exception de la partie nord de cette région, plus de 90 % du territoire laurentidien est de tenure privée. Parmi ces terres, 75 % sont des forêts privées. (Commission des Ressources naturelles et du Territoire des Laurentides [CRNTL], 2010; Fédération des producteurs forestiers du Québec [FPFQ], 2020b) Ainsi, afin de préserver le couvert forestier, la collaboration des propriétaires des terres forestières est essentielle (Tardif et al., 2005). Le défi dans cette gestion active consiste en le maintien de la biodiversité et de la productivité des écosystèmes, en plus de répondre aux besoins des populations locales (Gratton et Hone, 2006). À ce jour, le dévouement des organismes de conservation et la motivation des propriétaires ont permis de compiler 98 sites protégés dans la région des Laurentides. Plus spécifiquement, il s'agit de 4 911 hectares (ha). (FPFQ, 2020b) Cela dit, sans des actions concrètes en vue de protéger le capital naturel, les impacts anthropiques croissants continueront de nuire à l'approvisionnement en biens et services écosystémiques, notamment à la filtration des polluants, à la régulation du climat, à la pollinisation, aux activités récréatives et au bien-être humain (TEEB, 2010).

À cette fin, l'objectif général de cet essai consiste à évaluer les mesures de gestion reliées à la protection des forêts privées dans la région administrative des Laurentides. On entend par protection toutes les pratiques en forêt qui respectent le maintien des écosystèmes forestiers, que ce soit la mise en valeur du boisé ou la conservation des milieux naturels. Pour ce faire, l'analyse du contexte actuel de la région des Laurentides, suivi de l'encadrement légal et réglementaire en milieu forestier du domaine privé sera réalisée.

Puis, un sondage auprès de quelques acteurs impliqués permettra d'identifier les enjeux d'actualité et leurs préoccupations. Cette compilation de données servira à identifier les freins en lien avec la protection des forêts, soit d'émettre des pistes d'actions réalistes pour atteindre de manière plus efficace leur préservation.

Cette série d'informations a été générée par la consultation de sources de qualité. Celles-ci sont diversifiées, provenant de revues scientifiques récentes et de sources gouvernementales. De plus, de nombreux documents d'organismes du domaine de la gestion active en forêt privée ont été consultés. Aucune source démontrant une faible crédibilité n'a été utilisée. Les documents et les revues scientifiques ont été obtenus par des bases de données numériques discutant d'enjeux environnementaux. Enfin, quelques entretiens avec des intervenants importants du milieu de la foresterie et de la conservation ont permis de prendre le pouls des différents aspects reliés à la gestion des forêts en offrant des sources variées et récentes.

Le plan de rédaction de cet essai se présente en cinq chapitres. Le premier consiste à effectuer une revue de littérature afin de définir le territoire des Laurentides. Celle-ci s'exprime par les données biophysiques, les caractéristiques particulières des forêts privées et le profil des acteurs du milieu. La synthèse des informations du second chapitre dévoile le cadre légal et réglementaire, ainsi que les mesures de gestion qui concernent la protection des forêts privées. Ensuite, le troisième chapitre révèle les enjeux des diverses pratiques. Ces préoccupations sont obtenues par la consultation d'une série d'intervenants en forêt privée. Outillé avec les données des chapitres précédents, le quatrième chapitre dévoile l'analyse de la gestion des catégories de pratiques. Ces catégories viennent regrouper les mesures de gestion identifiées précédemment et sont déterminées selon les choix des propriétaires forestiers en termes d'usage de leur territoire. Les points faibles qui ressortent de l'analyse permettent d'orienter le dernier chapitre, soit les recommandations émises sous la forme de pistes d'actions dédiées aux acteurs concernés.

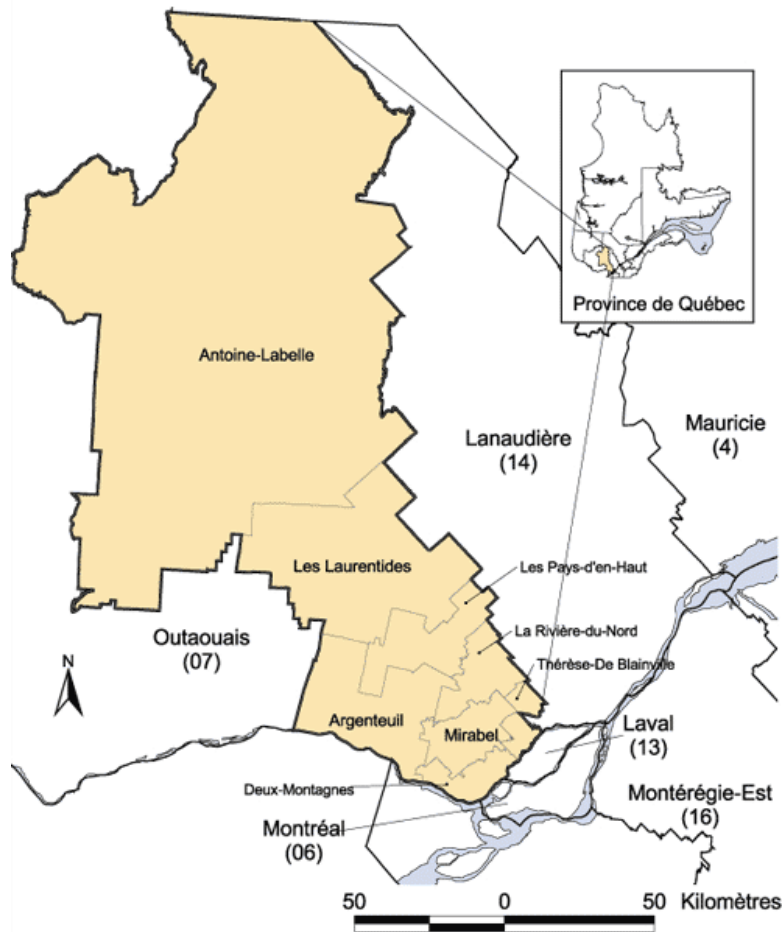
## **1. DESCRIPTION DES FORÊTS PRIVÉES DANS LES LAURENTIDES**

Le premier chapitre présente le portrait général du territoire de la région administrative des Laurentides, suivi de la situation des forêts privées. Sous la forme de données territoriales, le contexte de la région permet d'identifier les facteurs régissant la dynamique naturelle des forêts, afin de bien cibler ceux pouvant affecter leur conservation.

### **1.1 Contexte régional des Laurentides**

D'une superficie d'environ 2 250 000 ha, la région administrative des Laurentides occupe 1,3 % du territoire québécois. Située dans le sud-ouest de la province de Québec, plus spécifiquement à l'ouest de la région de Lanaudière et au nord de la rivière des Outaouais, elle englobe 76 municipalités regroupées en huit municipalités régionales de comté (MRC). Ces MRC sont listées ci-après : de Deux-Montagnes, de Thérèse-De Blainville, de Mirabel, d'Argenteuil, de La Rivière-du-Nord, des Pays-d'en-Haut, des Laurentides et d'Antoine-Labelle. (CRNTL, 2010; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles [MERN], 2006; MERN, 2015) Avec un nombre estimé à 600 000 résidents, soit 7,3 % de la population du Québec, la région subit un constant essor démographique depuis les années 2000 (CRNTL, 2010; Institut de la statistique du Québec, 2019). La situation des MRC varie grandement sur les plans sociaux, économiques et environnementaux, selon leur contexte géographique. Pour simplifier la division du territoire, les Laurentides sont divisées en trois zones : Basses-Laurentides, Cœur des Laurentides et Hautes-Laurentides. (MERN, 2006) La figure 1.1 permet d'illustrer le territoire.

Occupées par les MRC de plus petite taille (MRC de Deux-Montagnes, de Thérèse-De Blainville et de Mirabel), les terres des Basses-Laurentides reposent sur la province géologique de la Plate-forme du Saint-Laurent. Elle est composée majoritairement de calcaire, d'où la présence d'un sol très fertile. Avec aucun plan d'eau majeur, les Basses-Laurentides ne contiennent que des milieux humides et hydriques riches en espèces. Ainsi, en plus d'être relativement plat, les conditions climatiques du sud de la région sont idéales pour le développement de l'agriculture. L'exploitation agricole intensive (voir annexe 1) et l'exploitation forestière des terres privées sont jumelées à un mouvement de développement urbain et industriel. Il s'agit des occupations majeures du territoire. Dès lors, on y retrouve un secteur d'activités diversifié, allant du commerce de gros et de détail aux services de santé. L'économie, fortement influencée par la métropole, s'y retrouve diversifiée. Ce faisant, elle est moins affectée par les fluctuations de l'économie régionale. Étant à proximité de la métropole, les Basses-Laurentides comprennent plus de la moitié de la population de la région. Localisée dans la MRC de Deux-Montagnes, on retrouve également la communauté mohawk de Kanesatake. (CRNTL, 2010; Institut de la statistique du Québec, 2019; MERN, 2006)



**Figure 1.1 Carte de localisation de la région administrative des Laurentides et ses municipalités régionales de comté**  
(tiré de : Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec [MAPAQ], 2019)

Quant au Cœur des Laurentides, il comprend quatre MRC : la MRC d'Argenteuil, de La Rivière-du-Nord, des Pays-d'en-Haut et des Laurentides. Les terres de cette zone reposent sur la province géologique de Grenville. Composées de nombreux plans d'eau, on y observe une topographie variable. À l'ouest, on retrouve un territoire peu accidenté en raison de la présence de la vallée de la rivière Rouge, tandis qu'à l'est débute le plus grand parc national du Québec méridional, soit le parc national du Mont-Tremblant. Cette sous-région contribue au tourisme, à la villégiature et aux activités récréatives. Il en résulte que l'économie principale se définit par l'industrie récréotouristique, notamment par une occupation du territoire de type forestier. Toutefois, au fil des années, l'étalement urbain du sud de la région est venu déplacer les lieux de villégiature du Cœur des Laurentides davantage au nord. Pour finir, la MRC des Laurentides comporte la réserve autochtone de Doncaster. (CRNTL, 2010; MERN, 2006; MERN, 2015; QuébecOriginal, s. d.)

Enfin, les Hautes-Laurentides comprennent une seule MRC, soit d'Antoine-Labelle. Les terres reposent également sur la province géologique de Grenville. La topographie comprend des variantes, allant des vallées aux collines. Au sud-ouest, les Hautes-Laurentides comprennent trois vallées, celles de la rivière Rouge, du Lièvre et Gatineau, ainsi que deux monts, le mont Sir-Wilfrid et le Mont-Laurier. Le sud-ouest est davantage propice à l'agriculture que le nord-est de la zone où le sol y est accidenté. Les eaux de ruissèlement sont partagées en fonction de ces trois vallées. L'eau ruissèle par leurs rivières pour se jeter éventuellement dans la rivière des Outaouais. Les Hautes-Laurentides se distinguent par de nombreux plans d'eau, soit un peu plus de 6 000 lacs pour la région entière. Parmi les plans d'eau de plus grande envergure, on y distingue les réservoirs Mitchinamecus, Kiamika, Baskatong et le Lac du Poisson Blanc. En plus de leur richesse écologique, ceux-ci jouent le rôle d'alimenter les centrales hydroélectriques et de régulariser les eaux aux pourtours de Montréal. Les Hautes-Laurentides se caractérisent par l'exploitation forestière du domaine de l'État, du fait que 90,9 % du territoire soit de tenure publique. Le marché de l'emploi a davantage de difficulté en raison de son isolement et de sa peine à recruter des employés. Effectivement, la sous-région recouvre, à elle seule, 75 % de la région et se caractérise par la sous-région la moins densément peuplée. Par conséquent, la MRC d'Antoine-Labelle est celle qui possède le taux de chômage le plus élevé de la région. On y exploite également des mines pour les matériaux de construction et les minéraux industriels. Ayant un étalement urbain au sud de la région qui remonte jusqu'au Cœur des Laurentides, les Hautes-Laurentides demeurent tout de même un lieu de paix et de villégiature. (CRNTL, 2010; Institut de la statistique du Québec, 2019; MERN, 2006)

## **1.2 La biodiversité des Laurentides**

En comparaison avec l'ensemble de la région, la biodiversité est particulièrement riche dans le sud des Laurentides. En effet, il s'agit de l'endroit où le climat est le plus clément, où les sols des Basses-terres du Saint-Laurent sont fertiles et où la saison de croissance est la plus grande. Toutes ces composantes combinées permettent d'accueillir une faune et une flore diversifiées. Effectivement, ayant un territoire qui s'étend sur plusieurs latitudes, la région administrative des Laurentides possède cinq des dix domaines bioclimatiques du Québec, soit l'érablière à caryer cordiforme (occupe 6 % de la région), l'érablière à tilleul (1 %), l'érablière à bouleau jaune (53 %), la sapinière à bouleau jaune (35 %) et la sapinière à bouleau blanc (5 %). Les nombreuses essences forestières, ainsi que les riches milieux humides dans le sud amènent des conditions propices à la biodiversité. Ce faisant, ils permettent de maintenir l'équilibre des biens et services écosystémiques. Néanmoins, le sud des Laurentides est menacé par le développement urbain, l'agriculture intensive et la croissance démographique, tandis que le nord se voit plutôt menacer par l'exploitation des forêts de tenure publique. (Appalachian Corridor Appalachien [ACA], 2011; Logier-Paquette, 2019; MERN, 2006; Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs [MFFP], 2019e; MFFP, 2020b)

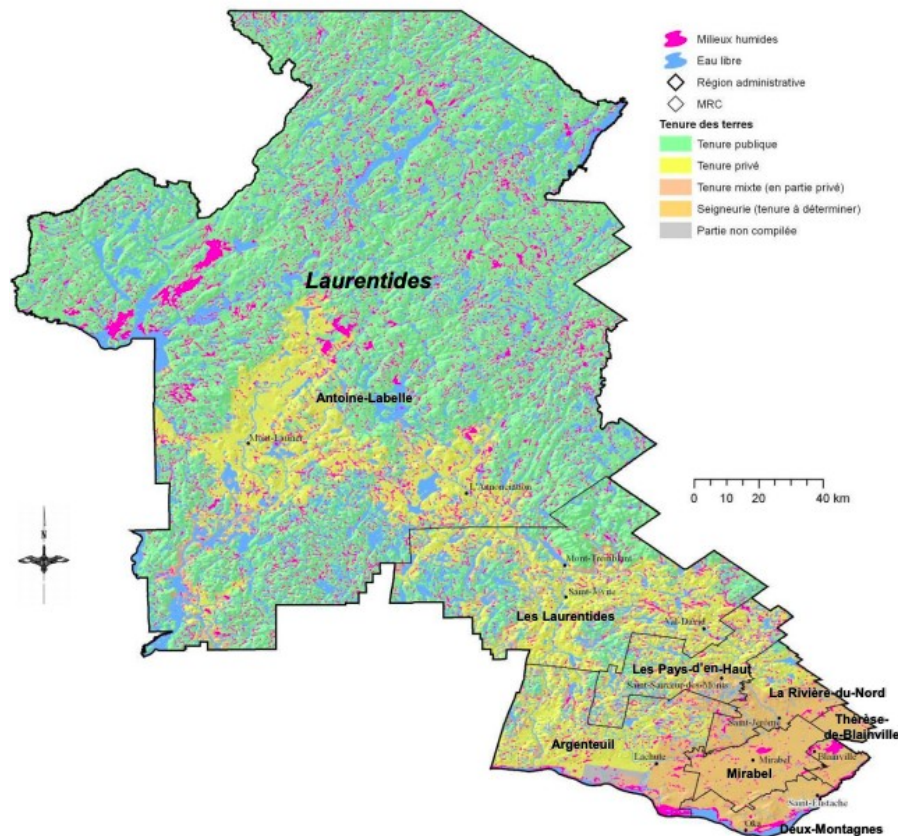
Par ailleurs, 8,54 % de la superficie des Laurentides est constitué d'aires protégées (voir le tableau 1.1). Dans les Basses-Laurentides, on constate la présence d'habitats fauniques bordant la rivière des Outaouais, quelques réserves naturelles et écologiques, ainsi que le parc national d'Oka. Tandis que le nord de la région comporte davantage de parcelles d'aires protégées, dont le parc national du Mont-Tremblant. (Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques [MELCC], 2019)

**Tableau 1.1 Aires protégées réparties selon le territoire des Laurentides** (tiré de : MELCC, 2019)

Désignation	Nombres	Pourcentage occupé sur le territoire des Laurentides
Écosystème forestier exceptionnel	34	0,14
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	4	0,01
Habitat faunique	56	2,19
Milieu naturel de conservation volontaire	9	0,01
Parc national	2	3,22
Refuge biologique	229	0,95
Refuge d'oiseaux migrateurs	1	0,02
Refuge faunique	2	< 0,01
Réserve aquatique projetée	1	0,49
Réserve de biodiversité projetée	6	1,36
Réserve écologique	6	0,05
Réserve naturelle reconnue	21	0,10
<b>Total</b>		<b>8,54</b>

### 1.3 Forêts privées

Principalement situées dans le sud du Québec, 7,03 % des terres de la province sont de tenure privée (MFFP, 2017; MFFP, 2020b). Ceci dit, la région administrative des Laurentides compte près de 663 000 ha de terres privées, dont 75 % d'entre elles sont forestières et 481 800 ha sont des forêts privées productives. La forêt productive est définie comme un habitat qui peut produire un minimum de 30 mètres cubes / ha en moins de 120 ans et qui possède une pente entre 0 à 40 %. (FPFQ, 2020b) En d'autres mots, 33 % du territoire des Laurentides est de tenure privée, illustrée à la figure 1.2. Plus spécifiquement, la quasi-totalité des Basses-Laurentides est privée, à l'exception du parc national d'Oka. Puis, les terres de l'État au sein du Cœur des Laurentides sont dispersées en petites parcelles et occupent environ 9 % de la superficie. Tandis que le nord de la région appartient en quasi-totalité à l'État, contenant 90,9 % des terres publiques de la région des Laurentides. (CRNTL, 2010; MERN, 2015)



**Figure 1.2 Occupation des terres privées dans la région administrative des Laurentides** (tiré de : Canards Illimités Canada, 2007)

### 1.3.1 Acteurs gouvernementaux

Au Québec, quelques ministères ont des obligations légales en ce qui concerne la gestion des forêts privées. Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) est impliqué dans l'aménagement et la mise en valeur des forêts privées, et ce, par les programmes d'aide financière (MFFP, 2020b). Il est aussi responsable d'octroyer le statut de producteur forestier (MFFP, 2020g). Toutes ces politiques respectent la Stratégie d'aménagement durable des forêts en vigueur depuis 2015, ainsi que la *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier* (LADTF) (MFFP, 2020a). Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) est responsable des mesures législatives concernant le respect de l'environnement, qu'il s'agisse de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (LQE), de la *Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables* (PPRLPI) et de la *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables* (LEMV). Ce ministère contribue également à développer le réseau d'aires protégées via l'élaboration de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (LCPN). (Gouvernement du Québec, 2020) Puis, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) régit la

protection des boisés agricoles en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (LPTAA) en limitant les activités au potentiel agricole et acéricole (FPFQ, 2019c). La mise en valeur des terres protégées par le zonage agricole est également assurée par le Plan de développement de la zone agricole, rédigé par les MRC et supervisé par le MAPAQ (MAPAQ, 2020). De plus, ce ministère est responsable de la mise en marché du bois. Enfin, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) est l'instance qui gère le développement et l'administration des municipalités. On retrouve ses pouvoirs légaux au sein de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU). (ACA, 2011)

Cette multitude d'acteurs gouvernementaux a un rôle à jouer dans la gestion des milieux forestiers. L'application de leurs dispositions légales est révélée au chapitre suivant. Sous cette législation québécoise, il est possible de regrouper les autres acteurs d'intérêt sous deux catégories : intervenants du milieu forestier et du milieu de la conservation.

### **1.3.2 Intervenants du milieu forestier**

Affiliée à l'Union des producteurs agricoles (UPA), la Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ) est une organisation provinciale qui joue un rôle fédérateur du milieu forestier et qui incite à la mise en valeur des forêts privées via les pratiques sylvicoles (MFFP, 2020e). Au-delà de représenter les propriétaires, la FPFQ étudie et émet des recommandations sur les enjeux actuels, dont la sylviculture, le cadre légal et la mise en marché du bois (FPFQ, 2019f). Reconnaisant l'importance des forêts privées dans la possibilité forestière de la province, la FPFQ accompagne et informe les propriétaires quant aux bonnes pratiques (FPFQ, 2020c; Rhéaume, 2016). La possibilité forestière se définit comme le volume de bois qu'il est permis de prélever, sur une période donnée, sans altérer les capacités de production du territoire forestier (Association forestière du sud du Québec [AFSQ], 2019).

Sous la responsabilité du MFFP, l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides a vu le jour en 1995 lors du Sommet sur la forêt privée. L'agence est composée de quatre groupes de représentants, intitulés les partenaires privés. Il s'agit du gouvernement du Québec, de producteurs forestiers, de l'industrie forestière et du monde municipal. Les responsabilités de l'agence vont de l'élaboration d'un plan de protection et de mise en valeur des forêts privées (PPMV) à la gestion des programmes d'aide financière, et ce, dans l'optique d'aménager de façon durable les habitats forestiers. (Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides, 2017c; *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*) Des services d'accompagnement sont également offerts par des conseillers forestiers accrédités par l'agence, soit des regroupements forestiers, des firmes de consultants ou des syndicats de producteurs forestiers (Rhéaume, 2016).



Affiliée à l'UPA et à la FPFQ, l'Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais (APFLO) agit en tant que syndicat des producteurs forestiers pour l'ensemble de la région des Laurentides (M. Lanthier, conversation téléphonique, 10 mars 2020). L'APFLO est un organisme à but non lucratif qui occupe une place importante au sein du marché du bois. En plus de représenter les propriétaires forestiers des Laurentides, l'organisme négocie les conditions de mise en marché et les dispositions afin de les accommoder. (Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais [APFLO], s. d.b; Sierra, s. d.)

Enfin, la région des Laurentides comporte deux groupements forestiers : Terra-Bois et la Société d'exploitation des ressources agro-forestières de Labelle (Groupements forestiers Québec, 2020). La Coopérative de propriétaires de boisés, Terra-Bois, est une entreprise collective dont les membres sont des propriétaires forestiers (Coopérative de propriétaires de boisés, 2020b). Étant le principal regroupement forestier, la coopérative dessert l'ensemble de la région des Laurentides, à l'exception des Hautes-Laurentides (Sierra, s. d.). Leur vocation est de protéger le patrimoine forestier tout en favorisant la rentabilité des activités forestières. Pour ce faire, Terra-Bois encourage l'aménagement durable en accompagnant leurs membres par des services sur le terrain. (Coopérative de propriétaires de boisés, 2020a; Coopérative Terra-Bois, 2020)

Pour finir, il existe plusieurs organismes qui ont pour mission de promouvoir les bienfaits des ressources forestières auprès de la société. Dans la région des Laurentides, on retrouve notamment la Table Forêt Laurentides. C'est un organisme à but non lucratif qui a vu le jour en 2009 et qui a pour mission d'éduquer les citoyens de la région sur les notions de la foresterie. L'organisme a agi sur plusieurs fronts dans la dernière année, que ce soit le partage de connaissances ou la sensibilisation aux activités forestières. La concertation est également un outil éducatif offert au grand public et aux acteurs forestiers. (Table Forêt Laurentides, 2019a; Table Forêt Laurentides, 2019b) L'Association forestière du sud du Québec (AFSQ) comprend une mission similaire, et ce, à l'échelle provinciale (AFSQ, 2020a).

### **1.3.3 Intervenants du milieu de la conservation**

Le rôle des organismes de conservation se définit dans la protection et la mise en valeur des milieux naturels. Impliqués de façon marquée dans leur communauté, ces organismes développent d'étroites relations avec le monde municipal et les propriétaires forestiers. (Girard et Thibault-Bédard, 2016) Quelques organismes sont d'envergure nationale, dont Conservation de la nature Canada (CNC). Valorisant les milieux naturels les plus précieux au pays, divers fonds d'instance fédérale et provinciale leur sont versés. (Conservation de la nature Canada [CNC], 2020b; CNC, 2020d) À l'échelle provinciale, le Réseau de milieux naturels protégés encourage la conservation des milieux naturels pour le bien de la population québécoise. Ce faisant,

les membres de ce regroupement d'organismes de conservation desservent un spectre d'acteurs. (Réseau de milieux naturels protégés, 2020b) En ce qui concerne la région des Laurentides, divers organismes de conservation sont présents. Quelques-uns sont présentés ci-bas.

Tout d'abord, Éco-corridors laurentiens est un organisme à but non lucratif qui vise la préservation des milieux naturels. Ce faisant, il favorise la création d'un réseau d'éco-corridors reliant les Basses-Laurentides au Cœur des Laurentides, en plus d'encourager la création d'aires naturelles protégées. (Lemieux, 2018; M-L. Després-Einspenner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020)

Ensuite, la Société de protection foncière de Sainte-Adèle, quant à elle, est un organisme privé à but non lucratif qui se concentre sur la protection des milieux naturels à perpétuité (Société de protection foncière de Sainte-Adèle, 2017). Qu'il s'agisse de milieux humides, d'un boisé exceptionnel ou d'une réserve naturelle, les terrains acquis par cet organisme de bienfaisance ont leurs usages limités aux sentiers pédestres et à la recherche scientifique (Société de protection foncière de Sainte-Adèle, 2017).

Enfin, l'Institut des territoires a pour mission de créer des aires protégées multifonctionnelles dans lesquelles on y retrouve des activités forestières. L'organisme à but non lucratif de bienfaisance opère principalement dans la région des Laurentides, autant en terres publiques que privées. Pour atteindre sa mission, l'Institut des territoires opère sur deux fronts : offrir des services-conseils et acquérir des droits d'usage de terrains. De cette manière, l'Institut des territoires possède un levier important entre la richesse économique du service-conseil et la richesse écologique. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020; Institut des territoires, s. d.)

#### **1.3.4 Profils des propriétaires forestiers**

En comparaison avec les 133 700 propriétaires forestiers québécois, la région des Laurentides en comporte 13 400, parmi lesquels la moyenne des superficies détenues est de 36 ha (FPFQ, 2020b; MFFP, 2017; MFFP, 2020b). En 2012, une enquête provinciale, sous la forme d'un sondage, a été réalisée pour les agences régionales de mise en valeur des forêts privées et le ministère des Ressources naturelles du Québec. Elle avait pour but de caractériser les divers profils des propriétaires forestiers québécois, à l'exception de la région administrative des Laurentides. (Côté, Gilbert et Nadeau, 2012) Le sondage a permis de révéler une variété d'informations, au palier provincial, qui viennent influencer sur le marché du tourisme, de la villégiature, de la conservation des milieux naturels, ainsi que de l'industrie forestière. Souvent acquis par les membres de leur famille, près de la moitié des détenteurs québécois gardent leur terrain pour plus de 20 ans. Cols bleus et retraités, il s'agit des occupations principales des propriétaires; obtenant un âge moyen

d'environ 50 ans. Leurs motivations d'acquisition sont le plaisir de posséder un milieu naturel (selon 92 % des propriétaires), le plaisir d'aménager la forêt (84 % des propriétaires), la chasse ou pêche, l'héritage, un investissement ou fonds de retraite, la récolte de bois pour la pâte ou le sciage, les activités familiales et la récolte de bois de chauffage. (Côté et al., 2012; MFFP, 2019c)

Étant davantage pour le plaisir de posséder une forêt, les boisés privés sont rarement exploités avec l'intention d'obtenir un gain économique. En effet, la majorité des propriétaires ne reçoivent pas de revenu provenant de l'exploitation de leur lot boisé. Par ailleurs, 22 % des propriétaires québécois obtiennent entre 1 à 10 % de leur revenu brut via l'exploitation de leur forêt. En ce qui concerne les programmes de soutien financier accessibles pour les propriétaires, près du tiers des propriétaires en sont informés. Néanmoins, 60 % des propriétaires ne veulent pas les utiliser puisqu'ils souhaitent décider eux-mêmes de l'usage de leur terre. (Côté et al., 2012)

Parmi les détenteurs de terrain qui effectuent des travaux, 81 % des propriétaires de la province font des récoltes de bois pour le chauffage, tandis que 86 % le font pour tout type de catégories (chauffage, pâte, sciage) (Côté et al., 2012). De 2002 à 2011, un total de 1 732 plans d'aménagements forestiers (PAF) a été créé dans les Laurentides, ce qui permet d'obtenir une moyenne annuelle de 173 PAF (FPFQ, 2020b; MFFP, 2017). Au contraire, ceux qui n'ont pas aménagé leur forêt dans les dernières années ont mentionné qu'il s'agissait d'un manque de temps ou simplement qu'ils ne cherchaient pas à l'entretenir (Côté et al., 2012).

### **1.3.5 Importance des forêts privées**

Les forêts privées jouent un rôle important dans la vitalité socioéconomique des municipalités. En 2018, les forêts privées constituaient 33 % de la possibilité forestière totale du Québec. (ACA, 2011; MFFP, 2020b) Par conséquent, un apport considérable de matières ligneuses est acheminé aux usines de produits forestiers. Effectivement, les forêts privées sont une richesse en termes d'essences forestières, allouant aux entreprises forestières de la province 6,4 millions de mètres cubes solides de bois en 2019. (Côté et al., 2012; FPFQ, 2020b) Les mètres cubes solides sont une unité de mesure pour le volume de bois et peuvent servir de facteur de conversion (MFFP, 2010).

De 2005 à 2019, la région administrative des Laurentides et celle de l'Outaouais ont occupé, à elles deux, 3 % de la mise en marché du bois vendu, récolté par des producteurs forestiers du Québec (FPFQ, 2020b). Parmi ce bois récolté, près de la moitié du volume était dédiée aux secteurs de sciage et déroulage, 21 % pour le secteur des pâtes et papiers, et 24 % pour le secteur des panneaux et autres (FPFQ 2019d).

Précisément, de 2015 à 2016, les propriétaires des terres privées des Laurentides ont récolté 28 200 mètres cubes de résineux et 296 700 mètres cubes de feuillus à des fins de mise en marché (MFFP, 2017).

En somme, les forêts privées viennent jouer un rôle dans l'économie régionale, que ce soit sous la forme de la récolte de bois (pour approvisionner les industries), du bois de chauffage, de l'acériculture, de la culture d'arbres de Noël, de la villégiature ou de la chasse et pêche. Au total, ces activités qui rapportent des revenus annuels importants emploient jusqu'à 29 000 emplois directs au sein de la province. Par ailleurs, ces habitats forestiers jouent des rôles environnementaux cruciaux, tels que le maintien de la biodiversité, des services écologiques, de la connectivité entre les habitats, ainsi que de la récréation et du tourisme. Les services écologiques sont donc multiples. Par exemple, on y compte la régulation du climat, la purification de l'air et de l'eau, ainsi que la protection des sols. En vue de conserver les valeurs écologiques, économiques et sociales des forêts privées, on se doit d'encadrer la protection de ces terres via un cadre réglementaire et des mesures de gestion décrits au prochain chapitre. (ACA, 2011; MFFP, 2020b)

## **2. MODES DE GESTION**

Le second chapitre vise à comprendre les dispositions légales et les différents modes de gestion du territoire. Pour ce faire, les réglementations provinciales et régionales reliées aux forêts privées sont détaillées, en plus des options incitatives qui s'offrent aux propriétaires forestiers, allant de l'aménagement durable à la conservation volontaire.

### **2.1 Cadre légal et réglementaire**

Cette sous-section comporte la législation et la réglementation provinciale reliée à la protection et à la mise en valeur des forêts privées. De plus, elle traite des dispositions à l'échelle régionale, et ce, par l'application des règles contenues dans les schémas d'aménagement et de développement (SAD) des MRC de la région des Laurentides.

#### **2.1.1 Provincial**

Tout d'abord, la LADTF, en vigueur depuis 2013, est venue remplacer la *Loi sur les forêts* (MERN, s. d.b). Ayant pour but d'assurer la pérennité des forêts, la LADTF encadre la planification forestière, notamment par l'aménagement des forêts privées. De ce fait, la loi régit la mise en marché des volumes de bois, les dispositions applicables aux acteurs des forêts privées, ainsi que le droit du gouvernement de venir en aide à ceux-ci. Cette aide peut se faire par des programmes d'aménagement durable des forêts et l'allocation d'aide financière. De plus, les articles 130 et 183 (4) viennent mettre en lumière les exigences requises afin d'être reconnues en tant que producteur forestier. Ces exigences ainsi que l'aide offerte par le gouvernement sont discutées plus précisément à la sous-section 2.2. Outre cela, l'article 31 de la LADTF cite qu'un milieu forestier présentant un intérêt pour la diversité biologique peut être classé en tant qu'écosystème forestier exceptionnel. Par le fait même, il y est interdit d'y effectuer de l'aménagement forestier. (Éditeur officiel du Québec, 2010; *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*) Cependant, le ministère ne dispose d'aucune compétence légale pour protéger les terres privées, hormis la conservation volontaire qui est développée à la sous-section 2.3 (MFFP 2020d).

Puis, la LAU évoque l'importance des MRC et des municipalités en ce qui a trait à l'occupation du sol. Effectivement, l'article 3 énonce l'obligation des MRC de produire un SAD. Son contenu énumère notamment la possibilité de privilégier les mesures d'aménagement durable des forêts privées au sens de la LADTF. De plus, en présence de zones agricoles, le SAD doit :

« déterminer les orientations d'aménagement et les affectations du sol que la municipalité régionale de comté estime appropriées pour assurer, dans la zone agricole faisant partie de son territoire, la compatibilité des normes d'aménagement et d'urbanisme avec l'objectif de favoriser l'utilisation prioritaire du sol à des fins d'activités agricoles et, dans ce cadre, la coexistence harmonieuse des utilisations agricoles et non agricoles [...] ». (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*)

D'autre part, les MRC doivent tenir un document complémentaire qui oblige les municipalités de leur territoire à respecter des règlements de zonage et de lotissement. L'adoption de ces règlements est représentée sous la forme d'un plan d'urbanisme. Le pouvoir des instances régionales est détaillé à la sous-section 2.1.2. (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*)

Enfin, la LPTAA, qui prévaut sur le *Code civil du Québec* et les lois municipales, assure la pérennité des terres agricoles en favorisant la protection de l'agriculture. La loi entend par agriculture toutes pratiques d'élevage, de cultures de végétaux et d'activités sylvicoles. (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*; PME INTER Notaires, 2016) Ayant près de la moitié du zonage agricole occupé par des forêts, les propriétaires québécois font face à trois options de développement : la sylviculture, la conservation et la valorisation des produits forestiers non ligneux. Dans l'optique d'aménager le milieu forestier de manière durable, le propriétaire peut encadrer ces pratiques sylvicoles par un PAF, en plus de s'informer auprès des instances régionales quant aux réglementations municipales qui peuvent comporter des restrictions supplémentaires. (Union des producteurs agricoles [UPA], s. d.) En ce qui concerne la conservation, il importe pour le MELCC et le MFFP de protéger les milieux d'intérêt écologique ainsi que les écosystèmes forestiers exceptionnels. Ces derniers sont régis parmi plusieurs lois. (*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*; *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*; *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*; *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*) Enfin, les produits forestiers non ligneux sont majoritairement retrouvés lors de la pratique de l'acériculture. En souhaitant protéger l'industrie acéricole, l'article 27 de la LPTAA indique que les propriétaires forestiers doivent faire une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec afin d'être en mesure de récolter des tiges d'érables. (FPFQ, 2019c; *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*; Syndicat des Producteurs de Bois de la Côte-du-Sud, 2013; UPA, s. d.) Il en va de même pour la construction à des fins résidentielles en zone agricole; la MRC doit en faire la demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*).

Pour finir, les trois lois qui suivent traitent de la conservation des milieux naturels et de leurs espèces. Plus spécifiquement, le statut légal de conservation d'un milieu d'intérêt écologique en terre privée ne découle

que de la volonté des propriétaires fonciers. Néanmoins, il existe un cadre légal pour l'identification de ces milieux et la réalisation de projets de conservation à même ces milieux.

La *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (LCMVF) s'applique à la mise en valeur des habitats fauniques et de leurs espèces, notamment par la mention de réserves fauniques, de refuges fauniques ainsi que des zones d'exploitation contrôlée. La protection légale des habitats fauniques est détaillée dans le *Règlement sur les habitats fauniques*. Cette disposition révèle la fonction des aires de confinement du cerf de Virginie et les restrictions d'usages. Ces aires sont des superficies où l'espèce se regroupe pendant les saisons hivernales pour survivre. (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune; Règlement sur les habitats fauniques*) Le Registre des aires protégées au Québec répertorie une occupation importante d'aires de confinement du cerf de Virginie dans le Cœur des Laurentides (MELCC, 2019). Ceci dit, les milieux naturels de tenure privée qui répondent aux caractéristiques d'intérêt faunique ne peuvent obtenir ce classement que sous la forme d'une entente entre le ministère et le propriétaire foncier. Auquel cas, le ministère est en droit d'offrir une aide financière à une personne physique (art. 128.17). Le propriétaire foncier peut, dès lors, se retrouver en situation d'infraction et ainsi se voir remettre une amende (art. 171.3). (*Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune; Règlement sur les habitats fauniques*)

La LEMV a pour but de veiller à la protection des espèces menacées, vulnérables ou susceptibles d'être ainsi désignées. Ceci dit, en cas d'infraction au sein d'un habitat d'espèce en situation précaire en territoire privé, le propriétaire foncier peut se voir accuser d'une infraction, s'il est au fait de son existence (art. 41). (*Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*)

La *Loi sur les réserves écologiques* et la *Loi sur les réserves naturelles en milieu privé* ont été remplacées, en 2002, par la LCPN. Cette dernière s'intéresse à la construction d'un réseau d'aires protégées. La LCPN définit les diverses règles qui peuvent s'appliquer afin de conserver le patrimoine naturel, que ce soit sous la forme d'une réserve naturelle, d'une réserve écologique ou d'un paysage humanisé. L'article 54 détaille les démarches à effectuer pour un propriétaire foncier dans le but d'obtenir le statut de réserve naturelle pour l'ensemble ou une partie de son terrain. Il s'agit d'une action de conservation volontaire, détaillée à la sous-section 2.3. De plus, la loi définit la relation entre le ministère et le propriétaire selon divers contextes, que ce soit en présence d'un habitat d'intérêt écologique, en cas d'infraction du propriétaire, ainsi que pour des programmes de subvention. (*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*)

Hormis les lois présentées ci-haut, le cadre réglementaire qui se rattache à la gestion des forêts privées est résumé au tableau 2.1.

**Tableau 2.1 Cadre réglementaire du niveau provincial s’appliquant en forêt privée** (inspiré de : Les Publications du Québec, 2020)

Lois	Dispositions
LQE	La LQE a pour mission la protection de l’environnement sous la forme d’un régime d’autorisation environnementale. Entre autres, les articles 22 et 32 énumèrent les projets susceptibles d’impacter l’habitat naturel et, par le fait même, les espèces s’y trouvant. Dès lors, ces projets sont assujettis à une demande d’autorisation auprès du MELCC. Leur réalisation nécessitera, pour la plupart, des mesures d’atténuation, de compensation ou de protection afin de minimiser les impacts sur la qualité de l’environnement.
<i>Règlement sur les exploitations agricoles</i> régi par la LQE	Le <i>Règlement sur les exploitations agricoles</i> décrète les normes en lien avec les activités agricoles, et ce, en ciblant la réduction de la pollution diffuse. Parmi les normes, on retrouve la gestion des déjections animales, du stockage de celles-ci, des installations d’élevage et des bandes riveraines. S’agissant d’un règlement traitant des activités agricoles, les forêts privées n’y font pas mention. Cependant, les boisés privés exploités en terre agricole sont concernés par le <i>Règlement sur les exploitations agricoles</i> .
PPRLPI régie par la LQE	Cette politique assure une protection des milieux humides, hydriques et riverains en souhaitant conserver les éléments biologiques qui s’y retrouvent. La PPRLPI s’insère aux instances régionales par le biais du SAD et des règlements d’urbanisme. Les forêts privées sont brièvement citées lorsque la politique fait mention de la récolte d’arbres (art. 3.2) et que tout travail en terre privée nécessite une demande d’autorisation auprès du MELCC (art. 6.1). Également, le document complémentaire au SAD réfère régulièrement à cette politique pour les travaux autorisés en rive, littoral ou plaine inondable.
Le <i>Code civil du Québec</i>	Le <i>Code civil du Québec</i> reflète les droits de la personne et des biens, et ce, en harmonie avec <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> . Plus spécifiquement, il traite de la fiducie d’utilité privée et de la servitude. Il s’agit de mention importante pour les ententes de conservation volontaire (voir sous-section 2.3).
La <i>Loi sur la fiscalité municipale</i>	La <i>Loi sur la fiscalité municipale</i> dicte les méthodes d’évaluation foncière et de taxation au palier municipal. L’évaluation foncière des propriétés forestières considère la valeur marchande du fonds de terre ainsi que les arbres qui y croient.
<i>Règlement sur la protection des forêts</i> régi par la LADTF	Le <i>Règlement sur la protection des forêts</i> vise la protection des forêts en décrétant des normes de sécurité. Celles-ci sont établies en cas d’incendies ou d’épidémies d’insectes.

### 2.1.2 Régional

Ayant les connaissances nécessaires sur les enjeux de leur territoire, les MRC se font déléguer par la LAU la responsabilité de développer un aménagement optimal afin de rendre compatible le développement urbain, le zonage agricole et les milieux à conserver (*Loi sur l’aménagement et l’urbanisme*). Cette organisation spatiale découle du SAD. Ce document légal a le pouvoir de déterminer l’importance des boisés, que ce soit en zone agricole ou non. En vertu de la LADTF, le schéma a l’option d’accorder de la valeur à l’aménagement durable des forêts privées, notamment par la protection du couvert forestier. Par le fait même, les MRC viennent déterminer la latitude du pouvoir de leurs municipalités. (*Loi sur*



*l'aménagement durable du territoire forestier; Loi sur l'aménagement et l'urbanisme; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation [MAMH], 2001; MAMH, 2010b; Syndicat des Producteurs de Bois de la Côte-du-Sud, 2013)*

Quant au pouvoir des municipalités, il se démontre au sein de leur plan d'urbanisme respectif. Ce plan consiste en un outil de gestion encadrant la planification et l'aménagement du territoire. Il régit les règlements d'urbanisme, tels que les règlements de zonage, de construction et de lotissement. (MAMH, 2010d) Le règlement de zonage vient découper le territoire en différentes zones. Celles-ci se voient attribuer des usages autorisés et prohibés. En fonction des règlements établis par le SAD et le document complémentaire de leur MRC, le règlement de zonage des municipalités peut se voir régir la plantation et l'abattage d'arbres. (MAMH, 2010f) Par exemple, la MRC d'Antoine-Labelle gère et octroie les permis d'abattage d'arbres, tandis que la MRC d'Argenteuil possède un règlement régional dont les municipalités concernées doivent gérer les demandes d'autorisation. Alors que les autres MRC délèguent entièrement ce pouvoir aux municipalités. (APFLO, s. d.c)

De manière générale, la plupart des MRC dans les Laurentides ont rédigé leur SAD en orientant leurs actions vers la mise en valeur des forêts privées. Cette décision s'explique par des pratiques forestières qui sont qualifiées comme étant sous-exploitées. Cette observation inquiète les entités administratives quant à l'impact sur le marché de l'emploi et sur la prospérité économique. (Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides, 2017c) Dans l'idée de bien cerner le cadre réglementaire de la région des Laurentides, la réglementation des MRC en lien avec les usages permis selon les zonages ainsi que la protection des forêts privées est révélée ci-bas.

### **MRC d'Antoine-Labelle**

Les types d'affectation des terres privées qui composent près de 9 % du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle reposent sur cinq affectations décrites dans le SAD (MERN, 2015; MRC d'Antoine-Labelle, s. d.d). L'affectation « récréative » remplit principalement la fonction de villégiature. La construction résidentielle y est permise, mais restreinte. L'affectation « conservation-récréation » a pour objectif de mettre en valeur les habitats naturels, et ce, avec les moyens de l'éducation, de la conservation et de la récréation. Puis, l'affectation « rurale » est dominée par les milieux forestiers. Toutefois, la variété d'usages empêche l'attribution d'une vocation dominante. Cette précision revient aux municipalités. L'affectation « forestière de production » en terres privées consiste, quant à elle, en des pourvoiries. On y retrouve des activités de plein air, de chasse et pêche. Enfin, l'affectation « agricole de maintien » est occupée en grande partie par des milieux forestiers. L'exploitation forestière y est autorisée, à condition qu'elle n'agisse pas en tant que

contraintes significatives sur les pratiques agricoles. La construction résidentielle y est restreinte. (MRC d'Antoine-Labelle, s. d.d)

Le document complémentaire au SAD entrevoit des règlements relatifs à l'exploitation des forêts privées. Les aires de confinement du cerf de Virginie sont, pour la plupart, situées en terres privées dans l'affectation « rurale ». Les activités de récréation intensive et d'industries lourdes y sont restreintes, leur superficie ne pouvant aller au-delà de 10 % de l'affectation « rurale ». (MRC d'Antoine-Labelle, s. d.d; MRC d'Antoine-Labelle, s. d.e) De manière générale, la MRC d'Antoine-Labelle règlemente le reboisement, la production, la protection des érables pour l'acériculture ainsi que la coupe des arbres (MRC d'Antoine-Labelle, s. d.b). En terre privée, la coupe annuelle de plus de 100 mètres cubes solides nécessite la demande d'un certificat d'autorisation auprès de la MRC (MRC d'Antoine-Labelle, s. d.a; MRC d'Antoine-Labelle, s. d.c; MRC d'Antoine-Labelle, 2008).

### **MRC des Laurentides**

La récolte de bois dans la MRC des Laurentides est une activité économique non négligeable. Le SAD vise donc l'aménagement multiressource de la forêt, dont 55 % des terres sont privées. (CRNTL, 2010; MRC des Laurentides, 2000) C'est la raison pour laquelle l'exploitation forestière en affectation « agricole » et « agroforestière » est compatible avec les pratiques agricoles. Malgré cela, l'affectation « forestière et de conservation » est celle qui domine le territoire de la MRC des Laurentides. Le SAD lui a alors attribué l'exploitation forestière en tant qu'usage dominant. Il est à préciser que cette affectation comporte toutes les aires de confinement du cerf de Virginie en terre privée. Ainsi, afin de maintenir des corridors fauniques pour faciliter le déplacement des cerfs, la MRC souhaite conserver ces habitats fauniques en imposant des mesures restrictives. Effectivement, qu'il s'agisse d'un projet de développement ou d'opération, au moins 80 % du terrain d'une aire de confinement en affectation « forestière et de conservation » doit demeurer à son état naturel. Quant à l'affectation « résidentielle et faunique », les mesures fixées dans le SAD encouragent les pratiques sylvicoles en plus de la protection des habitats à intérêt écologique. Ce faisant, les peuplements forestiers d'intérêt faunique doivent être conservés dans une proportion d'au moins 66 %, sauf exception. Toutefois, ces peuplements en affectation « corridor faunique » doivent être conservés pour au moins 90 % de leur superficie totale, sauf exception. Enfin, le document complémentaire indique aux municipalités que les dimensions des lotissements de ces affectations doivent différer. En effet, selon le degré de conservation des affectations, les lots doivent être de cinq à treize fois moins denses que ceux en affectation « urbaine ». Pour finir, un déboisement considérable, que ce soit dans une aire de confinement du cerf de Virginie, dans une affectation « résidentielle et faunique » ou dans une affectation « corridor faunique », requiert un certificat autorisant cette activité. (MRC des Laurentides, 2000)

### **MRC des Pays-d'en-Haut**

La MRC des Pays-d'en-Haut accompagne ses municipalités dans la délimitation des habitats forestiers significatifs, dont 88 % du territoire est de tenure privée (CRNTL, 2010; MRC des Pays-d'en-Haut, 2005). Quant aux interventions forestières, tout type de coupe forestière nécessite l'obtention d'un certificat d'autorisation. Les travaux ayant pour but un usage autre qu'industriel, commercial ou personnel, sont autorisés à condition de respecter la conservation d'une quantité d'arbres. Dans le cas où le déboisement dépasse la superficie permise, la coupe devra être justifiée. Cependant, les coupes forestières en affectation « récréative et de conservation » sont davantage limitées, soit par une proportion permise de déboisement qui est moindre. Finalement, dans l'affectation « résidentielle et de villégiature », l'exploitation forestière est permise puisqu'il s'agit de la zone occupant la plus grande superficie forestière du territoire. Quant au territoire qui est pourvu de l'affectation « agroforestière », il comporte de nombreuses forêts privées. L'exploitation forestière contrôlée y est autorisée. Enfin, en termes de compatibilité avec l'usage du zonage, les affectations « urbaine », « semi-urbaine », « commerciale », « industrielle lourde » sont toutes des affectations où il est interdit d'y effectuer de l'exploitation forestière. (MRC des Pays-d'en-Haut, 2005)

### **MRC d'Argenteuil**

Avec près de 92 % des terres qui sont de tenure privée, la MRC d'Argenteuil a adopté, en 2006, le règlement régional 56-06. Il vient régir l'abattage d'arbres. (APFLO, s. d.c; CRNTL, 2010; MRC d'Argenteuil, 2009a) Plus spécifiquement, en cas de déboisement, de pratiques sylvicoles et/ou d'une coupe annuelle de plus de 100 mètres cubes solides, le règlement oblige la détention d'un certificat d'autorisation et, parfois même, d'une prescription sylvicole (MRC d'Argenteuil, 2009a). Conformément à la LPTAA, l'exploitation forestière est autorisée en affectation « rurale » et « agricole » si l'aménagement de la forêt consiste en l'acériculture et la plantation d'arbres (MRC d'Argenteuil, 2009b). L'affectation « conservation » et « conservation intégrale » protègent, quant à elles, les milieux d'intérêt écologique. Plus particulièrement, l'affectation « conservation » autorise le développement résidentiel à faible densité, tandis que l'affectation « conservation intégrale » y interdit la construction de résidences et de routes. (MRC d'Argenteuil, 2017) Enfin, la MRC d'Argenteuil a délimité un réseau écologique constitué de corridors forestiers qui habite certains habitats fauniques et réserves écologiques (MRC d'Argenteuil, 2009b).

### **MRC de La Rivière-du-Nord**

La MRC de La Rivière-du-Nord vise l'uniformisation des pratiques de gestion du couvert végétal, plus particulièrement dans l'optique de la diversité biologique et du développement durable (MRC de La Rivière-du-Nord, 2017a). Un défi perdure puisque la majorité des terres sont privées, soit 98 % du territoire

(CRNTL, 2010). Conséquemment, la MRC établit des mesures restrictives dans les pratiques sylvicoles de plusieurs affectations, soit « rurale », « périurbaine », « conservation » et « agricole ». Par exemple, la MRC exige que 80 % de la superficie de chaque affectation soit dominée par les usages dominants établis. L'attribution de ces usages s'intitule la notion de dominance. L'affectation « rurale » peut se voir dominer par des activités forestières, puisque celles-ci font partie d'une fonction dominante. Toutefois, en zone « périurbaine », les activités forestières ne font pas partie des fonctions dominantes. Enfin, en zone « conservation » et « agricole », la notion de dominance ne s'applique pas. Afin de cibler une harmonie entre les usages en zonage agricole, la MRC souhaite rédiger une politique de conservation des milieux naturels. (MRC de La Rivière-du-Nord, 2017b)

Pour tout projet de développement en milieu urbain et rural, les municipalités doivent avoir, à même leur plan d'urbanisme, des dispositions en lien avec la conservation des arbres. À titre d'illustration, les municipalités ont le devoir de créer un plan de gestion environnementale en affectation « conservation ». Ce plan identifie les milieux d'intérêt écologique et définit les mesures à prendre afin de faire coexister les activités humaines à proximité de ces milieux. Ce document doit être approuvé par un professionnel, tel qu'un biologiste. Pour ainsi dire, tout projet de développement d'un terrain situé dans une affectation « conservation » doit être approuvé par ce plan. (MRC de La Rivière-du-Nord, 2017a)

### **MRC de la Communauté métropolitaine de Montréal**

Les MRC des Basses-Laurentides font partie de la région métropolitaine, et par le fait même de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). La CMM a produit un Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) dans lequel elle vise une protection de 17 % du territoire du Grand Montréal. Cet objectif est en lien avec le phénomène de l'étalement urbain et du fait que la grande majorité du territoire est de tenure privée. Entre autres, la CMM recense un couvert forestier qui n'occupe que près du tiers du territoire de chaque MRC des Basses-Laurentides. (Communauté métropolitaine de Montréal [CMM], 2019a; CMM, 2019b; CMM, 2019c) Ainsi, dans l'optique d'atteindre cet objectif de conservation, la CMM a désigné les bois et corridors forestiers d'intérêt métropolitains dans le cadre du PMAD (voir annexe 2). Ces habitats viennent jouer un rôle dans la diversité biologique et le déplacement de la faune. Par conséquent, les Basses-Laurentides doivent participer au PMAD en incluant la conservation de ces milieux naturels à même la réglementation locale. (CRNTL, 2010; CMM, 2012; CMM, 2019d; CMM, 2020a)

Tout d'abord, la MRC de Mirabel comporte principalement des activités industrielles et commerciales. Ceci justifie l'occupation, en 2014, de 35,6 % des milieux forestiers sur le territoire. Dans le but de respecter ses

engagements auprès de la CMM, la MRC a identifié ses sites d'intérêt écologique et recommande qu'un minimum de 30 % des boisés du territoire soit conservé lors des coupes forestières. (Ville de Mirabel, 2016) Toute intervention dans un boisé nécessite un certificat d'autorisation, ainsi qu'une prescription sylvicole. De plus, le déboisement doit répondre à plusieurs exigences qu'il s'agisse de la superficie de coupe ou de la fréquence. (Ville de Mirabel, 2019) L'affectation « agricole forestier » comporte des boisés et des corridors forestiers métropolitains. L'exploitation forestière à des fins d'aménagement forestier est autorisée, ainsi que les activités de conservation. Ces dernières doivent avoir une valeur esthétique ou écologique, et seulement les usages éducatifs ou de recherche sont permis. Enfin, l'affectation « conservation » est constituée d'habitats d'intérêt faunique et floristique. La MRC souhaite protéger et mettre en valeur ces milieux naturels, plus particulièrement l'aire de confinement du cerf de Virginie. (Ville de Mirabel, 2016)

Ensuite, la MRC de Thérèse-De Blainville opère ses engagements de la CMM au travers de quatre types de milieux d'intérêt naturels que son territoire possède. Les sites d'intérêt faunique et floristique doivent être protégés. Ceci dit, les interventions dans ces milieux sont très limitées, autorisant la récréation, l'interprétation et l'observation. Les municipalités sont encouragées à réaliser des mesures de protection et de conservation. Ensuite, les activités sur les sites à potentiel écologique supérieur ne doivent pas affecter leur qualité écologique. Finalement, le dernier type consiste en des milieux naturels de conservation volontaire en terre privée. L'initiative provient de la volonté des propriétaires fonciers. (MRC de Thérèse-De Blainville, 2005)

L'affectation « résidentielle » dans la MRC de Thérèse-De Blainville peut comporter des zones de conservation. Puis, tout près des zones urbaines, l'affectation « résidentielle en milieu paysager » vise la conservation des habitats naturels. Ceux-ci peuvent servir à des fins esthétiques, de récréation ou de conservation. Ils jouent le rôle de bande transitoire entre les limites urbaines et les espaces naturels. L'affectation « espace vert » est constituée, quant à elle, d'habitat qui possède un patrimoine naturel. Les municipalités ont le devoir d'y préciser l'étendue des usages autorisés. Ensuite, l'affectation « agricole » permet les usages compatibles suivants : la récréation extensive, l'acériculture et la sylviculture. Les municipalités ont le devoir de préciser les usages complémentaires autorisés dans cette affectation, en fonction de ceux permis par la MRC. À l'exception des boisés agricoles, la coupe des arbres doit être réalisée en vue d'améliorer la croissance des forêts et doit nécessiter la demande d'un certificat d'autorisation. La coupe d'arbres à l'intérieur des limites des bois et corridors forestiers métropolitains est permise s'il s'agit de récolte de bois de chauffage, d'activités agricoles, d'acériculture et de pratiques sylvicoles. (MRC de Thérèse-De Blainville, 2005)

Enfin, la MRC de Deux-Montagnes possède 65 % de ses boisés sous l'affectation « agricole », dont la moitié sont dominés par des érablières. Les boisés urbains de plus d'un hectare sont, quant à eux, rares. En d'autres mots, plus de 40 % de ces milieux naturels détiennent une superficie en deçà d'un hectare. Près des périmètres urbains, le défi réside dans la conciliation de la protection des milieux naturels vulnérables ainsi que de l'usage des ressources pour le bien économique de la région. Pour y arriver, la MRC demande aux municipalités de réclamer aux promoteurs un plan d'action qui viendra mettre en valeur les boisés urbains les plus significatifs. De plus, la répartition judicieuse des boisés urbains et agricoles permet la création de corridors forestiers, malgré la fragmentation du paysage. (MRC de Deux-Montagnes, s. d.a; MRC de Deux-Montagnes, s. d.b; MRC de Deux-Montagnes, s. d.d; MRC de Deux-Montagnes, s. d.f) Enfin, l'affectation « récréative » comprend, quant à elle, des milieux d'intérêt écologique. En cas de travaux forestiers, un pourcentage minimal d'arbres doit être conservé. (MRC de Deux-Montagnes, s. d.a; MRC de Deux-Montagnes, s. d.c; MRC de Deux-Montagnes, s. d.e) Le document complémentaire au SAD liste les types de coupes autorisés selon les boisés, qu'il s'agisse de leur superficie, de bois et corridors forestiers métropolitains ou d'un boisé agricole. Somme toute, l'ensemble des travaux en forêt doit considérer le maintien des corridors forestiers et la réduction des pertes d'habitats. (MRC de Deux-Montagnes, s. d.c)

Il est à préciser que le SAD de la MRC de Deux-Montagnes est présentement en période de révision. Ainsi, les orientations présentées ci-haut démontrent l'intention des acteurs de la MRC quant à la planification du territoire. Le respect des critères du PMAD, ainsi que la conformité des réglementations locales sont en évaluation. (MRC de Deux-Montagnes, 2019)

## **2.2 Aménagement durable des forêts privées**

En vertu de la LADTF, l'aménagement durable des forêts doit répondre à six critères, notamment à la « conservation de la diversité biologique [...] à l'amélioration de l'état et de la productivité des écosystèmes forestiers [...] au maintien des avantages socioéconomiques multiples que les forêts procurent [...] » (*Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*). Comme mentionné dans la plupart des SAD pour les terres des Basses-Laurentides et du Cœur des Laurentides, les forêts privées y sont peu mises en valeur. Ce constat a également été soulevé par les acteurs qui jouent un rôle dans la mise en marché du bois et l'aménagement forestier. Ils justifient cette observation par les besoins variés des propriétaires, ainsi que la mauvaise image que peuvent apporter les interventions forestières. La FPFQ soutient les entités administratives des MRC en stipulant que les activités forestières contribuent à la création d'emploi et à la prospérité économique du territoire, et ce, dans le respect des habitats d'intérêt écologique. (Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides, 2017c; Rhéaume, 2016)

Cela dit, l'aménagement durable des forêts privées se retrouve au cœur de divers outils de planification et de développement. L'outil principal est le PAF. Centré selon les objectifs de production du propriétaire, le plan l'informe quant à la composition de son terrain, en plus d'offrir des recommandations pour ce qui est des stratégies d'aménagement dans le but d'y favoriser la récolte de bois. Pour un horizon de dix ans, le PAF est réalisé par l'intermédiaire d'une agence régionale de mise en valeur des forêts privées ou par des conseillers forestiers de la région concernée. (Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides, 2017b; FPFQ, 2019e; MFFP, 2020c; Rhéaume, 2016) Le second outil, soit le plan d'aménagement forêt-faune (PAFF), est davantage axé sur la gestion multiressource de la forêt privée, soit les ressources fauniques et ligneuses. Ce faisant, les conseillers forestiers doivent le réaliser en fonction des objectifs ciblés par le propriétaire forestier, tels que la production forestière, l'acériculture, la conservation de la biodiversité, l'aménagement faunique ou la récréation. (Fondation de la faune du Québec, s. d.) Le PAFF permet d'identifier les éléments sensibles de la forêt qui doivent être préservés, tels que des milieux humides et hydriques, des chicots, des débris ligneux au sol, des habitats fauniques d'intérêt et des écosystèmes forestiers exceptionnels (Groupement Forestier de Montmagny Inc., s. d.; Paulette, 2000). Il en résulte que les travaux d'aménagement sont proposés en fonction du potentiel d'utilisation du milieu forestier par la faune (FPFQ, 2019e; Paulette, 2000; Rhéaume, 2016).

Outre une meilleure compréhension de sa superficie forestière, le PAF est une exigence requise par le MFFP en ce qui a trait à la reconnaissance des propriétaires fonciers en tant que producteurs forestiers. Effectivement, la LADTF régit les conditions auxquelles un propriétaire forestier peut s'enregistrer. En plus de devoir posséder une superficie forestière d'au moins quatre ha, il doit détenir un PAF conforme et approuvé par un ingénieur forestier. Lorsqu'enregistré, le producteur forestier obtient un certificat, valide pour une période de cinq années. (*Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*; MFFP, 2020g) Le statut de producteur forestier permet, dès lors, d'être éligible aux programmes fiscaux et financiers du gouvernement du Québec (MFFP, 2020f). Ceux-ci sont vus en tant qu'incitatif financier en vue de hausser le potentiel forestier, et d'ainsi contribuer à approvisionner en bois les industries forestières (FPFQ, 2019g). En somme, il existe quatre programmes principaux qui viennent en aide aux producteurs forestiers reconnus, recensés au tableau 2.2.

Tout d'abord, il existe le Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées. Les travaux admis sont spécifiques. Ayant plusieurs critères à respecter, les producteurs forestiers peuvent s'informer auprès des conseillers forestiers accrédités par l'agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la région concernée. (MFFP, 2020h) Ensuite, le remboursement de taxes foncières consiste en un crédit d'impôt allant jusqu'à 85 % de la valeur des taxes foncières de la propriété forestière. Les travaux admissibles sont

énumérés dans le *Règlement sur le remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus*. Pour bien encadrer le remboursement, les pratiques forestières admissibles sont enregistrées dans un rapport où l'ingénieur forestier calcule les dépenses liées aux travaux de mise en valeur du boisé. (MFFP, 2019a; MFFP, 2020j) Les frais pour l'acquisition d'un PAF peuvent y être crédités (MFFP, 2020c).

**Tableau 2.2 Programmes fiscaux et financiers en lien avec l'aménagement des forêts privées**  
(compilation d'après : APFLO, s. d.a; Fondation de la faune du Québec, 2019a)

Programmes	Organismes responsables	Agents livreurs	Bénéficiaires	Objectifs du programme
Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées	MFFP et/ou Agence régionale de mise en valeur des forêts privées	Conseillers forestiers accrédités	Producteurs forestiers	Mettre en valeur des boisés privés par la réalisation de travaux sylvicoles
Remboursement de taxes foncières	MFFP	Ingénieurs forestiers	Producteurs forestiers	Mettre en valeur des boisés privés par la réalisation de travaux sylvicoles
Programme Faune-Forêt	Fondation de la faune du Québec	Conseillers forestiers et organismes de conservation ou fauniques qui œuvrent en forêt privée	Producteurs et propriétaires forestiers	Soutenir les propriétaires forestiers qui désirent protéger et aménager les habitats fauniques sur leur propriété forestière et favoriser l'intégration de la sylviculture et du maintien de la biodiversité
Programme AGIR pour la faune	Fondation de la faune du Québec	Conseillers forestiers et organismes de conservation ou fauniques qui œuvrent en forêt privée	Producteurs et propriétaires forestiers	Soutenir de manière financière et technique les projets qui ne sont pas admissibles aux autres programmes de l'organisme

Ensuite, les travaux en aménagement faunique peuvent être financés par la Fondation de la faune du Québec. Le programme Faune-Forêt a pour mission de protéger et de mettre en valeur les habitats fauniques repérés dans les boisés privés en allouant entre 50 % à 60 % des coûts du projet admissible. Par ce fait même, l'objectif de ce programme est de susciter l'intérêt des propriétaires quant à la protection de la faune, d'améliorer la productivité faunique, et ce, en intégrant des pratiques sylvicoles. Parmi les travaux éligibles, on compte l'amélioration des habitats fauniques et des aires de confinement du cerf de Virginie, l'élaboration d'un PAFF, ainsi que l'ajout d'informations supplémentaires afin que le PAF devienne un PAFF. (Fondation de la faune du Québec, 2019b) La Fondation de la faune du Québec gère également le programme AGIR pour la faune. Celui-ci offre un soutien financier et technique pour les travaux qui ne sont pas admissibles aux autres programmes de la fondation. Pouvant allouer entre 50 % à 75 % des coûts du



projet, ce dernier doit tout de même être en lien avec l'amélioration des habitats fauniques. (Fondation de la faune du Québec, 2019a) N'ayant pas accès directement au financement des programmes de la fondation, les producteurs forestiers doivent entrer en contact avec des organismes admissibles, tels que les syndicats de producteurs forestiers, les regroupements forestiers, les conseillers forestiers ainsi que l'agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la région concernée (Fondation de la faune du Québec, 2019b; Fondation de la faune du Québec, 2020a; MFFP, 2020i).

Ceci dit, hormis le souhait de pouvoir accéder aux programmes de soutien, le PAF et le PAFF sont des outils malléables intéressants afin de se familiariser avec les composantes de son terrain et d'ainsi adapter ces pratiques en milieux sensibles (Rhéaume, 2016).

### **2.3 Conservation en terres privées**

Abstraction faite de l'opinion des intervenants forestiers quant à la sous-exploitation des forêts privées, il est tout de même important de souligner la diversification des usages de ces forêts (Gratton et Hone, 2006). De par les attraits récréotouristiques du Cœur des Laurentides et l'exploitation forestière, la richesse naturelle des forêts privées est convoitée. Conséquemment, la pression des activités humaines génère des impacts qui sont néfastes, autant pour les composantes biotiques et abiotiques que pour les utilisateurs de la forêt. (Mitchell et al., 2015) Ainsi, un objectif commun demeure, soit la viabilité des forêts. Ceci dit, afin de l'appliquer, des mesures de conservation en terre privée sont nécessaires. Celles-ci s'obtiennent via la collaboration des propriétaires forestiers. (ACA, 2011; Gratton et Hone, 2006)

Les ententes de conservation peuvent s'obtenir sous la forme d'une entente de gré à gré. N'ayant aucune obligation légale, le propriétaire forestier s'engage moralement à conserver les caractéristiques naturelles de son terrain pour l'ensemble ou une partie de son territoire selon ses usages du moment. Toutefois, en cas de transfert de propriété, l'entente de conservation cesse. (ACA, 2011) Selon la volonté du propriétaire, des ententes légales peuvent se signer. Celles-ci sont notariées et peuvent s'échelonner jusqu'à perpétuité. Ayant des intérêts variés chez les propriétaires privés, les moyens d'intendance privée sont variés et multiples. (ACA, 2011; Réseau de milieux naturels protégés, 2012) Celles-ci figurent au tableau 2.3.

La servitude de conservation et la reconnaissance à titre de réserve naturelle sont les seuls moyens d'intendance privée qui permettent aux propriétaires de garder leurs droits de propriété tout en protégeant à perpétuité les attraits naturels du terrain (Trudelle, 2014). Hormis les ententes qui se définissent par le transfert des droits de propriété, les éléments clés pour qu'un engagement volontaire perdure à long terme résident dans une relation de confiance entre le propriétaire privé et l'organisme de conservation. En effet,

qu'il s'agisse d'un engagement moral ou officiel, le respect de l'entente est possible grâce à la collaboration et à la participation de ces acteurs. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020; Girard et Thibault-Bédard, 2016)

**Tableau 2.3 Options de conservation en terre privée** (tiré de : Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent, 2015; Nature-Action Québec, s. d.)

Option de conservation	Vous demeurez propriétaire	Réduction de taxes ou de l'impôt	Entente légale	Description
Déclaration d'intention	Oui	Non	Non	Engagement moral d'un propriétaire qui repose sur l'honneur, par lequel il manifeste le souhait de conserver les attraits naturels de sa propriété.
Entente de gestion, d'aménagement et de mise en valeur	Oui	Non	Non	Entente par laquelle un propriétaire et un organisme de conservation s'engagent à collaborer pour gérer, aménager et mettre en valeur les attraits naturels d'une propriété.
Contrat de louage ou bail	Oui	Non	Oui	La terre est louée à un organisme de conservation pendant un nombre déterminé d'années, sous réserve de restrictions quant à son utilisation. Permet de protéger les caractéristiques de conservation de la propriété.
Servitude de conservation	Oui	Oui	Oui	Entente conclue entre un propriétaire et un organisme de conservation où le propriétaire renonce à faire chez lui certaines activités.
Réserve naturelle	Oui	Oui	Oui	Engagement légal par lequel un propriétaire s'engage à protéger les attraits naturels de sa propriété selon la <i>Loi sur la conservation du patrimoine naturel</i> .
Vente d'une propriété à un organisme de conservation	Non	Oui	Oui	Un propriétaire vend sa propriété à un organisme de conservation. Il peut décider de vendre à rabais ou selon la valeur marchande de la propriété.
Don d'une propriété	Non	Oui	Oui	Un propriétaire donne sa propriété à un organisme de conservation.

Quant à l'acquisition de terrains, les responsabilités d'intendance sont rattachées aux droits de propriété nouvellement transférés. Par conséquent, l'organisme de conservation doit s'assurer de la gestion à perpétuité du terrain. Cette gestion comprend, entre autres, le paiement de taxes, l'entretien du site et le suivi quant aux modalités d'usages. Malheureusement, les dépenses s'avèrent importantes. (Réseau de milieux naturels protégés, 2019) Pour alléger les coûts, il existe quelques programmes d'aide financière. Ceux-ci sont représentés au tableau 2.4.

**Tableau 2.4 Programmes d'aide financière en lien avec la conservation en terres privées** (compilation d'après : CMM, 2020b; CNC, 2020c; CNC, 2020d; Environnement Canada, 2007; Fondation de la faune du Québec, 2018; Fondation de la faune du Québec, 2019a; Fondation de la faune du Québec, 2019b; Gouvernement du Canada, 2019b; Gouvernement du Canada, 2020a)

<b>Programme d'aide financière</b>	<b>Moyens d'intendance privée</b>	<b>Description</b>
Programme de conservation du patrimoine naturel	Réserve naturelle ou désignation d'aires protégées	Encourager la protection des milieux naturels de tenure privée par la création d'aires protégées et du réseau de connectivité.
Programme des dons écologiques	Dons d'une terre privée	Donner une terre écosensible à des organismes de bienfaisance ou à des gouvernements. Les propriétaires privés se voient octroyer certains avantages fiscaux.
Programme Faune-Forêt	Ententes de conservation (Sensibilisation, engagement et suivi)	Accompagner les organismes de conservation à toute étape du processus des ententes de conservation (conception d'outil de sensibilisation, conclure des ententes de conservation, suivi quant à l'intégrité des ententes).
Programme AGIR pour la faune	Ententes de conservation (Sensibilisation, engagement et suivi)	Accompagner les organismes de conservation à toute étape du processus des ententes de conservation (conception d'outil de sensibilisation, conclure des ententes de conservation, suivi quant à l'intégrité des ententes).
Programme de financement communautaire ÉcoAction	Ententes de conservation	Financer des projets axés sur l'action locale qui ont des effets positifs et mesurables sur l'environnement.
Programme Protéger les habitats fauniques	Ententes légales et acquisition de terrains privés	Allouer un montant pour les coûts directs, indirects ou pour les fonds de dotation pour les ententes légales suivantes : une terre privée qui démontre une grande valeur faunique ou qui abrite des espèces en situation précaire.
Projet Ensemble pour la nature	Acquisition de terrains privés et servitude de conservation	Sensibiliser le grand public et soutenir des projets d'acquisition ou de servitudes perpétuelles.
Programme de financement pour le développement des capacités des AOQ	Acquisition de terrains privés et l'intendance privée à long terme	Accompagner les organismes de conservation dans les changements nécessaires pour être conforme aux Normes et pratiques des organismes de conservation du Canada.
Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés	Acquisition de terrains privés boisés	Financer les projets d'acquisition de terres privées situées sur le territoire de la CMM. Ceux-ci doivent être inclus dans la catégorie de bois et corridors forestiers métropolitains.

### **3. ENJEUX DES ACTEURS DE LA FORÊT PRIVÉE**

À la suite des échanges avec les acteurs principaux de la forêt privée, une liste des défis auxquels ils font face quotidiennement a été préparée. Les personnes-ressources contactées sont identifiées à l'annexe 3 et leurs préoccupations et leurs défis sont résumés dans les sous-sections suivantes.

#### **3.1 Intervenants du milieu forestier**

Les intervenants du milieu forestier contactés ont exprimé leurs principales préoccupations en lien avec la gestion active en forêt privée.

##### **3.1.1 Perception négative des activités forestières**

De prime abord, la perception négative des activités forestières affecte les opérations reliées à celles-ci. Selon le directeur général de la Coopérative de propriétaires de boisés Terra-Bois, Pierre Baril, l'ignorance des citoyens concernant l'aménagement forestier entraîne un sentiment de méfiance. Par le fait même, il en découle des pressions sociales qui s'expriment, entre autres, par une réglementation locale accrue. M. Baril et un technicien forestier, Marc Champagne, sont tous deux membres de la coopérative depuis sa création en 1987. Leurs expériences dans le domaine leur ont permis de déceler le défi principal des intervenants du milieu forestier. Selon eux, il s'agit de l'hétérogénéité des règlements municipaux et de leur variabilité dans le temps. Que ce soit en lien avec la conservation des habitats, la protection des espèces en situation précaire ou l'abattage et la plantation d'arbres, les règlements peuvent comporter un grand écart entre des municipalités voisines, alourdissant la gestion des opérations forestières. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020) En plus de décourager les propriétaires quant à aménager leur lot boisé, l'effet cumulatif de ces exigences restreint la possibilité de récolte forestière comme démontré dans une étude effectuée par Terra-Bois (Coopérative Terra-Bois, 2017; FPFQ, 2020a).

L'ignorance citée par M. Baril a été reprise par le directeur général de l'APFLO, Mario Lanthier. Au cours de ses années de pratiques, M. Lanthier a su discerner que les pressions sociales sont intimement liées à la méconnaissance des pratiques forestières et de leurs impacts environnementaux. (M. Lanthier, conversation téléphonique, 10 mars 2020) Certes, les pratiques qui sont insouciantes quant à la pérennité des ressources viennent mettre en péril les services écosystémiques via la perte d'habitat, la fragmentation du paysage et la diminution de la diversité biologique (Gratton, 2012). Néanmoins, CNC et d'autres organismes de conservation, tel qu'Éco-corridors laurentiens, sont d'avis que l'aménagement durable des forêts a des conséquences moindres que la conversion de ces terres (CNC, 2019b). De plus, Gratton et Hone (2006) expliquent que les forêts méridionales sont davantage menacées par des usages intensifs que par des

pratiques forestières saines qui préservent l'intégrité des milieux naturels. Selon André Goulet, ingénieur forestier détenant le poste d'aménagiste des territoires naturels et cofondateur de l'Institut des territoires, ce paradigme réside dans l'éducation des propriétaires. Celle-ci doit se faire via la reconnaissance des multiples retombées de l'aménagement forestier, lequel est complémentaire aux composantes environnementales. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020)

### **3.1.2 Complexité des mesures de gestion**

Un défi demeure, soit de coordonner la variété des intervenants en forêt privée. Avec les multiples options d'aménagement qui s'offrent aux propriétaires, les nombreuses personnes-ressources et les démarches administratives complexes (programmes d'aide financière et certificat d'autorisation), le processus peut créer de la confusion auprès des propriétaires forestiers. L'objectif est alors de transférer le maximum d'informations avec un minimum d'intermédiaires. Effectivement, Terra-Bois travaille parfois en collaboration avec Éco-corridors laurentiens et CNC. Lors de leur service d'accompagnement, ils s'assurent de transmettre une information complète sur les caractéristiques du terrain. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020)

### **3.1.3 Intérêts variés des propriétaires forestiers**

Un défi semblable a été mentionné, soit la variété d'objectifs des propriétaires forestiers quant à l'usage de leur fonds de terre. Ces intérêts varient grandement d'un cas à l'autre, et ce, en raison de l'évolution des valeurs des gens. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020) De plus, tel que relevé dans l'étude provinciale de Côté et al. (2012), la majorité des propriétaires forestiers détient un lot boisé par pur plaisir et non en vue de l'aménager. M. Goulet est d'avis que le programme actuel d'aide à la mise en valeur des forêts privées n'est pas adapté aux besoins des propriétaires. Il est davantage axé sur une perspective économique et non écologique. Selon lui, ce phénomène explique, entre autres, la faible proportion de producteurs forestiers enregistrés. Pour mieux intégrer les besoins des propriétaires, il serait intéressant d'impliquer, autre que le MFFP, la vision écologique du MELCC dans la mise en valeur des forêts privées. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020) Bref, les acteurs du milieu font face à un défi dans la gestion des forêts, la conciliation des besoins et la planification des opérations.

### **3.1.4 Aménagement du territoire et la villégiature**

Également, la planification des opérations est menacée par la villégiature. Effectivement, la forte demande touristique, notamment dans le Cœur des Laurentides, joue un rôle économique essentiel à l'égard des instances municipales. Le revenu principal de celles-ci s'obtient sous forme de taxes foncières et provient

des terres où l'on retrouve des activités de loisir, de villégiature et du développement domiciliaire. (Brochu et al., 2008; P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020) Ces terres en zone blanche n'ont pas de restrictions quant aux subdivisions des lots (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*). Dès lors, elles sont sujettes à une pression sociale pouvant inciter à la fragmentation des forêts. Il va sans dire que cet impact du paysage entraîne une perte des milieux naturels et une diminution de leur valeur écologique. (Gratton, 2012) Il en résulte un conflit d'usage multiple où les intervenants du milieu forestier se voient limités dans leurs opérations. En effet, les lots boisés perdent de leur superficie, ce qui entraîne une plus grande densité de propriétaires forestiers, tous ayant des objectifs de production variables. (M. Lanthier, conversation téléphonique, 10 mars 2020; P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020)

### **3.1.5 Rentabilité et mécanisation**

La particularité de la région des Laurentides réside dans sa localisation géographique. Contrairement au reste de la province, les essences résineuses sont peu abondantes dans les forêts des Laurentides, avec une proportion de 90 % d'essences feuillues. Cette unicité rend la rentabilité et l'exploitation des forêts complexes. De par cette singularité, les feuillus sont peu considérés dans le domaine de la recherche pour l'exploitation forestière durable. Ceci vient limiter les connaissances quant aux opérations en forêt feuillue. À titre d'illustration, 28 % des opérations sont mécanisées dans les Basses-Laurentides, comparativement à 80 % dans l'ensemble de la province. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020)

Présentement, les activités sylvicoles ne procurent pas une source de revenus, mais davantage un revenu d'appoint (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020). Ce phénomène relève d'une hausse considérable des valeurs marchandes des lots boisés au fil des années. Plus particulièrement, il s'agit de leur proximité avec la métropole, d'un intérêt récent d'achat pour des activités récréotouristiques et de villégiature, ainsi que pour se procurer des placements fonciers. Les propriétés forestières s'évaluent en considérant la valeur marchande du bois ainsi que de celle du fonds de terre. Ainsi, il en résulte que les taxes ne cessent de croître et viennent créer un enjeu majeur dans l'aménagement durable des forêts privées. (Brochu et al., 2008) À cela s'ajoute un appui financier moins imposant de la part du MFFP (M. Lanthier, conversation téléphonique, 10 mars 2020).

Par ailleurs, le faible taux de mécanisation combiné à l'enjeu de la rentabilité entraîne une pénurie de main-d'œuvre. De plus, étant fragmentées en raison d'une forte demande pour la villégiature, les forêts privées sont restreintes en termes de superficie et, dès lors, non adéquates aux travaux mécanisés. La topographie variable au Cœur des Laurentides est une contrainte supplémentaire pour la mécanisation. Et ce, sans oublier

les contraintes biologiques et environnementales, liées aux réglementations locales. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020)

### **3.2 Intervenants du milieu de la conservation**

Les intervenants du milieu de la conservation contactés ont exprimé leurs principales préoccupations en lien avec les pratiques de conservation en forêt privée.

#### **3.2.1 Taxation foncière et pérennité des organismes**

Hormis le frein que provoque la taxation foncière auprès des propriétaires forestiers, cet enjeu économique vient créer également des défis vis-à-vis les intervenants du milieu de la conservation. En effet, le processus d'acquisition de terrains inclut notamment l'intendance et le paiement de taxes municipales (M-L. Després-Einspenner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020). De façon générale, la plupart des organismes possèdent un fonds de dotation qui se charge de la gestion perpétuelle du terrain. Toutefois, avec la hausse des valeurs marchandes des lots boisés, les fonds de dotation ne suffisent plus à payer les taxes foncières. (Réseau de milieux naturels protégés, 2019) M. Goulet témoigne que le fonds doit comprendre au moins 15 % de la juste valeur marchande du terrain afin d'être en mesure d'effectuer le paiement des taxes et le suivi à perpétuité (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020). CNC est d'avis qu'un fonds de dotation comportant 20 % de la valeur est raisonnable considérant les exigences en matière de gestion (CNC, 2019a). Cette problématique vient mettre en péril la survie de ces organismes, et par le fait même, les décourage quant à acquérir des terrains de grande superficie (J-L. Poirier, conversation téléphonique, 2 mars 2020).

Pour y remédier, l'Institut des territoires a trouvé une solution permanente. Son service-conseil qui offre une relation d'affaires avec les propriétaires permet de générer des surplus financiers. Ceux-ci viennent alimenter leur fonds de dotation qui finance entièrement les dépenses perpétuelles des terrains protégés, contribuant ainsi à l'expansion de la préservation des milieux naturels dans les Laurentides. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020) La reconnaissance à titre de réserve naturelle permet également de remédier à l'enjeu de la taxation foncière. Ce statut permet, en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*, d'exempter les propriétaires forestiers de toute taxe foncière. Malgré cela, cette même loi permet aux municipalités de leur exiger une compensation financière pour les services municipaux. (MAMH, 2019)

Afin de témoigner de la contradiction observée entre le frein économique et le souhait du MELCC de développer le réseau des aires protégées, certains organismes se sont résolus à faire appel au système

juridique. Possédant une entente avec la municipalité, suite à des démarches légales, la Société de protection foncière de Sainte-Adèle a permis de faire reconnaître ses terrains comme ayant une valeur marchande nulle. Ce faisant, aucune taxe foncière n'y est imposée. (J-L. Poirier, conversation téléphonique, 2 mars 2020) D'autre part, en novembre de l'année 2019, un litige juridique avait pris part entre la Fiducie foncière de la Vallée de Ruitter et la municipalité de Potton en Estrie. Cet organisme à but non lucratif visait l'exemption des taxes foncières. Deux mois plus tard, le Tribunal administratif du Québec avait rendu sa décision, soit le refus de la demande de l'organisme de conservation. Dorénavant, les décisions subséquentes du gouvernement du Québec en ce qui a trait aux avantages fiscaux des organismes de conservation seront prises en tenant compte de ce cas de jurisprudence. (Jacques, 2019, 10 novembre; Jacques, 2020, 6 février)

### **3.2.2 Opinions partagées entre les acteurs de la forêt privée**

Malgré cette lacune économique, le besoin et le désir relié à la préservation des forêts sont palpables dans la région des Laurentides (M-L. Després-Einspenner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020). Marie-Lyne Després-Einspenner, coordonnatrice d'Éco-corridors laurentiens, et Geneviève Dubuc, adjointe à la coordination, affirment que les citoyens ont la volonté de préserver leur propriété forestière, qu'il s'agit d'une motivation émergeant de leur fierté patrimoniale, de l'esthétisme des lieux ou des activités récréatives qu'ils peuvent pratiquer. Toutefois, le défi consiste en le peu d'organismes de conservation dans un aussi grand territoire, en plus d'une faible proportion qui accepte les dons ou ventes de terrain. (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020; M-L. Després-Einspenner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020) Et ce, sans oublier une perception négative de la part des intervenants du milieu forestier qui y voient une diminution des possibilités de récolte forestière (L. Gratton, conversation téléphonique, 11 mars 2020). Ce pressentiment se fait également ressentir de la part du monde municipal. Jean-Louis Poirier, président de la Société de protection foncière de Sainte-Adèle, est d'avis que la volonté politique est l'un des freins majeurs dans la préservation des milieux naturels. Effectivement, puisque les revenus principaux des municipalités locales proviennent de la taxation sur les valeurs foncières des propriétés, les actions limitant le développement économique du territoire viennent mettre une pression sur les coffres des instances locales. Cependant, selon le profil des élus municipaux, les opinions entre les municipalités demeurent partagées. (J-L. Poirier, conversation téléphonique, 2 mars 2020) Il en résulte une hétérogénéité dans l'aménagement du territoire qui peut avoir pour conséquence la fragmentation du paysage.



### 3.2.3 Conservation en boisés agricoles

Enfin, les boisés agricoles subissent une tout autre réalité. La LPTAA les protège des pressions existantes dans la zone blanche, telles que le développement domiciliaire, la villégiature et la fragmentation des lots. En effet, en vertu de cette loi, les boisés agricoles ne peuvent être utilisés qu'à des fins agricoles ou acéricoles en présence d'érablières. (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*) De manière générale, les propriétaires souhaitent utiliser ces boisés à des fins agricoles (M-L. Després-Einspenner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020). Par le fait même, une sapinière située en zonage agricole ne possède pas de disposition légale de préservation outre celle limitant à un usage agricole. Dans ce scénario, il a lieu de se questionner : quelle juridiction a préséance, la LPTAA ou la LQE ? (A. Goulet, conversation téléphonique, 19 mars 2020) En vertu de l'article 98 de la LPTAA, cette loi prévaut sur les lois générales qui sont incompatibles avec les dispositions de celle-ci (*Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*).

## 4. ANALYSE DE LA GESTION DES CATÉGORIES DE PRATIQUES EN FORÊT PRIVÉE

Des mesures de gestion durable en forêt privée sont essentielles en vue de répondre aux besoins croissants de la société et de respecter la capacité de support des écosystèmes. L'originalité de cet essai consiste à évaluer, dans la région des Laurentides, les impacts des mesures actuelles en identifiant les points faibles quant à la gestion active de leur forêt privée. On entend, par gestion active, une initiative de la part des propriétaires forestiers dans le but de collaborer avec les intervenants du milieu pour appliquer de saines pratiques sur leurs terres boisées (FPFQ, 2019h). Les informations récoltées lors des chapitres précédents, telles que les mesures de gestion et les défis auxquels les parties prenantes font face, serviront à l'analyse.

### 4.1 Catégories de pratiques et d'enjeux

Dans un premier temps, les mesures de gestion, identifiées au deuxième chapitre, sont regroupées en catégories de pratiques. Ce regroupement est basé sur le choix du propriétaire forestier en termes d'usage de son territoire. Au total, quatre regroupements de gestion ont été faits :

- Mise en valeur des forêts privées;
- Aménagement faunique;
- Ententes de conservation;
- Acquisition de terrains.

Dans un deuxième temps, les préoccupations et les défis soulevés lors des consultations avec les personnes-ressources ont été regroupés en catégories d'enjeux. Elles figurent au tableau 4.1. Celles-ci viennent orienter l'évaluation des catégories de pratiques dans les sous-sections suivantes.

**Tableau 4.1 Catégories d'enjeux et de sous-enjeux**

Catégories d'enjeux	Sous-enjeux
Volet économique	- Programmes d'aide financière - Taxation foncière - Volonté politique (ex. : aménagement du territoire) - Rentabilité des opérations en aménagement forestier
Intérêt des propriétaires	- Aménagement forestier intensif (ex. : coupes et sylviculture intensive) - Aménagement forestier à faible impact (ex. : coupes partielles ou sélectives comme revenu d'appoint) - Villégiature et conservation
Éducation des acteurs	- Perception négative de l'aménagement forestier - Complexité des mesures de gestion - Cadre légal et administratif

## 4.2 Mise en valeur des forêts privées

La mise en valeur des forêts privées inclut toutes les pratiques forestières qui visent la productivité des ressources ligneuses. Par cela, on entend l'aménagement durable des forêts qui procure une source de revenus aux acteurs concernés, que ce soit les propriétaires forestiers, les entrepreneurs ou les industries de transformation. Certes, cette catégorie de pratiques se doit de respecter les critères d'aménagement durable des forêts en vertu de la LADTF (*Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*). Ainsi, les sous-sections suivantes développent l'analyse de cette gestion selon les orientations soulevées par les catégories d'enjeux sous-jacents présentés plus haut.

### 4.2.1 Volet économique

La sous-utilisation de la possibilité forestière de la région des Laurentides s'explique par l'émergence de plusieurs contraintes citées dans le chapitre précédent, dont notamment le régime fiscal. En effet, la fiscalité foncière est demeurée un enjeu d'actualité dans les cinquante dernières années (FPFQ, 2020d). Avant même l'adoption du programme de remboursement des taxes foncières en 1986, l'UPA et la FPFQ faisaient des propositions auprès du gouvernement québécois afin d'obtenir des méthodes d'évaluation foncière juste pour aider les producteurs forestiers. En 1995, lors du Sommet sur la forêt privée, les représentants des partenaires privées se sont entendus sur le désir de changer le régime de fiscalité foncière afin d'inciter l'aménagement durable tout en n'affectant pas l'assiette fiscale des municipalités. (FPFQ, 2020d) Après maintes demandes non entendues, les partenaires privés ont formé un comité qui, de 2008 à 2009, a évalué l'évolution des taxes municipales et tenté de trouver des moyens d'inciter les propriétaires aux pratiques d'aménagement durable. De ces rencontres ont découlé deux options : améliorer le programme actuel de remboursement des taxes foncières ou en créer un nouveau. (Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008)

En premier lieu, le programme actuel de remboursement des taxes foncières est offert aux producteurs forestiers et consiste en un crédit d'impôt des taxes foncières. Sans compter la complexité du mécanisme, les revenus fiscaux des municipalités ne sont pas touchés et les travaux sylvicoles éligibles aux crédits sont multiples. Par contre, les taux d'imposition sur les remboursements et les honoraires forfaitaires des professionnels devant valider les travaux sont des désavantages financiers. (Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008; *Règlement sur le remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus*) En second lieu, la FPFQ proposait qu'un nouveau programme puisse se développer. Le comité de 2009 a suggéré une réduction à la source des taxes foncières. Cet avantage s'offrirait aux producteurs forestiers reconnus qui détiennent un PAF bonifié valide. (Groupe

de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008) Par bonifier, l'AFSQ propose un plan qui comprend également le volet de conservation et de protection de la faune, soit le principe qui se trouve au cœur de la catégorie de pratiques d'aménagement faunique (sous-section 4.3) (AFSQ, 2020c). Avec une réduction à la source des taxes, les municipalités se retrouveraient pénalisées. Ainsi, la FPFQ recommande au gouvernement provincial de s'inspirer du Programme de crédit de taxes foncières agricoles (Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008). Ce programme autorise les municipalités à créditer une partie des taxes municipales et scolaires des producteurs agricoles enregistrés qui répondent à certaines consignes (MAMH, 2013). Ce montant versé est alors remboursé par le MAPAQ auprès des municipalités locales (*Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations*). Dès lors, ce programme viendrait conserver l'assiette fiscale des municipalités tout en simplifiant l'application auprès des propriétaires forestiers. Cependant, ces modifications de nature administrative requerraient un certain temps avant de prendre place.

Outre ces propositions, divers programmes nord-américains sont intéressants pour la région des Laurentides. Visant à alléger le fardeau fiscal des propriétaires forestiers, le programme *Use Value Appraisal of Forestland* de l'État du Vermont effectue l'évaluation foncière des lots boisés aménagés seulement en fonction de la valeur d'usage du terrain. Ainsi, cette valeur demeure inférieure à la valeur marchande. L'éligibilité au programme demeure active tant et aussi longtemps que le propriétaire forestier respecte et applique son plan d'aménagement. Toutefois, en cas de changement de vocation, une pénalité sous la forme d'une taxation se voit exigée. (Vermont Department of Forests, Parks and Recreation, 2019) Les fonds de l'État sont versés aux municipalités qui, dès lors, gèrent le programme (Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008). L'État du Maine comprend un programme similaire, soit *The Tree Growth Tax Law*. Le respect du plan d'aménagement et l'objectif axé sur la productivité forestière permettent une réduction des taxes foncières; l'évaluation foncière étant également mesurée selon la valeur d'usage des terres. (Department of Agriculture, Conservation and Forestry, 2013; Maine Forest Service, 2018) L'État du Maine rembourse jusqu'à 90 % des pertes de revenus des municipalités (Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008). Enfin, en plus d'offrir des avantages fiscaux, le programme *The managed Forest Law* de l'État du Wisconsin permet aux propriétaires forestiers de devenir membre de leur certification forestière (Wisconsin Department of Natural Resources, 2019).

Il est donc possible de s'inspirer de ces initiatives américaines dans le contexte de la région des Laurentides. Le tableau 4.2 vient résumer les options de programmes de mise en valeur des forêts privées à privilégier dans l'optique d'alléger le fardeau fiscal des propriétaires forestiers.

**Tableau 4.2 Options de mesures pour l'allègement du fardeau fiscal pour mise en valeur des forêts privées dans la région des Laurentides** (inspiré de : Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière, 2008)

Concept de mise en valeur des forêts privées	Points forts	Points faibles
Éliminer la valeur marchande du bois dans l'évaluation foncière des lots boisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourage la vocation forestière</li> <li>- Mesure incitative pour les régions où la demande des lots boisés est faible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne limite pas la hausse de la valeur du fonds de terre</li> <li>- Demande une modification législative (peut prendre du temps)</li> <li>- Limite l'assiette fiscale des municipalités affectées (en absence de compensation gouvernementale)</li> </ul>
Imposer un plafond d'évaluation ou de taxation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simple</li> <li>- Avantage les propriétaires dans les villes où la taxation foncière est élevée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite l'assiette fiscale des municipalités affectées (en absence de compensation gouvernementale)</li> </ul>
Évaluer la valeur foncière de la propriété forestière en fonction du type d'usage du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allège le fardeau fiscal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande une modification législative (peut prendre du temps)</li> <li>- Limite l'assiette fiscale des municipalités affectées (en absence de compensation gouvernementale)</li> </ul>
Taxer distinctement les lots boisés sous aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cadre d'application en référence au Programme de crédit de taxes foncières agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne limite pas la hausse de la valeur marchande</li> </ul>
Améliorer le programme de remboursement des taxes foncières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Négociation plus facile</li> <li>- L'assiette fiscale des municipalités n'est pas touchée</li> <li>- Large gamme de travaux sylvicoles admissibles (regroupe une variété d'intérêt)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Complexité du mécanisme</li> <li>- Remboursement imposable</li> <li>- Honoraires pour les professionnels requis</li> <li>- Ne limite pas la hausse de la valeur marchande</li> </ul>

Malgré ces options intéressantes, la Fédération québécoise des municipalités et le MAMH réitèrent leur objectif de se concentrer sur le programme actuel de remboursement des taxes foncières afin de ne pas risquer une quelconque modification de l'assiette fiscale des municipalités (FPFQ, 2020d).

En dépit de cette position, une réforme pour la fiscalité foncière des producteurs forestiers a vu le jour le 17 mars 2020 (Assemblée nationale du Québec, 2020). Le projet de loi 48 fut sanctionné. La *Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles* entrera en vigueur à compter de l'année 2021. Parmi les nouvelles mesures, la *Loi sur la fiscalité municipale* introduira une catégorie d'immeuble forestier. Cette catégorie comprendra les lots boisés dont le propriétaire est enregistré à titre de producteur forestier. Par cette catégorie, le gouvernement du Québec offrira la possibilité aux municipalités de taxer distinctement les immeubles forestiers. Le taux de taxation devra être égal ou supérieur à 66 % du taux de base. (Assemblée nationale du Québec, 2020; MAMH, s. d.) M. Lanthier de l'APFLO se réjouit de cette initiative qui est perçue comme un pas de plus vers la rentabilité des pratiques de mise en valeur. Néanmoins, il souligne que les municipalités seront

réticentes face à cette approche. (M. Lanthier, conversation téléphonique, 10 mars 2020) Bien que le gouvernement se soit engagé à compenser financièrement les frais reliés à la mise à jour des systèmes de gestion, la Fédération québécoise des municipalités considère cette réforme inadaptée. En effet, la création d'une nouvelle catégorie d'immeubles engendrera une complexification dans le processus d'évaluation municipale, en plus d'un risque d'introduire un élément arbitraire au sein de décisions objectives. (Fédération québécoise des municipalités, 2020) De plus, cette réforme ne semble pas régler le problème à la source, soit la méthode d'évaluation foncière qui est dictée par la hausse de la valeur marchande des lots boisés en région périurbaine.

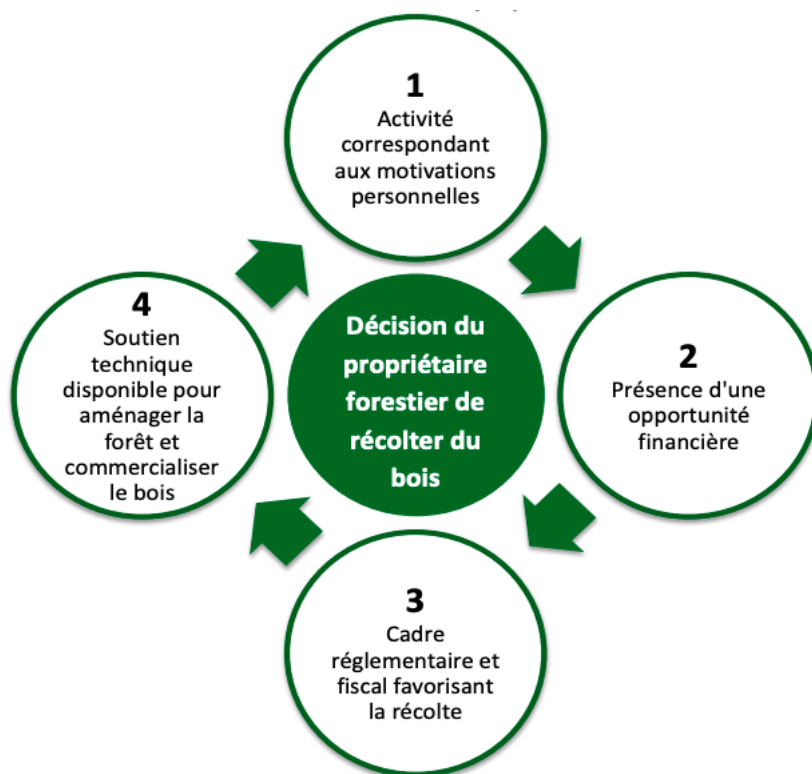
En somme, au cours des cinquante dernières années, bien que diverses mesures aient été adoptées en vue de vaincre les freins liés à la fiscalité foncière, des visions contraires s'affrontent entre les intervenants et les dirigeants politiques.

#### **4.2.2 Intérêts des propriétaires**

Le sondage de Côté et al. (2012), dévoilé au premier chapitre, a permis d'identifier les nombreuses motivations que peuvent posséder les propriétaires forestiers vis-à-vis la gestion de leurs lots boisés. Essentiellement, les valeurs qui en sont ressorties étaient le patrimoine familial, l'esthétisme de la nature et la fierté de posséder un boisé (M-L. Després-Einspinner et G. Dubuc, conversation téléphonique, 9 mars 2020). Une récente étude a repris les données obtenues dans cette enquête. De là, les auteurs ont dénoncé une corrélation étroite entre le taux de récolte de bois et les facteurs sociodémographiques. (Côté, Gilbert et Nadeau, 2016) La FPFQ soutient cette corrélation en illustrant sommairement les facteurs décisionnels quant à la récolte de matières ligneuses (figure 4.1) (FPFQ, 2018). Par conséquent, l'évolution des motivations est tranquillement en train de créer une inquiétude chez les industriels forestiers. Pour y remédier, les auteurs de l'article *Small-scale Forestry* soulignent l'importance des décisions futures des autorités gouvernementales pour éviter une baisse des récoltes en terres privées. (Côté et al., 2016)

Bien que cette tendance sociologique soit étudiée, elle ne semble pas être considérée par les intervenants du milieu. En effet, la région des Laurentides comportait, en 2019, 413 producteurs forestiers enregistrés sur près de 13 400 propriétaires forestiers (FPFQ, 2020a; FPFQ, 2020b). Pour augmenter l'intérêt des propriétaires, les outils de mise en valeur des forêts privées doivent être plus flexibles. À ce jour, le Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées et le programme de remboursement des taxes foncières permettent les travaux sylvicoles non commerciaux et commerciaux (MFFP, 2019b). De plus, les dépenses éligibles au crédit d'impôt comprennent l'élaboration d'un PAF, la certification forestière et la délimitation des milieux sensibles (*Règlement sur le remboursement des taxes foncières des producteurs*

*forestiers reconnus*). Malgré cette large gamme de travaux admissibles, ils demeurent centrés sur la productivité et la rentabilité économique. Ainsi, il y a lieu de se questionner sur l'approche des programmes quant aux avantages qu'ils procurent aux propriétaires forestiers.



**Figure 4.1 Facteurs déclencheurs de la récolte de bois chez les propriétaires forestiers (tiré de : FPFQ, 2018)**

Ensuite, l'outil principal en aménagement durable demeure le PAF. Malgré la variété d'objectifs que peuvent avoir les producteurs forestiers, ce plan doit présenter les éléments sensibles du site, respecter le PPMV de l'agence régionale de mise en valeur des forêts privées et les critères d'aménagement durable établis en vertu de la LADTF (Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides, 2017a; AFSQ, 2020b). Au cours des prochaines années, les partenaires de la forêt privée souhaitent favoriser le PAF bonifié dans la situation où des interventions forestières risquent de compromettre l'intégrité des milieux sensibles (MFFP, 2019d). En plus d'une mobilisation de la part des acteurs québécois du milieu forestier, il serait intéressant de se pencher sur l'approche de la Suède. Le gouvernement suédois a instauré un PAF complet. Indépendamment de l'objectif du propriétaire, le plan doit accorder une importance égale entre la production forestière et la protection des milieux naturels. Pour ce faire, le PAF comprend quatre

options, orientant les pratiques vers l'objectif de récolte du propriétaire tout en respectant des critères environnementaux généraux. (Ouellet, 2009 dans ACA, 2011)

#### **4.2.3 Éducation des acteurs**

Bien que plusieurs points à améliorer aient été relevés lors de la consultation des personnes-ressources concernant les pratiques de mise en valeur des forêts privées, une part de cette critique provient d'un manque de connaissances. Afin de démystifier l'incompréhension des acteurs, que ce soit envers la gestion de la mise en valeur, le cadre administratif et légal ou la protection de la vocation forestière, les sous-sections suivantes dressent les inquiétudes des parties prenantes, dont certaines propositions peuvent en découler.

##### **Instance régionale et locale**

L'article 79.1 de la LAU octroie la compétence aux MRC de régir un règlement sur la plantation et l'abattage d'arbres sur l'ensemble de son territoire. Lorsqu'utilisé, ce pouvoir régional vient automatiquement annuler toutes les dispositions des municipalités à cet effet. Cependant, cette compétence demeure facultative. (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*) Pourtant, ce règlement vient toucher à divers enjeux, que ce soit la protection des boisés agricoles, les coupes forestières abusives ou le déboisement des érablières (MAMH, 2010e). Lors du Sommet sur la forêt privée, les intervenants du milieu forestier avaient démontré leur souhait d'uniformiser la réglementation qui traite de l'abattage d'arbres, et ce, en demandant une « réglementation municipale souple, à tout le moins harmonisée à l'échelle d'une MRC. » (Secrétariat du Sommet sur la forêt privée, 1995). Malgré la volonté de simplifier la réglementation municipale à des fins d'alléger les démarches liées aux opérations forestières, il s'agit plutôt d'uniformiser la réglementation à l'échelle des MRC en vue d'assurer la pérennité des forêts. De cette manière, la MRC procure un cadre réglementaire auprès de ses municipalités qui n'ont peut-être pas les ressources pour préserver l'intégrité des milieux d'intérêt écologique et régir les activités forestières en terre privée de manière durable. (Clément-Robert, 2017) Actuellement, seulement deux des MRC de la région des Laurentides pratiquent cette compétence. Les six autres ont délaissé ce pouvoir décisionnel aux municipalités locales (APFLO, s. d.c).

En 2018, le souhait d'uniformisation s'est concrétisé partiellement par la publication du Guide d'aide à la rédaction d'un règlement municipal sur l'abattage d'arbres et la protection du couvert forestier. Rédigé par la FPFQ et le MFFP, ce guide accompagne les municipalités dans l'élaboration d'un cadre réglementaire qui vient faciliter les travaux sylvicoles tout en préservant le couvert forestier. (Côté, Garneau, Naud et Rhéaume, 2018; MFFP, 2019c) Dans cette perspective, cet outil offre quelques pistes intéressantes. Tout



d'abord, le tout s'initie par le développement d'une relation professionnelle entre les acteurs. Pour ce faire, le MFFP et la FPFQ encouragent les municipalités à se référer au PPMV et au Plan de développement de la zone agricole de manière à cerner le portrait forestier à l'échelle régionale. De plus, afin d'aider à la conciliation des usages sur le territoire, les responsables de la municipalité pourraient s'informer auprès des intervenants du milieu forestier et des représentants des propriétaires forestiers. De cette façon, la ville pourrait tracer d'une manière plus efficace les profils variés des propriétaires ainsi que l'économie forestière de la région. Enfin, le département d'aménagement de la MRC pourrait fournir les informations pertinentes sur le maintien du couvert forestier et les pouvoirs qui sont accordés aux municipalités. (Côté et al., 2018)

### **Intervenants du milieu forestier**

Dans le cadre de cet essai, le cadre administratif et légal a été soulevé par la majorité des intervenants du milieu forestier consultés. Il est vrai que les nombreux intervenants impliqués dans l'administration des interventions peuvent être considérés comme un frein dans la protection de la vocation forestière, et conséquemment, dans la protection des milieux naturels. Une attention particulière doit y être accordée. C'est pour cette raison que le MFFP souhaitait réduire de 30 % les impératifs administratifs des conseillers forestiers pour l'année 2019. (MFFP, 2019c) Néanmoins, il est important que la réduction du nombre d'effectifs ne vienne pas brimer la réelle fonction du cadre administratif, soit de garder un répertoire des activités sur le territoire afin, entre autres, de contrôler leurs impacts environnementaux. En ce sens, afin d'éduquer davantage les intervenants du milieu forestier, des formations et des outils éducatifs peuvent s'avérer intéressants. Actuellement, peu de guides portant sur les pratiques saines en forêt privée sont adressés aux intervenants forestiers. Ainsi, il s'agirait d'une belle initiative de la part de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides d'en produire. Cet outil pourrait aider à faire comprendre le rôle de chacun dès le premier contact avec les propriétaires forestiers allant jusqu'à la réalisation de travaux sylvicoles en lien avec les objectifs de protection environnementale. Les dispositions légales requises pourraient également être expliquées.

Enfin, un manque d'information semble être généralisé dans la région des Laurentides en ce qui concerne la certification forestière. Cette problématique a été soulevée lors de l'échange téléphonique avec les représentants du groupement forestier Terra-Bois. En effet, l'organisme avait obtenu la certification *Forest Stewardship Council* (FSC) en 2010. Seulement deux ans plus tard, le groupement forestier a été forcé d'abandonner cette idée par faute d'intérêt des entreprises forestières qui ne reconnaissaient pas la valeur monétaire du bois certifié. (P. Baril et M. Champagne, conversation téléphonique, 11 mars 2020) Cette problématique semble être constante dans la région, puisqu'en 2019, aucune forêt privée dans les Laurentides n'était certifiée FSC (FPFQ, 2020b). Il s'agit pourtant de la certification la plus répandue au

Québec (ACA, 2011). Elle vient certifier que les produits forestiers proviennent de forêts aménagées de manière durable et responsable. Étant un enjeu fondamental, l'acceptabilité sociale devrait encourager les entreprises à suivre cette tendance si elles veulent garder leur part de marché. (Forest Stewardship Council [FSC], s. d.) Ceci dit, des formations réalisées par l'agence, la FPFQ ou l'APFLO auprès des groupements forestiers, et par le MFFP auprès des entreprises, seraient une approche intéressante. Les acteurs pourraient, dès lors, transmettre l'information aux propriétaires forestiers qui démontrent un intérêt pour la récolte de bois de manière soutenable.

### **Propriétaires forestiers**

À ce jour, les intervenants impliqués dans la mise en valeur des forêts privées travaillent ardemment sur la sensibilisation des propriétaires forestiers dans une perspective de productivité forestière. Divers guides de référence ont été rédigés par les autorités provinciales, la FPFQ, l'AFSQ ou la Table Forêt Laurentides. Ils viennent tous détailler les pratiques de mise en valeur et soutenir quiconque veut y participer. (APFLO, 2016; AFSQ, s. d.a; Rhéaume, 2016) En 2018, une campagne provinciale a même été organisée par la FPFQ encourageant le processus d'enregistrement à titre de producteur forestier (FPFQ, 2019a). Malgré cette campagne de nature informative et éducative, la complexité des pratiques de mise en valeur des forêts privées demeure. Pour ce faire, il est important de continuer cette conscientisation sur les modalités administratives, en plus de sensibiliser les propriétaires forestiers sur la réglementation environnementale.

## **4.3 Aménagement faunique**

L'aménagement faunique se définit par des pratiques forestières qui intègrent la protection des ressources fauniques par le maintien ou l'amélioration des habitats fauniques. Le PAFF agit en tant qu'outil de prédilection. Cette catégorie de pratiques se réalise en collaboration avec la Fondation de la faune du Québec où des programmes de soutien financier sont offerts (Fondation de la faune du Québec, 2020c). Ainsi, les sous-sections suivantes présentent la synthèse des constats soulevés par les catégories d'enjeux présentés plus haut.

### **4.3.1 Rentabilité monétaire et environnementale**

Les problématiques qui touchent de près à la rentabilité des travaux sylvicoles sont identiques à celles identifiées dans la catégorie de pratiques de la mise en valeur des forêts privées (sous-section 4.2.1). Cependant, la différence en aménagement faunique réside dans la volonté de planifier ces interventions en respectant les ressources fauniques. Ainsi, les propriétaires qui souhaitent faire usage de leur terre par de la sylviculture intensive n'auront pas un objectif compatible avec les pratiques d'aménagement faunique. Ceci

dit, il s'agit d'une pratique idéale pour les propriétaires qui veulent faire de la conservation ou utiliser leur forêt comme revenu d'appoint. (Paulette, 2000)

Quelquefois, la planification en aménagement faunique amène des compromis économiques. En raison des contraintes environnementales qui en découlent, les travaux sylvicoles se voient espacés dans le temps. Conséquemment, les pratiques forestières qui opèrent en fonction de l'intégrité du capital naturel peuvent induire des coûts supplémentaires indirects. Ce compromis économique peut apparaître sous la forme d'une perte de matière ligneuse par le maintien de débris ligneux au sol et de milieux non productifs ou par l'étalement à long terme de la récolte. (Paulette, 2000) Toutefois, il n'est pas sans oublier le concept de l'économie des services écosystémiques qui mesure les conséquences économiques de la perte de la biodiversité et de la dégradation des habitats (TEEB, 2010). Dès lors, au détriment de l'obtention d'un rendement économique à court terme, l'aménagement faunique vient renforcer le maintien des écosystèmes qui bénéficie à la société à long terme.

#### **4.3.2 Programmes d'aide financière**

Contrairement aux programmes de mise en valeur des forêts privées, les programmes d'aménagement faunique, détaillés au chapitre deux, sont simples tant pour les propriétaires forestiers que pour les intervenants. Pour y être admissibles, les propriétaires doivent passer par un organisme éligible, soit l'APFLO, la Terra-Bois ou l'agence régionale de mise en valeur des forêts privées. Ce faisant, la Fondation de la faune du Québec s'assure que les propriétaires sont outillés et encadrés dans leurs pratiques forestières. Certes, étant donné qu'il s'agit d'un aménagement multiressource, le cadre administratif requiert davantage de ressources humaines et financières. Cependant, tous ces montants sont éligibles, en partie, à un remboursement. Étant sous la forme d'un montant alloué, le remboursement n'affecte en rien les revenus fiscaux des municipalités. (Fondation de la faune du Québec, 2019a; Fondation de la faune du Québec, 2019b) Malgré tout, le cadre administratif ne vient pas régler la problématique à la source, soit la hausse de la valeur marchande des forêts privées.

En ce qui concerne les outils de planification pour l'aménagement du territoire, les multiples variantes que peuvent avoir un PAF et un PAFF dépendent directement de l'intérêt du propriétaire quant à l'usage principal de sa forêt. En d'autres mots, l'importance accordée au niveau de protection des écosystèmes dépend de l'intérêt du propriétaire et de la capacité des intervenants à communiquer l'information de manière objective. Néanmoins, qu'il s'agisse du PAF ou du PAFF, tous les deux se voient allouer un montant par des programmes d'aide financière distincts (programme Faune-Forêt et programme de remboursement des taxes foncières) (Fondation de la faune du Québec, 2019b; *Règlement sur le*

*remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus*). Ces multiples variantes quant à la forme que peut prendre les PAF peuvent donc être perçues par les propriétaires comme un élément qui complexifie l'administration des pratiques. Ainsi, l'élaboration d'un seul outil, tel que le PAF complet, serait une alternative intéressante.

#### **4.3.3 Intérêt des propriétaires**

Tel que l'ont démontrées les études récentes en sociologie, les intérêts des propriétaires forestiers quant à l'usage de leur forêt privée changent au fil du temps. La faible proportion de propriétaires forestiers qui souhaitent récolter du bois le fait en vue d'un revenu d'appoint, et ce, dans le respect des composantes biologiques de la nature. Ainsi, les nouvelles motivations laissent supposer que les pratiques d'aménagement faunique correspondent davantage aux besoins actuels. (Côté, Généreux-Tremblay, Gilbert et Gélinas, 2017) Malgré cela, la popularité des pratiques d'aménagement faunique est difficilement mesurable. En effet, aucun document public n'affiche la quantité de PAFF produits annuellement dans la région des Laurentides. Cependant, étant donné qu'il y a peu de propriétaires dans les Laurentides qui sont enregistrés en ayant fait faire un PAF, on peut supposer qu'il y en a encore moins qui détiennent un PAFF. Les facteurs déclencheurs de la récolte de bois de manière durable comprennent notamment un accompagnement technique et une meilleure connaissance des programmes (FPFQ, 2020a). Enfin, avec la sanction du projet de loi 48, un nouvel incitatif pour l'aménagement en forêt privée pourrait prendre place (Assemblée nationale du Québec, 2020).

#### **4.3.4 Éducation des acteurs**

Puisqu'un intérêt pour la conservation est palpable auprès de la majorité des propriétaires, une préférence pour l'aménagement faunique se présente. Dès lors, en raison de cette compatibilité, l'éducation est l'enjeu prioritaire dans cette catégorie de pratiques. Le faible nombre d'études et de documents quant à la performance des pratiques d'aménagement faunique peut entraîner une méconnaissance des besoins de la faune de la part des intervenants du milieu forestier. Ceci dit, il serait intéressant que l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides rende accessible ces études. Advenant qu'elles soient désuètes, des sondages pourraient se faire avec les propriétaires forestiers ou, tout simplement, en consultant les conseillers forestiers accrédités.

Actuellement, les outils d'accompagnement datent de plus d'une dizaine d'années. Parmi ceux-ci, la Fondation de la faune du Québec a produit, en 1998, un manuel d'aménagement qui guide les acteurs de la forêt privée quant aux informations à connaître dans l'aménagement de la petite faune du Québec (Fondation

de la faune du Québec, 1998). La fondation a également rédigé, en 2000, un guide qui porte sur l'élaboration d'un PAFF (Paulette, 2000). Plusieurs exemples quant à la structure requise et au contenu de ce type de plan sont disponibles sur le web (Fondation de la faune du Québec, s. d.). Ainsi, en plus d'une nécessité de mettre à jour ces guides, il est essentiel que les équipes de conseillers forestiers soient outillées en connaissances fauniques. Quelques outils éducatifs sont à la disposition des acteurs du milieu dans la région des Laurentides. Ceux-ci sont résumés au tableau 4.3 suivant.

**Tableau 4.3 Outils éducatifs offerts dans la région des Laurentides** (compilation d'après : Éco-corridors laurentiens, 2019a; Fondation de la faune du Québec, 2019a; Fondation de la faune du Québec, 2019b; Table Forêt Laurentides, 2019a; Table Forêt Laurentides, 2019b)

Organisme responsable	Types d'outils éducatifs	Description
Table Forêt Laurentides	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Kiosques de sensibilisation</li> <li>- Chroniques mensuelles (enjeux d'actualité)</li> <li>- Formations en ligne (intervenants du milieu forestier)</li> <li>- Visites en forêt (grand public)</li> <li>- Rencontre de travail entre les acteurs municipaux et forestiers (partage de défis)</li> <li>- Campagne de sensibilisation (propriétaires forestiers)</li> </ul>	L'organisme a agi sur plusieurs fronts dans la dernière année, que ce soit le partage de connaissances ou la sensibilisation aux activités forestières. Le public cible est varié, allant des propriétaires forestiers aux acteurs municipaux.
Éco-corridors laurentiens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Document numérique : Outil qui vise à guider les intervenants du milieu forestier dès les premiers abords avec les propriétaires forestiers</li> </ul>	Cet ouvrage consiste à mettre en valeur le rôle du propriétaire (gardien du patrimoine forestier) au cœur du dialogue entre les intervenants et les propriétaires fonciers. Cet outil peut également servir à mobiliser les intervenants qui ne sont pas familiarisés avec les pratiques d'aménagement faunique.
Fondation de la faune du Québec	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Outils de formation</li> <li>- Guides (ex. : guides de terrain)</li> <li>- Ateliers</li> <li>- Manuels</li> <li>- Visites guidées</li> <li>- Brochures</li> </ul>	Les programmes AGIR pour la faune et Faune-Forêt allouent un montant aux projets qui développent l'acquisition de connaissances techniques et fauniques auprès des intervenants clés, que ce soit par le transfert de connaissances ou la sensibilisation.

Hormis les outils éducatifs présentés ci-haut, d'autres moyens sont à envisager afin d'aider à la formation des intervenants et des propriétaires. Entre autres, l'approche à laquelle les intervenants livrent les différentes pratiques est cruciale. L'information transmise se doit d'être complète et délivrer de manière efficace.

#### 4.4 Conservation volontaire

Quand on parle d'intendance privée, deux acteurs clés doivent automatiquement venir à l'esprit : les propriétaires forestiers et les organismes de conservation. Lorsqu'un propriétaire forestier souhaite convenir

d'une façon de participer activement à la protection de ses terres, il peut conclure une entente de conservation avec un de ces organismes. À ce jour, il existe une multitude d'options, certaines de nature morale, d'autres légales. Cette diversité d'ententes, présentée au chapitre deux, permet d'offrir de la liberté au propriétaire forestier quant à la vision vers laquelle il conçoit conserver ses terres. (Girard et Thibault-Bédard, 2016) Dès lors, des pratiques efficaces sont nécessaires afin de faciliter l'interaction des acteurs clés en intendance privée.

Les sous-sections suivantes évaluent les deux catégories de pratiques en conservation volontaire : les ententes par lesquelles les propriétaires conservent leurs droits de propriété et celles qui les cèdent. Pour ainsi dire, il s'agit d'évaluer la performance économique des engagements volontaires, suivi d'une analyse critique des programmes d'aide financière. Ensuite, le volet économique révèle d'autres pratiques récentes de conservation. Par la suite, les freins liés à la conservation à l'échelle régionale sont dévoilés. Pour finir, les catégories d'enjeux discutant de l'intérêt des propriétaires et de l'éducation des acteurs impliqués sont mises en lumière.

#### **4.4.1 Avantages financiers et fiscaux**

Les ententes de conservation qui permettent aux propriétaires de conserver leur droit de propriété comprennent deux types de contrats légaux. En premier lieu, la servitude de conservation requiert que le propriétaire foncier renonce à certains droits d'usage. Ce démembrement du droit de propriété a lieu dans une perspective de préservation du milieu naturel. (MELCC, 2015) Pour être éligibles aux avantages fiscaux, les terres soumises à l'entente doivent remplir l'un ou l'autre des critères nationaux d'écোসensibilité, auquel cas la servitude se voit admissible au Programme des dons écologiques d'autorité fédérale. Dès lors, le propriétaire peut se voir bénéficier d'une réduction d'impôt, en plus d'être exempté de l'imposition du gain en capital. (CNC, 2020a; Gouvernement du Canada, 2019a) En second lieu, le statut de réserve naturelle permet de bénéficier, en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*, d'une exemption de taxes. Toutefois, la même disposition légale accorde aux municipalités locales le pouvoir d'exiger au propriétaire concerné une compensation pour les services municipaux. (*Loi sur la fiscalité municipale*)

Ensuite, en cas de don de bienfaisance auprès d'un organisme de conservation, le propriétaire foncier a droit à un crédit d'impôt non remboursable. Si les terres sont à caractère écোসensible, la donation est éligible au Programme des dons écologiques, ce qui, par le fait même, lui donne accès aux avantages fiscaux. Enfin, en cas de vente à rabais, le propriétaire foncier a droit à un crédit d'impôt non remboursable. Toutefois, si le propriétaire vend ses terres à la juste valeur marchande, l'avantage fiscal n'est pas offert. (Girard et

Thibault-Bédard, 2016; Timmons et Daniel, 2007; Trudelle, 2014) Les avantages, les forces et les faiblesses de ces catégories de pratiques figurent au tableau 4.4.

**Tableau 4.4 Évaluation des ententes de conservation et des moyens d’acquisition de terrains**  
(compilation d’après : AFSQ, s. d.b; Blondin-Provost, 2014; Caron, 2006; Girard et Thibault-Bédard, 2016; Longtin, 1996; Madison, 2013)

Option de conservation	Avantages financiers et fiscaux	Points forts	Points faibles
Déclaration d’intention	- Aucun avantage financier	- Engagement moral - Liberté du propriétaire - Initiative à la conservation	- Aucune valeur légale - Aucune garantie de respect de la déclaration
Entente de gestion, d’aménagement et de mise en valeur	- Aucun avantage financier	- Collaboration d’un organisme de conservation	- Aucun avantage financier
Contrat de louage ou bail	- Aucun avantage financier	- Collaboration d’un organisme de conservation - Versement d’un loyer	- Aucun avantage financier
Servitude de conservation	- Réduction d’impôt - Réduction additionnelle d’impôt fédéral et provincial (si éligible au Programme des dons écologiques) - Aucun gain en capital (si éligible au Programme des dons écologiques)	- Conserve le droit de propriété - Protection à perpétuité possible - Pouvoir juridique réel - Incitatifs fiscaux disponibles - Offre une certaine flexibilité pour mieux refléter les objectifs du propriétaire	- Procédure juridique complexe - Honoraires professionnels - Publication obligatoire - Exige le respect des conditions prévues au <i>Code civil du Québec</i> - Le propriétaire continue à défrayer les taxes foncières
Réserve naturelle	- Réduction des taxes foncières - Abolition des taxes scolaires	- Conserve le droit de propriété - Incitatifs fiscaux disponibles - Protection à perpétuité possible	- Gestion et surveillance assurée par le propriétaire - Procédure d’acceptation complexe - Compensation financière possible (selon la volonté des municipalités)
Don d’une propriété	- Crédits d’impôt fédéral et provincial (si éligible au Programme des dons écologiques) - Aucun gain en capital (si éligible au Programme des dons écologiques)	- Gestion entièrement assurée par l’organisme de conservation au choix du propriétaire - Protection à perpétuité garantie par l’organisme - Incitatifs fiscaux disponibles	- Perte du droit de propriété - Soumise à des règles fiscales strictes
Vente d’une propriété à un organisme de conservation	- Contrepartie monétaire (sous la juste valeur marchande) - Crédit d’impôt non remboursable	- Gestion entièrement assurée par l’organisme de conservation au choix du propriétaire - Protection à perpétuité garantie par l’organisme - Compensation financière	- Impôt sur le gain en capital - Perte du droit de propriété - Demande des moyens financiers importants pour la gestion de l’organisme

#### 4.4.2 Programmes d'aide financière

De manière générale, l'ensemble des programmes force les propriétaires à la collaboration avec une tierce partie, soit un groupe de conservation. Cette exigence permet d'encadrer les pratiques en terre privée en s'assurant que les activités soient contrôlées et que les engagements volontaires soient respectés. Tout de même, le désir du propriétaire de s'engager dans la protection de sa forêt demeure un geste noble, considérant les responsabilités financières en jeu. En effet, plusieurs dépenses demeurent aux frais des propriétaires du terrain. Il peut s'agir des démarches requises pour octroyer le statut de réserve naturelle ou de servitude de conservation, ou bien les démarches nécessaires pour démontrer la valeur écologique en cas de don écologique. Celles-ci requièrent des coûts, dont les tarifs d'honoraires pour des services professionnels. (Caron, 2006) Ainsi, pour soutenir les initiatives de conservation, quelques programmes d'aide financière, présentés au deuxième chapitre, sont mis à leur disposition. Leur efficacité figure au tableau 4.5.

**Tableau 4.5 Évaluation des programmes d'aide financière en lien avec la conservation volontaire**  
(compilation d'après : CMM, 2020b; CNC, 2020c; CNC, 2020d; Environnement Canada, 2007; Fondation de la faune du Québec, 2018; Fondation de la faune du Québec, 2019a; Fondation de la faune du Québec, 2019b; Gouvernement du Canada, 2019b; Gouvernement du Canada, 2020a)

Programme d'aide financière	Organismes responsables	Points forts	Points faibles
Programme de conservation du patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Environnement et Changement climatique Canada</li> <li>- CNC</li> <li>- Canards Illimités Canada</li> <li>- Habitat faunique Canada</li> <li>- Autres groupes de conservation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourage la création d'aires protégées en terres privées (réserve naturelle ou autres terres écosensibles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite les terres privées admissibles à ceux qui possèdent des attraits écologiques de haute valeur</li> </ul>
Programme des dons écologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Environnement et Changement climatique Canada</li> <li>- MELCC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Alloue des avantages fiscaux</li> <li>- Garantit une protection à perpétuité des terres</li> <li>- Protège les terres écosensibles en conservant le patrimoine naturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite les terres privées admissibles en raison de critères contraignants</li> <li>- Alourdit les tâches administratives</li> </ul>
Programme Faune-Forêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes directement reliés aux propriétaires de terres privées</li> <li>- Fondation de la faune du Québec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finance une variété d'activités (présentes à toute étape du processus d'intendance privée, coûts directs/indirects)</li> <li>- Finance autant les engagements de nature morale que légale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite les propriétaires forestiers qui souhaitent s'engager dans la conservation de leur terre (preuve de la valeur faunique)</li> </ul>
Programme AGIR pour la faune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes légalement constitués qui sont engagés dans la conservation</li> <li>- Fondation de la faune du Québec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finance une variété d'activités (présentes à toute étape du processus d'intendance privée, coûts directs/indirects)</li> <li>- Finance autant les engagements de nature morale que légale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Protège les habitats fauniques seulement</li> <li>- Limite les propriétaires forestiers qui souhaitent s'engager dans la conservation de leur terre</li> </ul>



**Tableau 4.5 Évaluation des programmes d'aide financière en lien avec la conservation volontaire (suite)**

<b>Programme d'aide financière</b>	<b>Organismes responsables</b>	<b>Points forts</b>	<b>Points faibles</b>
Programme de financement communautaire ÉcoAction	<ul style="list-style-type: none"> <li>- OBNL de matière environnementale</li> <li>- Environnement et Changement climatique Canada</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Critères d'admission larges</li> <li>- Doit être mesurable</li> <li>- Faire participer la collectivité</li> <li>- Prioriser l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Doit clarifier les projets admissibles</li> </ul>
Programme Protéger les habitats fauniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organismes privés ou publics</li> <li>- Organismes de conservation pour l'acquisition de terrains privés</li> <li>- Fondation de la faune du Québec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finance une variété d'activités (présentes à toute étape du processus d'intendance privée, coûts directs/indirects)</li> <li>- Finance autant les engagements de nature morale que légale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite les propriétaires forestiers qui souhaitent s'engager dans la conservation de leur terre (preuve de la valeur faunique)</li> </ul>
Projet Ensemble pour la nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MELCC</li> <li>- CNC</li> <li>- Nature-Action Québec</li> <li>- Fondation de la faune du Québec</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Subventionne par le MELCC (Intérêt provincial)</li> <li>- Établis des partenariats à échelle locale</li> <li>- Sensibilise sur la conservation des milieux naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Seulement axé sur les projets d'acquisition et de servitudes perpétuelles</li> <li>- Restreins la gestion des fonds aux organismes (CNC et Fondation de la faune du Québec)</li> </ul>
Programme de financement pour le développement des capacités des AOQ	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Environnement et Changement climatique Canada</li> <li>- Organismes de conservation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conforme les organismes à l'application des normes et pratiques de l'Alliance des organismes de conservation du Canada</li> <li>- Encourage l'acquisition des terres et la gestion à long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de fonds (octroyé tous les fonds disponibles)</li> <li>- Restreins la gestion des fonds à un seul organisme (CNC)</li> </ul>
Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Municipalité ou MRC localisée dans le territoire de la CMM</li> <li>- OBNL qui agit sur ce territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Destine spécifiquement au territoire de la CMM</li> <li>- Encourage l'acquisition des terres privées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limite les propriétaires forestiers qui souhaitent s'engager dans la conservation de leur terre (seulement les bois métropolitains identifiés)</li> </ul>

#### 4.4.3 Autres pratiques récentes de conservation

Afin d'assurer un respect des ententes légales, les mesures dissuasives doivent être claires et respectées. Autrement, la crédibilité des intendances privées serait perdue. Présentement, les ententes légales comprennent des visites de suivi et de surveillance sous la supervision de l'organisme de conservation responsable (Réseau de milieux naturels protégés, 2012). Dès lors, les organismes doivent être en mesure de fournir les ressources financières et humaines qui contribuent au suivi et à la gestion à perpétuité des ententes légales. Cependant, dans le cadre de cet essai, la viabilité des organismes de conservation a été identifiée comme un facteur préoccupant lors de l'entretien avec les intervenants. (Caron, 2006; Girard et Thibaul-Bédard, 2016; Réseau de milieux naturels protégés, 2019) Pour y remédier, quelques propositions d'ailleurs s'avèrent intéressantes.

En premier lieu, quelques pays en Europe et états américains emploient un système d'évaluation foncière distinct pour les propriétés ayant un statut de conservation. La taxation foncière est calculée selon l'usage des terres privées. Par conséquent, le taux de taxation est plus bas afin de compenser pour les services

environnementaux qui bénéficient à la communauté, ainsi que pour les droits d'usage réduits de la propriété. Puis, afin d'éviter de perturber les sources de revenus des municipalités, les gouvernements remboursent les pertes reliées à cette exemption de taxes. (Caron, 2006) Un programme similaire s'applique en Ontario où les municipalités ont l'option d'accompagner les propriétaires en offrant une subvention de remboursement de la hausse de l'impôt foncier (Ontario, 2007). La Ville d'Ottawa, quant à elle, exige aux municipalités de réduire d'au moins 40 % les taxes foncières des organismes de conservation (Ville d'Ottawa, 2020).

En deuxième lieu, afin de soutenir les organismes locaux dans leurs projets de conservation, M. Trudelle a proposé, dans le cadre de son essai de maîtrise pour l'Université de Sherbrooke, d'instaurer un fonds collectif qui agirait à des fins de fonds de dotation. Le financement pourrait provenir d'une contribution des propriétaires greffés d'une entente de conservation volontaire ou d'une subvention gouvernementale. (Trudelle, 2014) En ce sens, une nouvelle initiative a pris place au sein des instances régionales et locales en vue de favoriser la protection des milieux naturels. Il s'agit du Fonds des municipalités pour la biodiversité. Ce fonds encourage, sur une base volontaire, les MRC et les municipalités à verser un montant qui sera majoré et qui permettra de contribuer aux projets locaux de conservation. (Fondation de la faune du Québec, 2020b; Société pour la nature et les parcs du Canada Section Québec, 2019)

D'autre part, la pérennité des organismes de conservation du Québec réside dans la relation de confiance qui s'établit avec les propriétaires forestiers. Les états américains semblent avoir trouvé une solution profitable avec l'implantation de la *Land Trust Alliance*. Avec l'aide d'une série de normes et pratiques, ce regroupement national d'organismes de conservation oriente les organismes américains quant aux directives techniques et éthiques à prendre (Land Trust Alliance, 2017). À cela s'ajoute un programme d'accréditation qui permet de démontrer la capacité de mise à exécution des organismes quant aux pratiques offertes (Land Trust Alliance, 2020). En 2005, cette gestion responsable a été reprise par l'Alliance des organismes de conservation du Canada (Canadian Land Trust Alliance, 2018). Depuis, un total de douze normes interpelle les organismes de conservation du Canada qui jouent un rôle d'acquisition de terres privées ou qui entreprennent des relations privilégiées avec les propriétaires forestiers (Alliance des organismes de conservation du Canada, 2019). Un programme similaire d'accréditation pour les organismes de conservation au Canada est présentement en phase de concertation auprès des acteurs du milieu (Ateliers sur la conservation des milieux naturels, 2020).

#### **4.4.4 Volonté politique**

Le tableau 1.1 du premier chapitre présentait les milieux naturels auxquels se rattache une désignation d'aires protégées au Québec. Parmi celles-ci, seulement deux désignations sont de tenure privée, soit les

réserves naturelles reconnues et les milieux naturels de conservation volontaire (MELCC, 2020). En plus d'observer une préférence pour la création d'aires protégées dans le nord de la province, les autorités provinciales se concentrent sur l'exploitation forestière pour contribuer à l'économie régionale (Champagne, 2018; Clément-Robert, 2017; MERN, s. d.a). Pour ainsi dire, peu d'importance est allouée aux forêts privées dans le réseau d'aires protégées du Québec méridional. Néanmoins, on constate des opinions partagées au sein des instances régionales. En effet, les MRC dans la région des Laurentides détiennent des approches distinctes, et ce, en raison de leur contexte géopolitique. Ces approches révélées au sein des différents SAD de la région sont évaluées dans le tableau 4.6. D'abord, les MRC localisées sur le territoire de la CMM doivent conformer leur SAD aux critères du PMAD. Parmi ces exigences, on retrouve l'identification des bois et corridors forestiers métropolitains, l'identification des usages compatibles, ainsi que les mesures qui concernent l'abattage d'arbres. (CMM, 2012) Par ailleurs, les SAD des MRC au Cœur des Laurentides détiennent, pour la plupart, des mesures en lien avec la connectivité des milieux naturels. De plus en plus conscients, les gestionnaires des MRC prennent des mesures afin de minimiser les activités au sein des sites d'intérêt écologique. Enfin, la MRC d'Antoine-Labelle détient une approche d'aménagement forestier intensif en raison d'une occupation principalement de tenure publique.

**Tableau 4.6 Évaluation des mesures comprises dans les SAD des MRC dans la région des Laurentides pour protéger les forêts privées**

<b>Zones des Laurentides</b>	<b>MRC</b>	<b>Points forts</b>	<b>Points faibles</b>
<b>Hautes-Laurentides</b>	<b>D'Antoine-Labelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régir les mesures d'abattage d'arbres en forêt privée</li> <li>- Détenir une affectation « conservation-récréation » dédiée à des activités à faible impact</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attribuer l'usage dominant de l'affectation « rurale », dominé par des forêts, aux municipalités qui ne possèdent peut-être pas les ressources nécessaires pour préserver les milieux forestiers</li> </ul>
<b>Cœur des Laurentides</b>	<b>Des Laurentides</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accorder un pourcentage de superficie à maintenir sous le couvert forestier (aire de confinement du cerf de Virginie et peuplements forestiers d'intérêt faunique)</li> <li>- Détenir une affectation « corridor faunique »</li> <li>- Limiter la densité résidentielle en affectation « résidentielle et faunique » et « corridor faunique »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Attribuer l'exploitation forestière en tant qu'usage dominant dans l'affectation « forestière et de conservation »</li> <li>- Autoriser le développement résidentiel et industriel (sous condition) pour l'affectation « forestière et de conservation »</li> </ul>
	<b>Des Pays-d'en-Haut</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accorder un pourcentage de superficie à maintenir sous couvert forestier</li> <li>- Restreindre les types de coupe en fonction de l'affectation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limiter l'affectation « récréative et de conservation » au territoire public</li> <li>- Favoriser l'exploitation forestière en affectation « agroforestière » (protection limitée de la vocation forestière)</li> </ul>

**Tableau 4.6 Évaluation des mesures comprises dans les SAD des MRC dans la région des Laurentides pour protéger les forêts privées (suite)**

<b>Zones des Laurentides</b>	<b>MRC</b>	<b>Points forts</b>	<b>Points faibles</b>
<b>Cœur des Laurentides</b>	<b>D'Argenteuil</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire le développement en affectation « conservation intégrale »</li> <li>- Délimiter un réseau de corridors forestiers</li> <li>- Détenir un règlement régional d'abattage d'arbres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autoriser des usages autres que forestiers en affectation « agroforestière » venant limiter la protection de la vocation forestière</li> </ul>
	<b>De La Rivière-du-Nord</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Obliger des mesures restrictives de conservation pour tout projet de développement</li> <li>- Exiger un plan de gestion environnementale en affectation « conservation »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas rattacher une notion de dominance à l'affectation « conservation » (décision prise par les municipalités)</li> </ul>
<b>Basses-Laurentides (sur le territoire de la CMM)</b>	<b>De Mirabel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accorder un pourcentage de superficie à maintenir sous couvert forestier</li> <li>- Limiter la densité résidentielle en zone d'intérêt particulier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autoriser des usages autres que forestiers en affectation « agricole forestier » venant limiter la protection de la vocation forestière</li> <li>- Restreindre l'affectation « conservation » à l'aire de confinement du cerf de Virginie (potentiel possible pour d'autres territoires d'intérêt)</li> <li>- Détenir une faible proportion de couverts forestiers sur le territoire</li> </ul>
	<b>De Thérèse-De Blainville</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire les opérations forestières en sites d'intérêt faunique et floristique</li> <li>- Favoriser la conservation volontaire en terre privée</li> <li>- Favoriser l'entretien de bande transitoire naturelle entre les limites urbaines et les espaces naturels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Détenir une faible proportion de couverts forestiers sur le territoire</li> </ul>
	<b>De Deux-Montagnes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser le maintien de corridors forestiers</li> <li>- Encourager les municipalités à évaluer l'importance des boisés urbains dans les projets de développement</li> <li>- Accorder un pourcentage de superficie à maintenir sous couvert forestier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas concorder le SAD avec le PMAD (révision et identification des bois et corridors forestiers métropolitains en cours)</li> <li>- Détenir une faible proportion de couverts forestiers sur le territoire</li> </ul>

Il en résulte que les paliers politiques ne détiennent pas nécessairement les mêmes orientations que les organismes locaux en ce qui a trait à la conservation des forêts privées. Afin de mieux gérer les enjeux financiers des organismes de conservation, une volonté politique doit s'installer.

#### 4.4.5 Intérêt des propriétaires

Puisque le Registre des aires protégées au Québec ne comporte que deux désignations en ce qui concerne les terres du domaine privé, l'outil ne permet pas de connaître les autres initiatives en intendance privée. Pour y remédier, le Réseau de milieux naturels protégés travaille, depuis 2007, à répertorier les mesures de conservation volontaire qui se créent sur les terres privées au Québec. Cette compilation de données, nouvellement intitulée le Répertoire des sites de conservation volontaire du Québec, est possible grâce à un mouvement volontaire des gestionnaires des sites protégés et des propriétaires privés. (MELCC, 2020; Réseau de milieux naturels protégés, 2020a)

Avec la collaboration du Réseau de milieux naturels protégés, les données compilées actuelles, fournies spécifiquement pour la région des Laurentides (voir annexe 4), indiquent une préférence des propriétaires privés quant à la donation ou à la vente de leur terrain (43 % des mesures de protection de conservation volontaire). En second rang, on constate une préférence pour les servitudes de conservation (23 %), suivi des réserves naturelles détenues par les organismes de conservation (19 %). Une interprétation similaire des données provinciales du Réseau de milieux naturels protégés a été réalisée par M. Trudelle dans le cadre de son essai. En comparant celles-ci avec les données actuelles des Laurentides, la plus grande distinction se fait au niveau des servitudes de conservation. Cette mesure a connu une hausse de popularité puisqu'elle ne correspondait qu'à 10 % des cas d'ententes provinciales en 2014. Outre cette pratique en augmentation, les données demeurent similaires : une popularité envers l'acquisition de terrains de grande superficie protégée par la mise en place de réserves naturelles reconnues. (Réseau de milieux naturels protégés, 2020c; Trudelle, 2014)

La popularité envers la vente ou la donation de terrains peut s'expliquer par la préférence des organismes de conservation à exercer un contrôle complet de ces terres. En raison d'un nombre restreint d'intervenants, une meilleure garantie est, dès lors, assurée par la pérennité de la protection des forêts privées. Puis, malgré le faible taux actuel d'utilisation des autres moyens d'intendance privée, les données laurentidiennes démontrent qu'au fil des années, l'emploi des servitudes de conservation a subi une hausse importante. La croissance soudaine de cette entente peut s'expliquer par la nouveauté de cette pratique. En effet, les variances dans les incitatifs fiscaux et les mesures législatives rendent cette pratique sujette aux changements. Tout de même, on constate un intérêt grandissant des propriétaires fonciers qui vient faire pression auprès des élus municipaux et des acteurs locaux. Conséquemment, la participation de ces acteurs est visible parmi les données des Laurentides fournies par le Réseau de milieux naturels protégés. Celles-ci démontrent que 24 % des mesures de conservation sont gérées par des municipalités locales, tandis que 61 % le sont par des organismes de conservation. Bref, ce « leadership » local qui est en expansion dans la

région des Laurentides, combiné à l'intérêt grandissant de la communauté, pourrait favoriser la discussion au sein des autorités provinciales à convenir d'incitatifs fiscaux supplémentaires. Enfin, selon les données fournies, les ententes morales, telles que les contrats de louage et les déclarations d'intention, semblent ne pas être priorisées dans les Laurentides. Toutefois, puisque ces ententes peuvent être rompues à tout moment, le recensement complet de ces pratiques devient incertain. (Réseau de milieux naturels protégés, 2020c; Trudelle, 2014)

#### 4.4.6 Activités de sensibilisation dans la région des Laurentides

En vue de tendre vers une société durable, les acteurs doivent se concerter pour développer une vision commune. Pour ce faire, les intervenants du milieu de la conservation doivent continuer de sensibiliser les divers paliers politiques, les intervenants du milieu forestier, ainsi que les propriétaires des forêts privées. Et ce, avec les outils de mobilisation qui font office de tremplin. Depuis quelques années, la région des Laurentides offre des activités diversifiées de sensibilisation en ce qui a trait à la conservation des milieux naturels. Touchant divers sujets et interlocuteurs, quelques événements récents sont résumés au tableau 4.7.

**Tableau 4.7 Activités de sensibilisation à la conservation des milieux naturels dans la région des Laurentides** (compilation d'après : Ateliers sur la conservation des milieux naturels, 2020; Centre québécois du droit de l'environnement, 2020; Conseil régional de l'environnement des Laurentides, 2013; Éco-corridors laurentiens, 2015; Éco-corridors laurentiens, 2019b; Éco-corridors laurentiens, 2019c)

Activités de sensibilisation	Organisateurs principaux	Description
Rendez-vous conservation Laurentides	Éco-corridors laurentiens	Évènement annuel mobilisateur sur les défis des acteurs du milieu, l'approche à déployer lors des dialogues avec les intervenants de la forêt et les bénéfices relationnels à retirer entre les organismes de conservation et les municipalités
Ateliers sur la conservation des milieux naturels	Organismes de conservation et institutions du Québec	Le financement privé, les normes et pratiques de l'Alliance des organismes de conservation du Canada, les leviers financiers pour aider les municipalités dans des projets de conservation et les outils d'accompagnement
La protection des milieux naturels dans la zone agricole : des bénéfices sans inconvénient ?	Éco-corridors laurentiens, gouvernement du Québec, et Fondation de la faune du Québec	Mobilisation par la mise en place d'un comité régional en milieu agricole pour promouvoir les avantages de la préservation de la biodiversité en zone agricole
La foresterie urbaine : l'importance des arbres en milieux humides et urbains	Éco-corridors laurentiens, gouvernement du Québec, et Fondation de la faune du Québec	Conférences sur les bienfaits écologiques des boisés urbains et la conservation dans le sud des Laurentides

**Tableau 4.7 Activités de sensibilisation à la conservation des milieux naturels dans la région des Laurentides (suite)**

Activités de sensibilisation	Organisateurs principaux	Description
Atelier co-crédation	Éco-corridors laurentiens, CNC, Terra-Bois, Agence des forêts privées des Laurentides, et propriétaires de lots boisés	Identification des enjeux des acteurs et évaluation de la performance des outils de conservation dans le cadre du Plan Action-Climat
La conservation des milieux naturels : intendance publique et privée	Éco-corridors laurentiens et MRC d'Argenteuil	Formation municipale
La protection des milieux naturels par les municipalités, pouvoirs et arguments	CQDE	Outils municipaux en faveur de la conservation des milieux naturels (protection des espaces boisés)

#### 4.4.7 Éducation des acteurs au concept de la vocation forestière

Le concept de la vocation forestière amène divers cobénéfices. En effet, un terrain ou une affectation, réservée au maintien des forêts, permet la connectivité entre les milieux naturels ainsi que la préservation de la diversité biologique. (CNC, 2019b) En 2012, un colloque a été organisé, par l'entremise de Corridor appalachien, tentant de concilier la conservation des milieux naturels et le volet de la foresterie. Cet évènement avait pour but de développer une vision commune entre la conservation des forêts privées et les activités durables en forêt. Cette intervention a su générer un respect entre les intervenants. Il en a résulté une proposition pour développer un statut légal de servitude de conservation forestière prenant davantage en compte le concept de la vocation forestière. Ceci dit, depuis la mise en place de la servitude de conservation forestière, seulement quelques intervenants de la Montérégie et de l'Estrie l'ont adopté. (ACA, 2011; L. Gratton, conversation téléphonique, 11 mars 2020) L'adoption de celle-ci dans la région des Laurentides serait une alternative intéressante, en plus de venir y greffer un incitatif financier avec la sanction du projet de loi 48.

#### 4.5 Synthèse suite à l'analyse des catégories de pratiques en forêt privée

Afin de mettre en lumière les éléments clés qui constituent l'analyse de la gestion des catégories de pratiques, le tableau 4.8 vient les regrouper de façon succincte et complète.

**Tableau 4.8 Tableau synthèse suite à l'analyse de la gestion des catégories de pratiques en forêt privée**

Catégories d'enjeux	Catégories de pratiques			
	Mise en valeur des forêts privées	Aménagement faunique	Ententes de conservation	Acquisition de terrains
<b>Volet économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible rentabilité des travaux sylvicoles</li> <li>- Évaluation foncière des lots boisés (valeur marchande des terres et des arbres qui y croient)</li> <li>- Hausse des taxes foncières</li> <li>- Projet de loi 48 sanctionné</li> <li>- Revenus des municipalités (taxation foncière)</li> <li>- Programmes proposés pour alléger le fardeau fiscal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible rentabilité des travaux sylvicoles</li> <li>- Évaluation foncière des lots boisés (valeur marchande des terres et des arbres qui y croient)</li> <li>- Hausse des taxes foncières</li> <li>- Projet de loi 48 sanctionné</li> <li>- Compromis économiques supplémentaires pour le maintien des habitats fauniques</li> <li>- Programmes simples de compréhension sans affecter l'assiette fiscale des municipalités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hausse des taxes foncières</li> <li>- Avantages financiers et fiscaux</li> <li>- Importance du caractère écosensible dans l'attribution de l'aide financière</li> <li>- Volonté des municipalités (avantages fiscaux pour les réserves naturelles)</li> <li>- Frais d'opération supplémentaires (défrayé par le propriétaire)</li> <li>- Normes et pratiques présentes (programme d'accréditation en développement)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hausse des taxes foncières (au détriment des organismes de conservation)</li> <li>- Volonté des autorités provinciales et des municipalités</li> <li>- Normes et pratiques présentes (programme d'accréditation en développement)</li> <li>- Manque de ressources humaines</li> <li>- Importance du caractère écosensible dans l'attribution de l'aide financière</li> </ul>
<b>Intérêts des propriétaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désintérêt des propriétaires forestiers</li> <li>- Programmes actuels qui ne répondent pas à leurs besoins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette pratique correspond davantage aux profils des propriétaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désir de protéger le patrimoine forestier</li> <li>- Hausse de popularité pour la servitude de conservation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désir de protéger le patrimoine forestier</li> <li>- La pratique la plus populaire en conservation volontaire</li> </ul>
<b>Éducation des acteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Seulement deux MRC appliquent la compétence (plantation et abattage d'arbres)</li> <li>- Besoin d'accompagner et de sensibiliser les municipalités et les intervenants (mesures règlementaires, cadre administratif et approche sociale)</li> <li>- Besoin de réduire les acteurs impliqués dans les processus administratifs</li> <li>- Manque de connaissances sur l'importance des certifications forestières (FSC)</li> <li>- Un PAF qui, avec les exigences requises, ne considère pas l'ensemble des variables environnementales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Peu d'études sont publiques/existantes (méconnaissance des pratiques et guides désuets)</li> <li>- Outils éducatifs intéressants et variés dans les Laurentides</li> <li>- Besoin de conscientiser les intervenants (approche sociale)</li> <li>- Un PAFF qui répond davantage à la préservation de l'intégrité des forêts privées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Besoin d'accompagner le personnel des municipalités (volonté politique)</li> <li>- Outils éducatifs intéressants et variés dans les Laurentides</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Outils éducatifs intéressants et variés dans les Laurentides</li> <li>- Besoin d'accompagner le personnel des municipalités (volonté politique)</li> </ul>



## **5. RECOMMANDATIONS**

Les terres méridionales, riches en biodiversité, subissent d'importantes pressions en lien avec les activités humaines. L'étalement urbain et l'agriculture intensive viennent fragmenter le paysage. De tenure privée, le couvert forestier de chaque MRC des Basses-Laurentides est de seulement 30 %, soit la recommandation minimale du gouvernement fédéral pour maintenir la biodiversité (Environnement Canada, 2013). Le défi d'appliquer une gestion active des forêts privées en conservant les milieux forestiers d'intérêt est considérable.

Dans le cadre de cet essai, les mesures de gestion relevées démontrent une mobilisation grandissante des citoyens et de quelques acteurs à contrer cette perte d'habitat. L'analyse des catégories de pratiques démontre toutefois un manque de globalité dans leur gestion. Ainsi, afin de lutter efficacement contre la dégradation des forêts privées dans la région des Laurentides, ce chapitre présente plusieurs recommandations adressées aux intervenants du milieu.

### **5.1 Palier provincial**

Il serait souhaitable que le gouvernement provincial modifie les modalités administratives dans le cadre des pratiques forestières. Afin de limiter la complexité des programmes et les nombreux intervenants concernés, le processus d'enregistrement en tant que producteur forestier ne devrait demander qu'un PAF valide auprès du propriétaire forestier. L'ingénieur responsable de l'élaborer serait alors chargé d'acheminer l'enregistrement au MFFP. (Belley, 2014) À ce jour, l'information supplémentaire que doit contenir un PAF bonifié n'est pas requis dans la structure générale du plan. Afin que les travaux sylvicoles respectent l'intégrité des forêts, il est recommandé d'uniformiser les variétés de plans d'aménagement en un PAF bonifié. Étant déjà à la portée des propriétaires, les autorités provinciales sont suffisamment outillées pour effectuer la conversion. (Côté, 2018) Également, l'idée de concevoir un guichet unique serait intéressante (Belley, 2014).

Afin de centraliser toutes les données en lien avec la conservation des milieux naturels, le MELCC pourrait intégrer les ententes de conservation et les moyens d'acquisition de terrains dans le Registre des aires protégées en se servant du recensement exhaustif du Réseau de milieux naturels protégés (Trudelle, 2014). Puis, dans le but d'aider à la protection du couvert forestier en terres privées, le gouvernement provincial pourrait habilitier les instances régionales et locales. Pour ce faire, la compétence accordée aux MRC en ce qui a trait à la réglementation sur la plantation et l'abattage d'arbres pourrait devenir obligatoire. Par conséquent, toutes les MRC se verraient exiger de prendre les mesures nécessaires, soit de régir les pratiques

forestières durables tout en préservant l'intégrité des milieux naturels. (Clément-Robert, 2017) Enfin, un peu dans la même optique, il serait profitable que le gouvernement provincial restreigne la portée de la LPTAA sur les lois générales, ainsi que sur les outils des MRC et des municipalités (Poirier, 2017).

Puisque les bienfaits d'un environnement sain bénéficient à l'ensemble des citoyens québécois, le fardeau financier pourrait être partagé parmi les contribuables. Dans cette optique, le MAMH pourrait modifier la méthode d'évaluation foncière des terres boisées en établissant la valeur marchande selon la valeur d'usage du terrain (MAMH, 2010a). Puis, afin de remédier à l'atteinte de l'assiette fiscale des municipalités dans le cadre des pratiques d'aménagement durable des forêts ou des terres protégées à perpétuité, le gouvernement pourrait rembourser leurs déficits en taxes en s'inspirant des programmes des autres provinces ou états américains (Réseau de milieux naturels protégés, 2019).

Enfin, il est recommandé que les programmes de soutien financier soient davantage conçus pour les besoins réels qu'affichent la société, et donc moins axés selon la productivité forestière. Pour ce faire, le MFFP pourrait s'associer avec le MELCC en vue d'adapter les programmes de mise en valeur des forêts privées aux intérêts des nouveaux propriétaires forestiers. En ce sens, la quantité de carbone séquestré pourrait figurer à la liste des travaux éligibles à l'aide financière. Le gouvernement pourrait aussi rendre éligibles les travaux d'aménagement forestier au marché du carbone. (MFFP, 2019d) De plus, il serait intéressant d'insérer le principe de pollueur-payeur pour les milieux forestiers (Beaulieu, 2018). Cependant, afin d'éviter de creuser l'écart entre les inégalités, l'emploi de cette option doit être géré délicatement. Quant aux programmes de soutien de la conservation, il serait souhaitable que le gouvernement alloue des subventions aux terres qui n'ont pas nécessairement d'attrait écosensible. De cette façon, les propriétaires qui souhaitent valoriser les attraits naturels de leur forêt, sans qu'ils soient de haute valeur, seraient en mesure d'obtenir un incitatif financier.

## **5.2 Palier supralocal et local**

Il est recommandé que le personnel des MRC et les élus municipaux s'allient en repensant les affectations de manière à préserver la vocation forestière et à favoriser la conservation volontaire en terre privée. Pour ce faire, l'ensemble des MRC de la région des Laurentides pourraient intégrer la conservation volontaire dans leur SAD respectif de manière à inciter les municipalités à l'intégrer dans leur plan et règlements d'urbanisme. De plus, la régulation des densités résidentielles selon l'usage des affectations ne garantit pas le maintien de la qualité des milieux boisés. Ainsi, il serait pertinent d'harmoniser tous les SAD de la région en créant une affectation « conservation » aux MRC qui ne l'ont pas déjà appliquée. Celle-ci comprendrait les milieux boisés sensibles et y interdirait tout projet de développement, à l'exception des travaux forestiers

qui respectent l'intégrité des forêts. Conséquemment, le couvert forestier maintenu permettrait d'éviter la perte et la dégradation des milieux forestiers tout en participant à l'économie régionale. Enfin, pour éviter la confusion auprès des intervenants forestiers lors des opérations en forêt, les municipalités devraient, en tout temps, indiquer un couvert forestier minimal à respecter (Côté et al., 2018).

Afin d'encourager la pérennité des organismes de conservation locaux, les MRC des Basses-Laurentides, dont le couvert forestier est critique, pourraient implanter un fonds régional de conservation. Un sondage réalisé par la MRC d'Argenteuil auprès de ses municipalités révèle leur désir de créer un fonds pour l'acquisition de terres privées. Celui-ci pourrait s'inspirer du concept de la Banque de terres L'Arterre ou du marché du carbone. (Centre local de développement Haut-Saint-François, 2009; MRC d'Argenteuil, 2015) Hormis un financement régional, il est essentiel de revoir le mode de financement des municipalités. C'est par l'entremise de ce palier que les citoyens agissent. Ainsi, il serait souhaitable que les élus municipaux offrent un fonds de conservation qui toucherait spécifiquement l'intendance en forêt privée. La création d'un fonds collectif, financé par les propriétaires forestiers grevés d'une entente légale, en est un exemple. Également, les organismes de conservation du Québec proposent de modifier la *Loi sur la fiscalité municipale* de sorte qu'un régime de compensation soit créé pour ceux qui doivent gérer à perpétuité les aires protégées (Réseau de milieux naturels protégés, 2019).

Pour finir, à l'échelle des Laurentides, des comités d'orientation pourraient se former. Ces comités seraient composés de l'administration municipale, des acteurs du milieu et des citoyens. Ils auraient pour fonction d'identifier les priorités d'interventions concernant la protection des milieux naturels du territoire. Dès lors, le palier municipal serait en mesure de gérer efficacement ses ressources financières et humaines. (Nature-Action Québec, 2017) De plus, ces comités locaux pourraient répondre à des seuils de conservation, établis par le personnel des MRC (MRC d'Argenteuil, 2015).

### **5.3 Intervenants du milieu forestier**

Comparativement à la pratique de mise en valeur des forêts privées, le peu d'études et de documentations au sujet de l'aménagement faunique peut désengager l'initiative des propriétaires forestiers. Pour y remédier, il est recommandé que l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides rende disponibles tous les documents à sa portée. Afin de mettre à jour cette information, il suffirait de renforcer la relation entre les conseillers forestiers accrédités et l'agence de sorte que ceux-ci transmettent leurs données des terrains visités. En plus, ces nouvelles informations permettraient à l'agence de parfaire son PPMV (MRC d'Argenteuil, 2009b). Enfin, puisque la région des Laurentides n'a pas participé à

l'enquête forestière de Côté et al. (2012), les intervenants qui privilégient une relation avec les propriétaires fonciers pourraient initier un sondage pour mieux comprendre leurs profils et leurs intérêts.

Par ailleurs, cet essai a su relever des distinctions dans la perception des intervenants lorsqu'il est question du cadre administratif, des mesures légales et de la certification forestière. Ceci dit, il serait pertinent de poursuivre les ateliers de sensibilisation auxquels les intervenants forestiers peuvent partager leurs préoccupations. Le développement d'outils éducatifs serait prioritaire, tel que la rédaction d'un guide des responsabilités partagées en forêt privée. Celui-ci aurait pour fin d'accompagner les intervenants dans leurs opérations quotidiennes. Pour y arriver, Éco-corridors laurentiens pourrait être un porteur de cette recommandation.

#### **5.4 Intervenants du milieu de la conservation**

En vue de développer une vision commune de protection des milieux forestiers, il est impératif que la sensibilisation dans ce milieu se poursuive. Par conséquent, il est profitable que les intervenants du milieu de la conservation continuent leurs nombreux efforts qui s'observent par le développement de plusieurs outils éducatifs. Le déploiement de la mobilisation communautaire et des acteurs du milieu permettra de soutenir les organismes de conservation dans leurs ressources humaines et financières. Enfin, pour tendre vers cette vision commune, il est recommandé que l'Alliance des organismes de conservation du Canada implante un processus d'accréditation et une procédure de suivi en lien avec leurs normes et pratiques (Canadian Land Trust Alliance, s. d.). Cette initiative permettrait de garantir la viabilité des organismes en témoignant de leurs compétences, ce qui aurait pour conséquence de contribuer à la popularité des moyens de conservation volontaire, et ainsi d'atteindre une proportion durable du territoire conservé.

## CONCLUSION

Cet essai a permis de reconnaître l'importance des milieux forestiers du sud du Québec, non seulement pour leur richesse biologique convoitée par de nombreux utilisateurs, mais également par la nécessité de consolider les pratiques de gestion active en forêt privée. En effet, les multiples usages de ces forêts, combinés aux intérêts changeants des propriétaires, amènent un ajustement nécessaire dans la structure organisationnelle de cette gestion. Ces constats ont été possibles grâce aux objectifs spécifiques qui ont été répondus au cours de ce travail. Somme toute, l'objectif général était d'évaluer les mesures de gestion en lien avec la protection des forêts privées dans la région des Laurentides. Pour ce faire, l'analyse a su identifier les freins majeurs qui touchent à la préservation de ces milieux naturels. D'une part, les enjeux économiques y occupent une grande place. Certes, la méthode d'évaluation foncière des terres boisées vient faire pression auprès de la rentabilité financière des pratiques forestières et de la pérennité des organismes de conservation. À cela s'ajoute la motivation des propriétaires forestiers qui est davantage axée sur la récréation et le plaisir d'un environnement sain. Cette tendance sociologique, perçue par les intervenants du milieu forestier, servira de référentiel à l'amorçage de changements adéquats dans leurs approches et leurs programmes de soutien.

À cette fin, les recommandations émises abordent les divers paliers politiques, de sorte qu'un effort commun vienne soutenir la préservation à perpétuité des écosystèmes forestiers. À première vue, l'analyse a su reconnaître la nécessité de partager les connaissances et les défis en lien avec le cadre administratif et les mesures légales. En s'inspirant des pratiques d'ailleurs, la diffusion des connaissances permettra d'encourager l'ajout de mesures incitatives, ainsi que la modification des programmes et des outils de gestion en forêt privée afin qu'ils concordent avec les besoins des utilisateurs.

Pour conclure, les modifications nécessaires qui ont été proposées dans le cadre de cet essai devront considérer de multiples besoins, tels que la protection de la biodiversité, le maintien de la productivité des écosystèmes et de l'économie régionale, ainsi que l'acceptabilité sociale. Pour y arriver, les dirigeants politiques devront s'allier avec les aspirations de la communauté. Ceci dit, il sera intéressant de voir évoluer, d'ici les prochaines années, l'importance qu'accordent les dirigeants vis-à-vis la conservation des terres privées au Québec. La mise en vigueur du projet de loi 48 sur la *Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles* y jouera assurément un rôle décisif.

## RÉFÉRENCES

- Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides. (2017a). Étape 2 : planifier la mise en valeur de votre boisé. Repéré à <https://www.foret-privee-laurentides.qc.ca/etape-2/>
- Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides. (2017b). Foire aux questions. Repéré à <https://www.foret-privee-laurentides.qc.ca/foire-aux-questions/>
- Agence régionale de mise en valeur des forêts privées des Laurentides. (2017c). L'agence. Repéré à <https://www.foret-privee-laurentides.qc.ca/agence/>
- Alliance des organismes de conservation du Canada. (2019). *Normes et pratiques des organismes de conservation du Canada*. Repéré à [https://cltstandardspracticesrevision.files.wordpress.com/2019/01/cltsp\\_2019\\_\\_fr\\_final.pdf](https://cltstandardspracticesrevision.files.wordpress.com/2019/01/cltsp_2019__fr_final.pdf)
- Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais (APFLO). (s. d.a). Obtenir le statut de producteur forestier. Repéré à <http://www.apflo.ca/statut-producteur-forestier>
- Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais (APFLO). (s. d.b). Qui sommes-nous ? Repéré à <https://www.apflo.ca/qui-sommes-nous>
- Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais (APFLO). (s. d.c). Réglementation municipale. Repéré à <http://www.apflo.ca/reglementation-municipale>
- Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais (APFLO). (2016). *Comment fonctionne la forêt privée*. Repéré à [http://www.apflo.ca/sites/www.spfl.net/files/upload/comment\\_fonctionne\\_la\\_foret\\_privee\\_fr.pdf](http://www.apflo.ca/sites/www.spfl.net/files/upload/comment_fonctionne_la_foret_privee_fr.pdf)
- Assemblée nationale du Québec. (2020). Projet de loi n° 48, Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-48-42-1.html>
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (s. d.a). *Guide de référence pour la mise en valeur de votre boisé*. Repéré à <https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/10/guide-proprio-2014.pdf>
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (s. d.b). *Tableau comparatif des principales options de conservation au Québec*. Repéré à [https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/10/options\\_conservation\\_FRA.pdf](https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/10/options_conservation_FRA.pdf)
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (2019). Possibilité forestière. Repéré à <https://afsq.org/information-foret/recolte/gestion-forestiere/possibilite-forestiere/>
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (2020a). À propos de l'AFSQ. Repéré à <https://afsq.org/a-propos/>
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (2020b). Plan d'aménagement forestier. Repéré à <https://afsq.org/information-foret/amenagement/planification-forestiere/plan-amenagement-forestier/>
- Association forestière du sud du Québec (AFSQ). (2020c). Planification forestière. Repéré à <https://afsq.org/information-foret/amenagement/planification-forestiere/>
- Ateliers sur la conservation des milieux naturels. (2020). *La diversité biologique; bénéficier du passé pour mieux agir maintenant et demain*. Repéré à [https://ateliersmilieuxnaturels.org/wp-content/uploads/2020/02/Programme\\_Ateliers-2020\\_finale\\_finale.pdf](https://ateliersmilieuxnaturels.org/wp-content/uploads/2020/02/Programme_Ateliers-2020_finale_finale.pdf)
- Auzel, P., Gaonac'h, H., Poisson, F., Siron, R., Calmé, S., Belanger, M.,...Larocque, A. (2012). *Impacts des changements climatiques sur la biodiversité du Québec*. Repéré à <https://qcbs.ca/wp-content/uploads/2012/03/Revue-de-litt%C3%A9rature-R%C3%A9sum%C3%A9-Web.pdf>

- Beaulieu, F. (2018). *Passages fauniques au Québec : enjeux et facteurs de réussite* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/14174/Beaulieu\\_Frederique\\_A\\_MEnv\\_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/14174/Beaulieu_Frederique_A_MEnv_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Belley, M. (2014). *Chantier sur l'efficacité des mesures en forêt privée*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/documents/forets/rendezvousdelaforet/Chantier-efficacite-mesures-foret-privee.pdf>
- Blondin-Provost, J.-M. (2014). *L'aménagement durable du territoire : la conservation des milieux naturels à l'agenda politique des municipalités québécoises* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais\\_2013/Blondin-Provost\\_JM\\_2014-02-07\\_.pdf](https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2013/Blondin-Provost_JM_2014-02-07_.pdf)
- Brochu, C., Côté, M.-A., Fortin, F., Harouni, F., Lemay, V., Longchamps, B.,... Vanier, R. (2008). *Utiliser la fiscalité foncière pour accroître la mise en valeur des lots boisés privés* (Rapport de recherche). Repéré à <https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2018/12/Rapport-Groupe-de-travail-sur-la-taxation-fonciere-des-proprietes-forestieres.pdf>
- Canadian Land Trust Alliance. (s. d.). FAQ. Repéré à <https://cltstandardspracticesrevision.ca/faq/>
- Canadian Land Trust Alliance. (2018). Révision des Normes et pratiques des organismes de conservation du Canada - Deuxième consultation. Repéré à <https://www.surveymonkey.com/r/5K3CFJ3>
- Canards Illimités Canada. (2007). *Portrait des milieux humides : région administrative des Laurentides (15)*. Repéré à [https://www.ducks.ca/assets/2016/12/PRCMH\\_R15\\_LAUR\\_2007\\_portrait\\_cartes.pdf](https://www.ducks.ca/assets/2016/12/PRCMH_R15_LAUR_2007_portrait_cartes.pdf)
- Caron, J. (2006). *La conservation des milieux naturels en Estrie* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à <https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais2006/JCaron.pdf>
- Centre local de développement Haut-Saint-François. (2009). Banque de terres l'Arterre et banque d'opportunités d'affaires. Repéré à <https://cldhsf.com/pdza-banque-locale-de-terres-et-dopportunités-daffaires/>
- Centre québécois du droit de l'environnement. (2020). La protection des milieux naturels par les municipalités. Repéré à <https://www.cqde.org/fr/formations-et-conferences/la-protection-des-milieux-naturels-par-les-municipalites/>
- Champagne, E.-P. (2018, 18 juillet). Mise en place d'aires protégées : Québec protège le Nord et ignore le Sud. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/environnement/politique-verte/201807/18/01-5189931-mise-en-place-daires-protgees-quebec-protège-le-nord-et-ignore-le-sud.php>
- Clément-Robert, G. (2017). *Analyse des compétences et outils des municipalités régionales de comté en matière de conservation* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10580/Clement\\_Robert\\_Genevieve\\_MEnv\\_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10580/Clement_Robert_Genevieve_MEnv_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Commission des Ressources naturelles et du Territoire des Laurentides (CRNTL). (2010). *Portrait synthèse et encadrement des Ressources naturelles et du Territoire des Laurentides*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/documents/portrait\\_resume\\_prdirt1\\_20100602.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/documents/portrait_resume_prdirt1_20100602.pdf)

- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2008). *Bois et corridors forestiers métropolitains*. Repéré à [https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/02/carte\\_boisCorridors\\_2009.pdf](https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/02/carte_boisCorridors_2009.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2012). *Un grand Montréal attractif, compétitif et durable*. Repéré à [https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/03/pmad\\_plan\\_metropolitain\\_aménagement\\_developpement.pdf](https://cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2019/03/pmad_plan_metropolitain_aménagement_developpement.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2019a). *Portraits territoriaux Édition 2019 : MRC Deux-Montagnes (partie CMM)*. Repéré à [https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait\\_720.pdf](https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait_720.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2019b). *Portraits territoriaux Édition 2019 : MRC Thérèse-De Blainville*. Repéré à [https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait\\_730.pdf](https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait_730.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2019c). *Portraits territoriaux Édition 2019 : Ville de Mirabel*. Repéré à [https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait\\_74005.pdf](https://cmm.qc.ca/pdf/portraits/Portrait_74005.pdf)
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2019d). Protection des milieux naturels : la CMM demande de nouveaux pouvoirs pour atteindre les objectifs du PMAD. Repéré à <https://cmm.qc.ca/communiqués/protection-des-milieux-naturels-la-cmm-demande-de-nouveaux-pouvoirs-pour-atteindre-les-objectifs-du-pmad/>
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2020a). Plan métropolitain d'aménagement et de développement. Repéré à <https://cmm.qc.ca/planification/plan-metropolitain-damenagement-et-de-developpement-pmad/>
- Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). (2020b). Programme d'acquisition et de conservation d'espaces boisés (Fonds vert). Repéré à <https://cmm.qc.ca/programmes/programme-dacquisition-et-de-conservation-despaces-boises-fonds-vert/>
- Conseil régional de l'environnement des Laurentides. (2013). Les Laurentides accueillent les Ateliers sur la conservation des milieux naturels. Repéré à <https://crelaurentides.org/82-actualites/479-ateliersconservation>
- Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent. (2015). *Guide de ressources sur la conservation en forêt privée au Bas-Saint-Laurent*. Repéré à [http://www.crebsl.com/documents/pdf/biodiversite/guide\\_ressources\\_conservation\\_foret\\_privée-crebsl-2015-04.pdf](http://www.crebsl.com/documents/pdf/biodiversite/guide_ressources_conservation_foret_privée-crebsl-2015-04.pdf)
- Conservation de la nature Canada. (2019a). *Audited financial statements 2018-2019*. Repéré à <https://www.natureconservancy.ca/assets/documents/nat/annual-reports/2018-19-Audited-Financial-Statements.pdf>
- Conservation de la nature Canada. (2019b). *Le patrimoine forestier au cœur des solutions naturelles aux changements globaux* [Document interne]. Toronto, Ontario : auteur.
- Conservation de la nature Canada. (2020a). Importants avantages fiscaux associés aux dons de propriétés. Repéré à <https://www.natureconservancy.ca/fr/aidez-nous/autres-facons-aider/dons-de-terre/avantages-fiscaux-associes-aux-dons-de-proprieté.html>
- Conservation de la nature Canada. (2020b). Partenariat du Gouvernement du Canada. Repéré à <https://www.natureconservancy.ca/fr/nos-actions/partenariat-du-gouvernement-du-canada/>
- Conservation de la nature Canada. (2020c). Programme de financement pour le développement des capacités des AOQ. Repéré à <https://www.natureconservancy.ca/fr/nos-actions/ressources-pour-les-organismes-de-conservation/programme-de-financement-pour-le-developpement-des-capacités-des-aoq.html>



- Conservation de la nature Canada. (2020d). *Projet Ensemble pour la nature : un investissement majeur du Québec en conservation*. Repéré à <http://www.natureconservancy.ca/fr/nous-trouver/quebec/reportages/PEPN.html>
- Coopérative de propriétaires de boisés. (2020a). *La mission*. Repéré à <https://terra-bois.qc.ca/la-cooperative/>
- Coopérative de propriétaires de boisés. (2020b). *Qui sommes-nous*. Repéré à <https://terra-bois.qc.ca/qui-sommes-nous/>
- Coopérative Terra-Bois. (2017). *Analyse des conséquences de la réglementation environnementale en forêt privée sur la possibilité de récolte forestière*. Repéré à <https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2018/12/Analyse-Consequence-Reglementation-environnementale-foret-privee.pdf>
- Coopérative Terra-Bois. (2020). *Travaux d'aménagement*. Repéré à <https://terra-bois.qc.ca/travaux-damenagement/>
- Corridor Appalachien (ACA). (2011). *Conservation et foresterie : contribuer au maintien des forêts privées du Québec méridional*. Repéré à [https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/07/Rapport\\_comite\\_reflexion.pdf](https://afsq.org/wp-content/uploads/2017/07/Rapport_comite_reflexion.pdf)
- Côté, M.-A. (2018). Plan d'aménagement forestier et fiscalité forestière 2.0. *Forêts de chez nous PLUS*, 23(10), 1-3.
- Côté, M.-A., Garneau, V., Naud, F. et Rhéaume, M.-A. (2018). *Guide d'aide à la rédaction d'un règlement municipal sur l'abattage d'arbres et la protection du couvert forestier*. Repéré à <https://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2019/06/Guide-d%E2%80%99aide-%C3%A0-la-r%C3%A9daction-d%E2%80%99un-r%C3%A8glement-municipal-sur-l%E2%80%99abattage-des-arbres-et-la-protection-du-couvert-forestier.pdf>
- Côté, M.-A., Généreux-Tremblay, A., Gilbert, D. et Gélinas, N. (2017). Comparing the profiles, objectives and behaviours of new and longstanding non-industrial private forest owners in Quebec, Canada. *Forest Policy and Economics*, 78, 116-121.
- Côté, M.-A., Gilbert, D. et Nadeau, S. (2012). *Caractérisation des profils, des motivations et des comportements des propriétaires forestiers québécois par territoire d'agence régionale de mise en valeur des forêts privées*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/privees/enquete-proprietaires.pdf>
- Côté, M.-A., Gilbert, D. et Nadeau, S. (2016). Impact of Changes in the Sociological Characteristics of Small-Scale Forest Owners on Timber Harvesting Behavior in Quebec, Canada. *Small-scale Forestry*, 15(3), 375-392.
- Department of Agriculture, Conservation and Forestry. (2013). *Maine Forest Service: Tree Growth Tax Law Information*. Repéré à [https://www.maine.gov/dacf/mfs/policy\\_management/woodwise/tree\\_growth\\_tax\\_law.html](https://www.maine.gov/dacf/mfs/policy_management/woodwise/tree_growth_tax_law.html)
- Éco-corridors laurentiens. (2015). *Communiqué de presse : les Laurentides accueillent les Ateliers sur la conservation des milieux naturels*. Repéré à [https://crelaurentides.org/images/images\\_site/presse/pdf/2015/2015-10-07-cpateliersconservation.pdf](https://crelaurentides.org/images/images_site/presse/pdf/2015/2015-10-07-cpateliersconservation.pdf)
- Éco-corridors laurentiens. (2019a). *Argumentaire propriétaires forestiers* [Document interne]. Saint-Jérôme, Québec : auteur.
- Éco-corridors laurentiens. (2019b). *Compte-rendu atelier co-crédation avec Terra-Bois* [Document interne]. Saint-Jérôme, Québec : auteur.

- Éco-corridors laurentiens. (2019c). Événements à venir en 2020. Repéré à <https://www.ecocorridorslaurentiens.org/v-nements>
- Éditeur officiel du Québec. (2010). *Projet de loi n°57 : Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*. Repéré à <http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2010C3F.PDF>
- Environnement Canada. (2007). *Programme des dons écologiques au Québec : allons-y par étapes*. Repéré à <http://notreileverte.org/pdf/eco-que-guide.fra.pdf>
- Environnement Canada. (2013). *Quand l'habitat est-il suffisant ? (3e édition)*. Repéré à [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2013/ec/CW66-164-2013-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2013/ec/CW66-164-2013-fra.pdf)
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2018). *Les producteurs de bois sur les terres privées : une espèce menacée*. Repéré à [https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2018/10/Strategie-de-production-bois-en-for%c3%aat-privee\\_2018-08-31.pdf](https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2018/10/Strategie-de-production-bois-en-for%c3%aat-privee_2018-08-31.pdf)
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019a). « Avez-vous votre forestier de famille? ». Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/nouvelles/avez-vous-votre-forestier-de-famille/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019b). Bibliothèque : lexicque. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/bibliotheque/lexique/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019c). Intervenants en forêt privée : Commission de protection du territoire agricole du Québec. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/jamenage-ma-foret/intervenants-en-foret-privee/commission-de-protection-du-territoire-agricole-du-quebec/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019d). *Mise en marché des bois de la forêt privée du Québec*. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2019/04/Document-final-Statistiques-de-mise-en-marche-broche-2018.pdf>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019e). Plan d'aménagement forestier. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/jamenage-ma-foret/plan-damenagement-forestier/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019f). Publications et abonnements : nouvelles. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/je-minforme/publications-et-abonnements/nouvelles/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019g). *Rapport d'activité*. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2019/07/Rapport-dactivite-annuel-2019.pdf>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2019h). Travaux sylvicoles : gestion active de ma forêt. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/jamenage-ma-foret/travaux-sylvicoles/gestion-active-de-ma-foret/>
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2020a). *La contribution des forêts privées à l'économie des régions de l'Outaouais et des Laurentides : un potentiel à mettre en valeur* [Document interne]. Longueuil, Québec : auteur.
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2020b). *La forêt privée chiffrée*. Repéré à [https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2020/05/La-foret-privee-chiffree\\_2020.pdf](https://www.foretrprivee.ca/wp-content/uploads/2020/05/La-foret-privee-chiffree_2020.pdf)
- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2020c). Mémoire : utiliser la fiscalité foncière pour encourager la protection et la mise en valeur des forêts privées québécoises. Repéré à <https://www.foretrprivee.ca/memoires/utiliser-la-fiscalite-fonciere-pour-encourager-la-protection-et-la-mise-en-valeur-des-forets-privees-quebecoises/>

- Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ). (2020d). *Utiliser la fiscalité foncière pour encourager la protection et la mise en valeur des forêts privées québécoises*. Repéré à [https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2020/02/Memoire-FPFQ-Loi-sur-la-fiscalite-municipale\\_2020-02-06.pdf](https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2020/02/Memoire-FPFQ-Loi-sur-la-fiscalite-municipale_2020-02-06.pdf)
- Fédération québécoise des municipalités. (2020). *Commentaires sur le projet de loi 48 : loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles*. Repéré à [https://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2020/02/Me%CC%81moire\\_FQM\\_PL48\\_04-02-2020.pdf](https://www.fqm.ca/wp-content/uploads/2020/02/Me%CC%81moire_FQM_PL48_04-02-2020.pdf)
- Fondation de la faune du Québec. (s. d.). *Plan d'aménagement forêt-faune d'une forêt privée*. Repéré à [https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2018/10/PlanForet-Faune2\\_Hires2.pdf](https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2018/10/PlanForet-Faune2_Hires2.pdf)
- Fondation de la faune du Québec. (1998). *Manuel d'aménagement des boisés privés pour la petite faune*. Repéré à <https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2016/05/Manuel-amenag-petite-faune-FFQ.pdf>
- Fondation de la faune du Québec. (2018). *Protéger les habitats fauniques*. Repéré à [https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x\\_programmes/251\\_document\\_information\\_protegerleshabitats\\_decembre2018.pdf](https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x_programmes/251_document_information_protegerleshabitats_decembre2018.pdf)
- Fondation de la faune du Québec. (2019a). *Programme Agir pour la faune*. Repéré à [https://fondationdelafaune.qc.ca/app/uploads/2019/11/do19-11\\_information\\_agirpourlafaune.pdf](https://fondationdelafaune.qc.ca/app/uploads/2019/11/do19-11_information_agirpourlafaune.pdf)
- Fondation de la faune du Québec. (2019b). *Programme Faune-Forêt sur terre privée*. Repéré à [https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x\\_programmes/164\\_docinfoprogrfauneforet\\_aout2019.pdf](https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x_programmes/164_docinfoprogrfauneforet_aout2019.pdf)
- Fondation de la faune du Québec. (2020a). *Faune-Forêt sur terre privée*. Repéré à <https://fondationdelafaune.qc.ca/programmes-daide-financiere/faune-foret-sur-terre-privee/>
- Fondation de la faune du Québec. (2020b). *Fonds des municipalités pour la biodiversité*. Repéré à <https://fondationdelafaune.qc.ca/fonds/fonds-des-municipalites-pour-la-biodiversite/>
- Fondation de la faune du Québec. (2020c). *Programmes d'aide financière : projets soutenus*. Repéré à <https://fondationdelafaune.qc.ca/programmes-daide-financiere/>
- Forest Stewardship Council. (s. d.). *Pourquoi la certification ?* Repéré à <https://ca.fsc.org/fr-ca/certification/why-become-certifiednbsp>
- Girard, J.-F. et Thibault-Bédard, P. (2016). *Guide des bonnes pratiques en intendance privée : des organismes de conservation solides pour des projets de conservation réussis (3e édition)*. Repéré à <http://www.cqde.org/wp-content/uploads/2019/05/Contenu-du-guide-des-bonnes-pratiques-3e-edition-2016.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2017). *Terre écosensible*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/organismes-bienfaisance-dons/organismes-bienfaisance/politiques-lignes-directrices/sommaire-politique-e05-terre-ecosensible.html>
- Gouvernement du Canada. (2019a). *Dons écologiques : exemples de dons et d'impôt sur le revenu*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/programme-dons-ecologiques/publications/exemples-dons-impot-revenu.html#toc6>
- Gouvernement du Canada. (2019b). *Programme de conservation du patrimoine naturel*. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2019/04/programme-de-conservation-du-patrimoine-naturel.html>

- Gouvernement du Canada. (2020a). Programme de financement communautaire ÉcoAction : demandeurs potentiels. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/programme-communautaire-ecoaction/demandeurs-potentiels.html>
- Gouvernement du Canada. (2020b). Ressources naturelles Canada : glossaire. Repéré à <https://scf.rncan.gc.ca/termes/category/11>
- Gouvernement du Québec. (2020). L'organisation et ses engagements. Repéré à <https://www.quebec.ca/gouv/ministere/environnement/lois-et-reglements/>
- Gratton, L. (2012). Corridor appalachien : 10 ans de conservation. *Le Naturaliste canadien*, 136(3), 40-48.
- Gratton, L. et Hone, F. (2006). Les défis de la forêt privée : la conservation, l'utilisation durable de la forêt et l'écotourisme. *Tourisme et forêt, visions d'une gestion intégrée*, 30-35.
- Groupe de travail des Partenaires de la forêt privée sur la taxation foncière. (2008). *Rapport : utiliser la fiscalité foncière pour accroître la mise en valeur des lots boisés privés*. Repéré à <https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2018/12/Rapport-Groupe-de-travail-sur-la-taxation-fonciere-des-proprietes-forestieres.pdf>
- Groupe Forestier de Montmagny Inc. (s. d.). *Plan d'aménagement forêt-faune en forêt privée*. Repéré à <https://www.amvap.ca/fichiersUpload/fichiers/20190614110229-exemple-paff.pdf>
- Groupements forestiers Québec. (2020). Les groupements forestiers. Repéré à <https://groupementsforestiers.quebec/groupements-forestiers/>
- Institut de la statistique du Québec. (2019). *Bulletin statistique régional*. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/bulletins/2019/15-Laurentides.pdf>
- Institut des territoires. (s. d.). L'Institut des territoires c'est \_ . Repéré à <https://www.idt.quebec/a-propos/>
- Jacques, D. (2019, 10 novembre). Un litige juridique au Canton de Potton suivi par l'ensemble du monde municipal du Québec. *Le Reflet du Lac*. Repéré à <https://www.lerefletdulac.com/2019/11/10/un-litige-juridique-au-canton-de-potton-suivi-par-lensemble-du-monde-municipal-du-quebec/>
- Jacques, D. (2020, 6 février). La Vallée Ruitier devra payer ses taxes au Canton de Potton. *Le Reflet du Lac*. Repéré à <https://www.lerefletdulac.com/2020/02/06/la-vallee-ruiter-devra-payer-ses-taxes-au-canton-de-potton/>
- Land Trust Alliance. (2017). *Normes et pratiques des organismes de conservation : lignes directrices éthiques et techniques pour la gestion responsable des organismes de conservation*. Repéré à <https://s3.amazonaws.com/landtrustalliance.org/LandTrustStandardsandPracticesFrancais.pdf>
- Land Trust Alliance. (2020). Accreditation. Repéré à <https://www.landtrustalliance.org/topics/accreditation>
- Lemieux, K. (2018). *Interventions à privilégier pour aménager des écorridors entre le parc national du Mont-Tremblant et le parc national d'Oka au profit de la biodiversité* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/13358/Lemieux\\_Kim\\_MEnv\\_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/13358/Lemieux_Kim_MEnv_2018.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Les Publications du Québec. (2020). LégisQuébec : source officielle. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/>

- Logier-Paquette, V. (2019). *Stratégie régionale de conservation des espèces en situation précaire : conception d'une méthodologie et étude de cas* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/14923/Logier\\_Paquette\\_Virginie\\_MEnv\\_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/14923/Logier_Paquette_Virginie_MEnv_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, RLRQ, c. C-61.01.
- Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, RLRQ, c. C-61.1.
- Loi sur la fiscalité municipale*, RLRQ, c. F-2.1.
- Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, RLRQ, c. P-41.1.
- Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier*, RLRQ, c. A-18.1.
- Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ, c. A-19.1.
- Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*, RLRQ, c. E-12.01.
- Longtin, B. (1996). *Options de conservation : guide du propriétaire*. Montréal, Québec : Centre québécois du droit de l'environnement.
- Madison, M. (2013). *Le lotissement de conservation comme stratégie d'aménagement du territoire de la MRC des Pays-d'en-Haut dans les Laurentides, Québec* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais\\_2013/Madison\\_M\\_2013-02-12\\_.pdf](https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2013/Madison_M_2013-02-12_.pdf)
- Maine Forest Service. (2018). *Maine's Tree Growth Tax Law: The Basics*. Repéré à [https://www.maine.gov/dacf/mfs/policy\\_management/tgtl/tgtl\\_basics\\_presentation.pdf](https://www.maine.gov/dacf/mfs/policy_management/tgtl/tgtl_basics_presentation.pdf)
- Millennium Ecosystem Assessment. (2005). *Ecosystems and Human Well-being: Synthesis*. Washington, DC : Island Press.
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2019). Portrait de la région. Repéré à <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Regions/laurentides/profil/Pages/profil.aspx>
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). (2020). Plan de développement de la zone agricole (PDZA). Repéré à <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Productions/developpementregional/Pages/PDZA.aspx>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (s. d.a). *Forêt privée*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/documents/forets/comprendre/fiche-foretprivee.pdf>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (s. d.b). *Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier — une gouvernance renouvelée*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/comprendre/fiche-loi-amenagement-durable.pdf>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (2006). *Portrait territorial : Laurentides*. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/portrait-laurentides.pdf>
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (2015). *Plan d'affectation du territoire public : Laurentides*. Repéré à [https://mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/cartes\\_Laurentides/PATP/PATP\\_Laurentides\\_2015-11.pdf](https://mern.gouv.qc.ca/publications/territoire/planification/cartes_Laurentides/PATP/PATP_Laurentides_2015-11.pdf)

- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2015). *La conservation volontaire : vous pouvez faire la différence*. Repéré à <http://www.rmnat.org/wp-content/uploads/2017/12/La-conservation-volontaire-vous-pouvez-faire-la-diff%C3%A9rence.pdf>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2019). Aires protégées au Québec. Repéré à <https://www.arcgis.com/apps/MapSeries/index.html?appid=8e624ac767b04c0989a9229224b91334>
- Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). (2020). Registre des aires protégées. Repéré à [http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires\\_protegees/registre/](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/aires_protegees/registre/)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (s. d.). *Analyse d'impact réglementaire : loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles*. Repéré à [https://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Taxesfoncieresagricoles/NV3\\_Analyseimpactreglementaire.pdf](https://www.mapaq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/Taxesfoncieresagricoles/NV3_Analyseimpactreglementaire.pdf)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2001). *Les orientations du gouvernement en matière d'aménagement : la protection du territoire et des activités agricoles*. Repéré à [https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement\\_territoire/orientations\\_gouvernementales/orientations\\_aménagement\\_agricole.pdf](https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/orientations_gouvernementales/orientations_aménagement_agricole.pdf)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010a). Évaluation foncière municipale au Québec : loi et règlements relatifs à l'évaluation foncière. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/evaluation-fonciere/evaluation-fonciere-municipale-au-quebec/loi-et-reglements/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010b). Guide La prise de décision en urbanisme : contrôle des activités en zone agricole. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/reglementation/contrôle-des-activités-en-zone-agricole/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010c). Guide La prise de décision en urbanisme : grandes affectations du territoire. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/grandes-affectations-du-territoire/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010d). Guide La prise de décision en urbanisme : plan d'urbanisme. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/planification/plan-durbanisme/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010e). Guide La prise de décision en urbanisme : plantation et abattage des arbres. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/reglementation/plantation-et-abattage-des-arbres/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2010f). Guide La prise de décision en urbanisme : règlement de zonage. Repéré à <https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/guide-la-prise-de-decision-en-urbanisme/reglementation/reglement-de-zonage/>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2013). Programme de crédits de taxes foncières agricoles : guide de l'exploitant agricole et du propriétaire non exploitant. Repéré à [http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:gRfw\\_h\\_QvcUJ:www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique\\_v2/AffichageFichier.aspx%3Fidf%3D149294+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=ca](http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:gRfw_h_QvcUJ:www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageFichier.aspx%3Fidf%3D149294+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=ca)

- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). (2019). *Le financement et la fiscalité des organismes municipaux au Québec*. Repéré à [https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/finances\\_indicateurs\\_fiscalite/fiscalite/fiscalite\\_organismes\\_municipaux.pdf](https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/finances_indicateurs_fiscalite/fiscalite/fiscalite_organismes_municipaux.pdf)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2010). *Ressources et industries forestières : portrait statistique édition 2010*. Repéré à [https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat\\_edition\\_complexe/preface.pdf](https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/connaissances/stat_edition_complexe/preface.pdf)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2017). *Ressources et industries forestières du Québec : portrait statistique édition 2017*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait-statistique-2017.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019a). *Gazette officielle du Québec*. Repéré à [https://mffp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Indexation\\_2020.pdf](https://mffp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/Indexation_2020.pdf)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019b). *Grille annuelle des taux d'investissement en forêt privée : soutien financier du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs pour l'année financière 2019-2020*. Repéré à [https://mffp.gouv.qc.ca/forets/privées/pdf/Grille-annuelle-taux-investissement-foret-privée\\_2019-2020.pdf](https://mffp.gouv.qc.ca/forets/privées/pdf/Grille-annuelle-taux-investissement-foret-privée_2019-2020.pdf)
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019c). *Plan d'action national sur la mobilisation des bois en forêt privée 2016-2019*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/privées/plan-action-national-mobilisation-bois-foret-privée.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019d). *Plan de soutien des partenaires au développement de la forêt privée : 2020-2024*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/PlanSoutienForetsPrivées.pdf>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2019e). Zones de végétation et domaines bioclimatiques du Québec. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/forets/inventaire/inventaire-zones-carte.jsp>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020a). Aménagement durable des forêts. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/amenagement-durable-forets/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020b). Forêts privées. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020c). Le plan d'aménagement forestier. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/plan-amenagement/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020d). Les écosystèmes forestiers exceptionnels : éléments clés de la diversité biologique du Québec. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/connaissances/connaissances-forestieres-environnementales/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020e). Les partenaires de la forêt privée. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/partenaires-de-la-foret-privée/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020f). Les programmes et l'aide financière. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/programmes-laide-financiere/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020g). Pour être reconnu producteur forestier. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/etre-reconnu-producteur-forestier/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020h). Programme d'aide à la mise en valeur des forêts privées (PAMVFP). Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privées/programmes-laide-financiere/programme-aide-mise-valeur-forets-privées/>

- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020i). Programme Faune-Forêt. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privees/programmes-laide-financiere/programme-faune-foret/>
- Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). (2020j). Remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/les-forets/forets-privees/programmes-laide-financiere/remboursement-taxes-foncieres-producteurs-forestiers-reconnus/>
- Mitchell, M. G. E., Bennett, E. M., Gonzalez, A., Lechowicz, M. J., Rhemtulla, J. M., Cardille, J. A.,... Dancose, K. (2015). The Montérégie Connection: Linking landscapes, biodiversity, and ecosystem services to improve decision making. *Ecology and Society*, 20(4), 1-15.
- MRC d'Antoine-Labelle. (s. d.a). Abattage d'arbres en forêt privée. Repéré à <https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/abattage-arbre-foret-privee>
- MRC d'Antoine-Labelle. (s. d.b). *Schéma d'aménagement révisé : la gestion des ressources naturelles*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT\\_SAR\\_9.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT_SAR_9.pdf)
- MRC d'Antoine-Labelle. (s. d.c). *Schéma d'aménagement révisé : le document complémentaire*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT\\_SAR\\_10.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT_SAR_10.pdf)
- MRC d'Antoine-Labelle. (s. d.d). *Schéma d'aménagement révisé : les grandes affectations du territoire*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT\\_SAR\\_3.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT_SAR_3.pdf)
- MRC d'Antoine-Labelle. (s. d.e). *Schéma d'aménagement révisé : les territoires d'intérêt*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/documents/chapitre\\_06\\_refonte\\_461.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/documents/chapitre_06_refonte_461.pdf)
- MRC d'Antoine-Labelle. (2008). *Règlement régional d'abattage d'arbres de la forêt privée de la MRC d'Antoine-Labelle*. Repéré à [https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT\\_FOR\\_R%C3%89SUM%C3%89%20R%C3%88GL.%20ABATTAGE%20D%27ARBRES.pdf](https://www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/sites/www.mrc-antoine-labelle.qc.ca/files/SAT_FOR_R%C3%89SUM%C3%89%20R%C3%88GL.%20ABATTAGE%20D%27ARBRES.pdf)
- MRC d'Argenteuil. (2009a). *Règlement N° 56-06 Règlement régional de la municipalité régionale de comté d'Argenteuil relatif à l'abattage d'arbres*. Repéré à [https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image\\_usager/2/Amenagement/56-06%20abattage%20d'arbres%20codification%20administrative.pdf](https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image_usager/2/Amenagement/56-06%20abattage%20d'arbres%20codification%20administrative.pdf)
- MRC d'Argenteuil. (2009b). *Schéma d'aménagement et de développement révisé*. Repéré à [https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image\\_usager/2/Amenagement/SADR/SADR%201re%20partie%20cod%20administrative%209%20ao%C3%BBt%2018.pdf](https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image_usager/2/Amenagement/SADR/SADR%201re%20partie%20cod%20administrative%209%20ao%C3%BBt%2018.pdf)
- MRC d'Argenteuil. (2015). *Stratégie de conservation des milieux naturels d'Argenteuil : résultats du sondage auprès des municipalités locales d'Argenteuil*. Repéré à [https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image\\_usager/2/Amenagement/Environnement/Strat%C3%A9gie%20annexes/Annexe%205%20R%C3%A9sultats%20sondage%20municipal%202015.pdf](https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image_usager/2/Amenagement/Environnement/Strat%C3%A9gie%20annexes/Annexe%205%20R%C3%A9sultats%20sondage%20municipal%202015.pdf)
- MRC d'Argenteuil. (2017). *Document complémentaire*. Repéré à [https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image\\_usager/2/Amenagement/SADR/2e%20partie%20doc%20compl%20cod%20admin%209%20ao%C3%BBt%202018.pdf](https://www.argenteuil.qc.ca/database/Image_usager/2/Amenagement/SADR/2e%20partie%20doc%20compl%20cod%20admin%209%20ao%C3%BBt%202018.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.a). *Agriculture*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/4-Agriculture\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/4-Agriculture_PSADR1_2019-03-27.pdf)

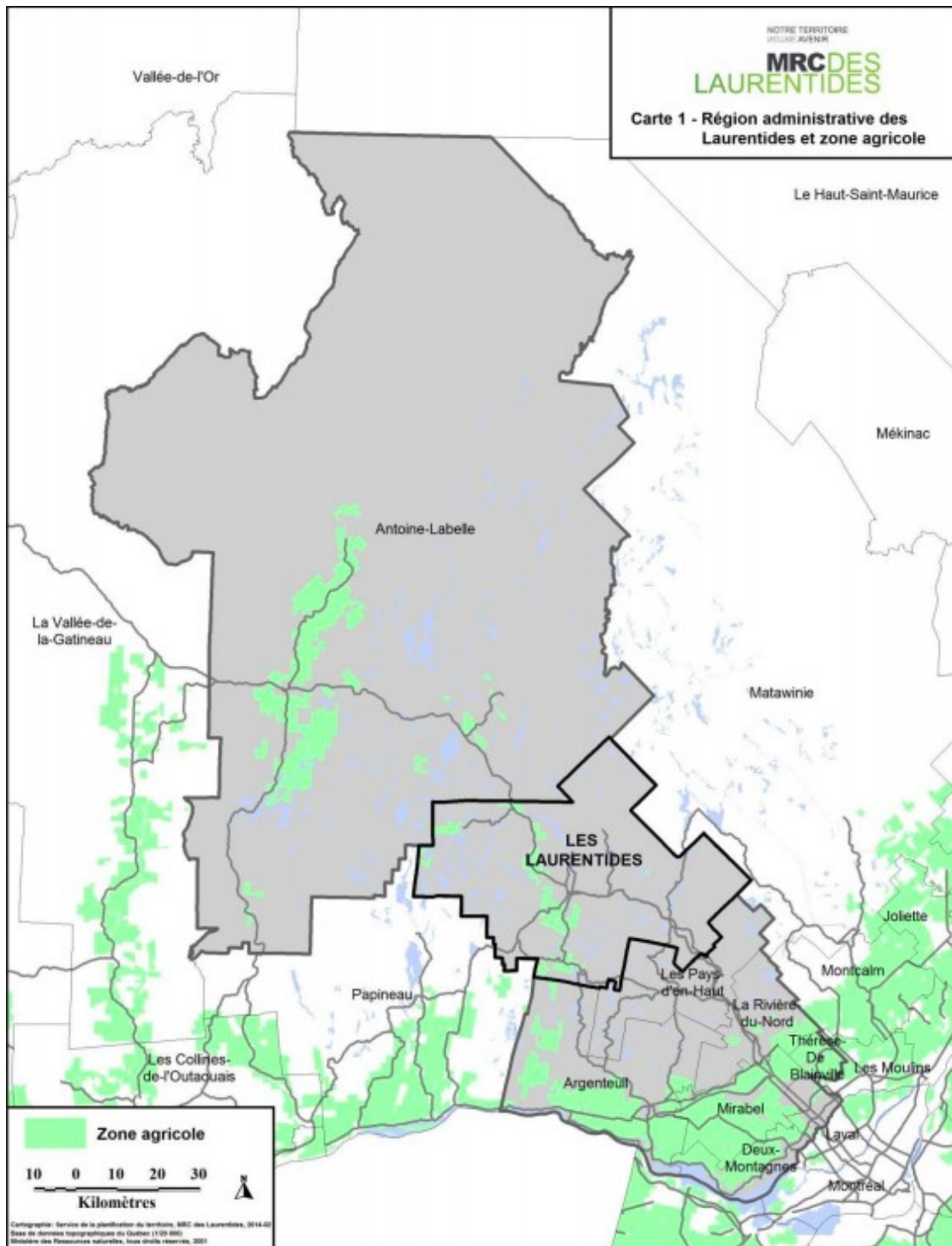


- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.b). *Concept d'organisation spatiale*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/0-Concept\\_org\\_spatiale\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/0-Concept_org_spatiale_PSADR1_2019-03-27.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.c). *Document complémentaire*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/12-Doc\\_compl\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/12-Doc_compl_PSADR1_2019-03-27.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.d). *Gestion de l'urbanisation*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/6-Gestion\\_urbanisation\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/6-Gestion_urbanisation_PSADR1_2019-03-27.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.e). *Grandes affectations du territoire*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/5-Grandes\\_affectations\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/5-Grandes_affectations_PSADR1_2019-03-27.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (s. d.f). *Milieu naturel d'intérêt ou sensible*. Repéré à [http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/7-Milieu\\_naturel\\_PSADR1\\_2019-03-27.pdf](http://www.mrc2m.qc.ca/images/uploads/7-Milieu_naturel_PSADR1_2019-03-27.pdf)
- MRC de Deux-Montagnes. (2019). *Schéma d'aménagement et de développement*. Repéré à <https://www.mrc2m.qc.ca/fr/services/shema-damenagement-du-territoire/>
- MRC de La Rivière-du-Nord. (2017a). *Document complémentaire*. Repéré à [https://mrcrdn.qc.ca/IMG/pdf/20150903\\_section\\_4\\_document\\_complementaire.pdf](https://mrcrdn.qc.ca/IMG/pdf/20150903_section_4_document_complementaire.pdf)
- MRC de La Rivière-du-Nord. (2017b). *Schéma d'aménagement et de développement*. Repéré à [https://mrcrdn.qc.ca/IMG/pdf/20150903\\_section\\_3\\_schema\\_amenagement.pdf](https://mrcrdn.qc.ca/IMG/pdf/20150903_section_3_schema_amenagement.pdf)
- MRC de Thérèse-De Blainville. (2005). *Schéma d'aménagement et de développement*. Repéré à [http://www.mrc-tdb.org/images/pdf/SAD\\_2005\\_CODIFICATION\\_FINALE.pdf](http://www.mrc-tdb.org/images/pdf/SAD_2005_CODIFICATION_FINALE.pdf)
- MRC des Laurentides. (2000). *Schéma d'aménagement révisé*. Repéré à [https://mrclaurentides.qc.ca/wp-content/uploads/2019/06/schema\\_revise.pdf](https://mrclaurentides.qc.ca/wp-content/uploads/2019/06/schema_revise.pdf)
- MRC des Laurentides. (2014). *Portrait du territoire et des activités agricoles de la MRC des Laurentides : dans le cadre du Plan de développement de la zone agricole (PDZA) de la MRC des Laurentides*. Repéré à [https://mrclaurentides.qc.ca/wp-content/uploads/2018/05/Portrait\\_PDZA\\_VF\\_web.pdf](https://mrclaurentides.qc.ca/wp-content/uploads/2018/05/Portrait_PDZA_VF_web.pdf)
- MRC des Pays-d'en-Haut. (2005). *Schéma d'aménagement et de développement*. Repéré à <https://lespaysdenhaut.com/wp-content/uploads/2019/07/Schema-damenagement-et-de-developpment.pdf>
- Nature-Action Québec. (s. d.). *Acquisition et conservation des milieux naturels*. Repéré à <https://nature-action.qc.ca/notre-expertise/acquisition-et-conservation-des-milieux-naturels/>
- Nature-Action Québec. (2017). *Stratégie et plan d'action en gestion de milieux naturels*. Repéré à <https://sjsr.ca/wp-content/uploads/2019/07/strategie-et-plan-d-action-en-gestion-des-milieux-naturels.pdf>
- Ontario. (2007). *Fiche info : investissements relatifs au patrimoine : subventions municipales de remboursement de l'impôt foncier*. Repéré à [http://www.mtc.gov.on.ca/fr/publications/InfoSheet\\_Investing%20in%20Heritage\\_french.pdf](http://www.mtc.gov.on.ca/fr/publications/InfoSheet_Investing%20in%20Heritage_french.pdf)
- Paulette, M. (2000). *La Fondation de la faune du Québec : guide pour la réalisation de plans d'aménagement forêt-faune en forêt privée*. Repéré à [https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x\\_guides/314\\_guiderealisationpaffforetprivee.pdf](https://fondationdelafaune.qc.ca/documents/x_guides/314_guiderealisationpaffforetprivee.pdf)
- PME INTER Notaires. (2016). *Les interdictions en zone agricole*. Repéré à <http://www.lrvnotaires.com/les-interdictions-en-zone-agricole/>
- Poirier, R. (2017). *Bonification de la démarche de planification de la conservation des milieux naturels* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10632/Poirier\\_Roxane\\_MEnv\\_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/10632/Poirier_Roxane_MEnv_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

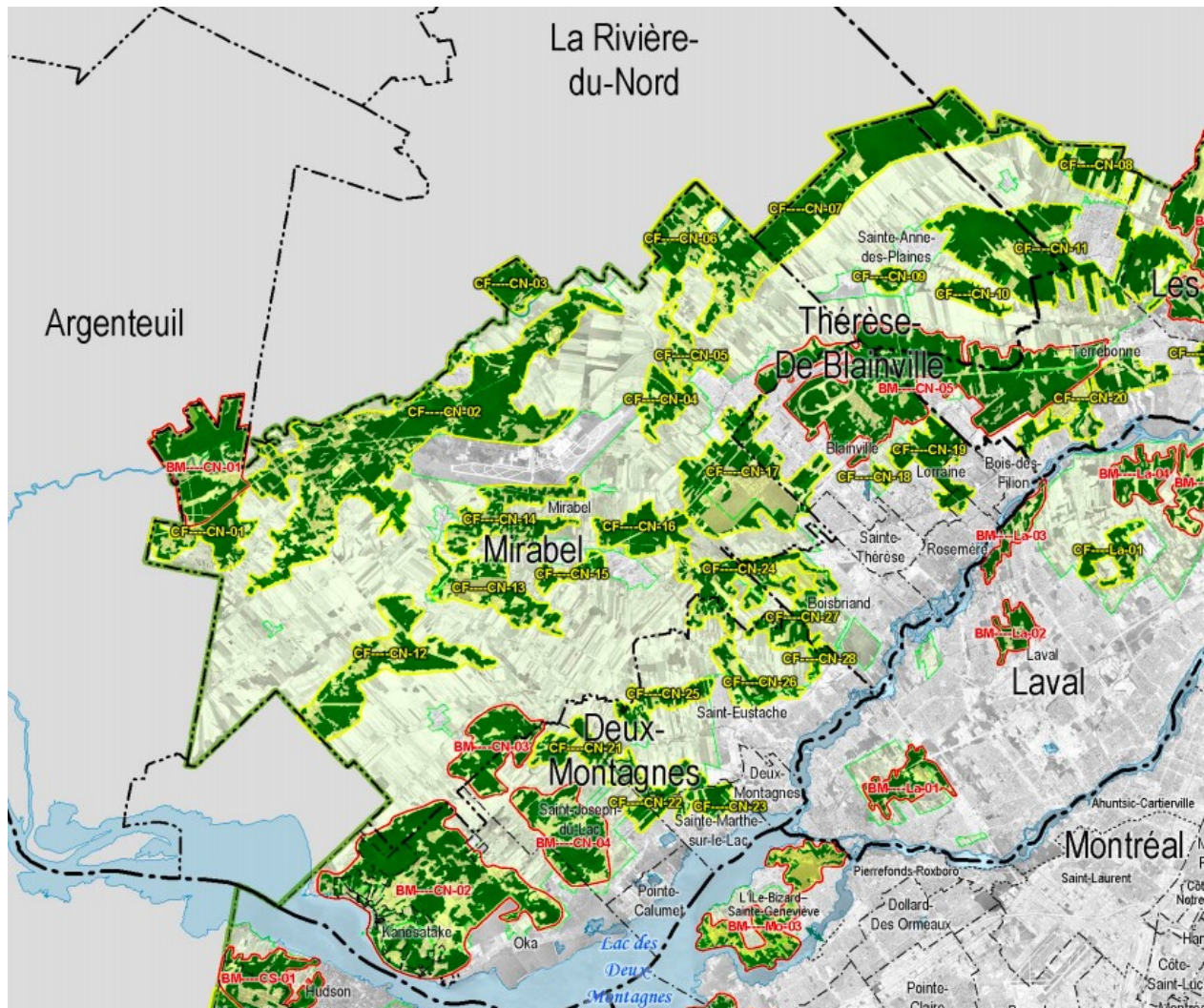
- QuébecOriginal. (s. d.). Les parcs nationaux. Repéré à <https://www.quebecoriginal.com/fr-ca/quoi-faire/parcs-nationaux>
- Règlement sur le remboursement des taxes foncières des producteurs forestiers reconnus*, RLRQ, c. A-18.1, r. 12.1.
- Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations*, RLRQ, c. M-14, r. 1.
- Règlement sur les habitats fauniques*, RLRQ, c. C-61.1, r.18.
- Réseau de milieux naturels protégés. (2012). *Incitatifs à la conservation*. Repéré à <http://www.rmnat.org/wp-content/uploads/2017/12/Brochure-RMN-option-conservation.pdf>
- Réseau de milieux naturels protégés. (2019). *Mise à jour : taxation foncière et conservation en terres privées* [Document interne]. Montréal, Québec : auteur.
- Réseau de milieux naturels protégés. (2020a). Le Répertoire 3.0. Repéré à <https://www.rmnat.org/repertoire-a-propos/>
- Réseau de milieux naturels protégés. (2020b). Mission. Repéré à <http://www.rmnat.org/missions/>
- Réseau de milieux naturels protégés. (2020c). *Statistiques des sites de conservation volontaire au Québec* [Document interne, fichier Excel]. Montréal, Québec : auteur.
- Rhéaume, M.-A. (2016). *Saines pratiques d'intervention en forêt privée : guide terrain* (4e éd.). Repéré à [https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2016/06/Guide\\_des\\_Saines\\_Pratiques\\_FPFQ\\_WEB.pdf](https://www.foretprivee.ca/wp-content/uploads/2016/06/Guide_des_Saines_Pratiques_FPFQ_WEB.pdf)
- Secrétariat du Sommet sur la forêt privée. (1995). *Synthèse des travaux et décisions*. Repéré à <https://mffp.gouv.qc.ca/publications/forets/privees/synthese-travaux-1995.pdf>
- Sierra, A. (s. d.). *Organigramme de la forêt privée : région Laurentides / Outaouais* [Document interne]. Québec, Québec : auteur.
- Société de protection foncière de Sainte-Adèle. (2017). Bienvenue sur le site officiel de la SPFSA. Repéré à <http://spfsa.org/>
- Société pour la nature et les parcs du Canada Section Québec. (2019). Fonds des Municipalités pour la biodiversité. Repéré à <https://snapquebec.org/notre-travail/fonds-des-municipalites-pour-la-biodiversite/>
- Syndicat des Producteurs de Bois de la Côte-du-Sud. (2013). Lois et règlements. Repéré à <https://spbcs.ca/lois-et-reglements-2/>
- Table Forêt Laurentides. (2019a). *Plan d'action 2019-2020*. Repéré à [https://15bb692f-e914-42bd-a6e3-8f23aab43da0.filesusr.com/ugd/89809a\\_cafb129032b34acc8cbf04dc90b83ad5.pdf?index=true](https://15bb692f-e914-42bd-a6e3-8f23aab43da0.filesusr.com/ugd/89809a_cafb129032b34acc8cbf04dc90b83ad5.pdf?index=true)
- Table Forêt Laurentides. (2019b). *Pour développer une culture forestière : rapport annuel 2018-2019*. Repéré à [https://15bb692f-e914-42bd-a6e3-8f23aab43da0.filesusr.com/ugd/89809a\\_2c0a77285d714d2497f7f60e6b55beb6.pdf?index=true](https://15bb692f-e914-42bd-a6e3-8f23aab43da0.filesusr.com/ugd/89809a_2c0a77285d714d2497f7f60e6b55beb6.pdf?index=true)
- Tardif, B., Lavoie, G. et Lachance, Y. (2005). *Atlas de la biodiversité du Québec : les espèces menacées ou vulnérables*. Repéré à <https://cdpnq.gouv.qc.ca/pdf/Atlas-biodiversite.pdf>
- TEEB. (2010). *L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité : intégration de l'économie de la nature. Une synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB*. Malte : Progress Press.
- Timmons, J. D. et Daniel, L. (2007). Conservation Easements: Windfall or Straitjacket ? *Real Estate Issues*, 7-17.

- Trudelle, J. (2014). *La servitude de conservation et la protection durable des milieux naturels au Québec : constats et recommandations* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à [https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/7490/cufe\\_Trudelle\\_J\\_2014-11-11\\_essai512.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/7490/cufe_Trudelle_J_2014-11-11_essai512.pdf?sequence=1&isAllowed=y)
- Union des producteurs agricoles (UPA). (s. d.). *La forêt : une composante importante de la zone agricole*. Repéré à [http://www.trousse.pdza.ca/assets/telechargement/fiches\\_carte/FICHE\\_12-Foret.pdf](http://www.trousse.pdza.ca/assets/telechargement/fiches_carte/FICHE_12-Foret.pdf)
- Vermont Department of Forests, Parks and Recreation. (2019). *Use value appraisal of forestland in Vermont*. Repéré à [https://fpr.vermont.gov/sites/fpr/files/Forest\\_and\\_Forestry/Your\\_Woods/Library/UVA%20Information%20Brochure.pdf](https://fpr.vermont.gov/sites/fpr/files/Forest_and_Forestry/Your_Woods/Library/UVA%20Information%20Brochure.pdf)
- Ville de Mirabel. (2016). *Schéma d'aménagement et de développement révisé de la Ville de Mirabel*. Repéré à [https://mirabel.ca/uploads/1.\\_Services/1.1\\_Services\\_aux\\_citoyens/1.1.4\\_Permis/1-VOLUME\\_1\\_Schema.pdf](https://mirabel.ca/uploads/1._Services/1.1_Services_aux_citoyens/1.1.4_Permis/1-VOLUME_1_Schema.pdf)
- Ville de Mirabel. (2019). *Document complémentaire*. Repéré à [https://mirabel.ca/uploads/2.\\_Ville/2.5\\_Reglements/Urbanisme/2-\\_ANNEXE\\_I\\_-\\_Document\\_complementaire\\_%28S-2337\\_2\\_octobre\\_2019%29.pdf](https://mirabel.ca/uploads/2._Ville/2.5_Reglements/Urbanisme/2-_ANNEXE_I_-_Document_complementaire_%28S-2337_2_octobre_2019%29.pdf)
- Ville d'Ottawa. (2020). Programmes d'allègements de taxes. Repéré à <https://ottawa.ca/fr/vivre-ottawa/taxes/programmes-dallegements-de-taxes>
- Wisconsin Department of Natural Resources. (2019). Managed Forest Law. Repéré à <https://dnr.wi.gov/topic/forestlandowners/mfl/>

**ANNEXE 1 - ZONES AGRICOLES ILLUSTRÉES SUR LA CARTE DE LA RÉGION  
ADMINISTRATIVE DES LAURENTIDES (tiré de : MRC des Laurentides, 2014)**



**ANNEXE 2 – BOIS ET CORRIDORS FORESTIERS MÉTROPOLITAINS DANS LES  
BASSES-LAURENTIDES (tiré de : CMM, 2008)**



### ANNEXE 3 – TABLEAU DES PERSONNES-RESSOURCES

Établissement		Nom, Prénom	Titre
<b>Milieu forestier</b>	Coopérative de propriétaires de boisés, Terra-Bois	Baril, Pierre et Champagne, Marc	Directeur général et Technicien forestier
	Alliance des propriétaires forestiers Laurentides-Outaouais	Lanthier, Mario	Directeur général
<b>Milieu de la conservation</b>	Éco-corridors laurentiens	Després-Einspenner, Marie-Lyne et Dubuc, Geneviève	Coordonnatrice et adjointe à la coordination
	Institut des territoires	Goulet, André	Aménagiste des territoires naturels et ingénieur forestier
	Société de protection foncière de Sainte-Adèle	Poirier, Jean-Louis	Président
	Travailleur autonome	Gratton, Louise	Consultante en écologie et conservation

**ANNEXE 4 – DONNÉES DE LA RÉGION DES LAURENTIDES FOURNIES PAR LE RÉSEAU DE  
MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS** (tiré de : Réseau de milieux naturels protégés, 2020c)

<b>Mesures de protection de conservation volontaire</b>	<b>Nombre de sites protégés</b>	<b>Superficie protégée (ha)</b>
Autres - Convention à des fins de conservation – transfert à un OBNL	3	6,58
Obligation écrite à des fins de conservation	1	66,73
Acquisition de terrains	42	2012,96
Acquisition de terrains - Fonds dominant	1	7,73
Acquisition de terrains - Réserve Naturelle	19	1032,45
Réserve naturelle municipale	3	606,86
Réserve naturelle municipale et Servitude	1	10,80
Réserve naturelle privée	5	445,53
Servitude	23	721,08
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>4910,71</b>

<b>Mesures de protection par type de propriétaire</b>	<b>Nombre de sites protégés</b>	<b>Superficie protégée (ha)</b>
<b>Copro - Mun - OC</b>	<b>2</b>	<b>133,04</b>
<b>Copro - OC - OC</b>	<b>1</b>	<b>218,98</b>
<b>Gouvernement provincial</b>	<b>3</b>	<b>6,58</b>
<b>Individu privé</b>	<b>6</b>	<b>1007,57</b>
<b>Municipalité locale</b>	<b>24</b>	<b>717,22</b>
- Obligation écrite à des fins de conservation	1	66,73
- Réserve naturelle municipale	3	606,86
- Servitude	20	43,63
<b>Organisme de conservation</b>	<b>60</b>	<b>2711,90</b>
- Acquisition de terrains	40	1671,73
- Acquisition de terrains - Fonds dominant	1	7,73
- Acquisition de terrains - Réserve Naturelle	19	1032,45
<b>Personne morale</b>	<b>2</b>	<b>115,41</b>
<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>4910,71</b>